

**UNE CONTROVERSE
ENTRE MISSIONNAIRES
à SIAM au XVII^e siècle**

Le RELIGIOSUS NEGOTIATOR
du jésuite français J. TISSANIER

suivi de quelques documents
concernant le commerce des clercs

Thèse secondaire pour le Doctorat ès-Lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

par

H. CHAPPOULIE

Diplômé d'Études Supérieures d'Histoire et de Géographie

PARIS

1 9 4 3

UNE CONTROVERSE
ENTRE MISSIONNAIRES
à SIAM au XVII^e siècle

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DES LETTRES

**UNE CONTROVERSE
ENTRE MISSIONNAIRES
à SIAM au XVII^e siècle**

Le RELIGIOSUS NEGOTIATOR
du jésuite français J. TISSANIER

suivi de quelques documents
concernant le commerce des clercs

Thèse secondaire pour le Doctorat ès-Lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

par

H. CHAPPOULIE

Diplômé d'Études Supérieures d'Histoire et de Géographie

PARIS

1 9 4 3

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Nommé par le pape Alexandre VII évêque de Béryste et vicaire apostolique de la Cochinchine, Pierre Lambert de la Motte, un Français¹, arrivait dans la capitale du royaume de Siam le 22 août 1662. La persécution qui sévissait alors en Cochinchine contre les chrétiens l'obligea à attendre et à s'installer momentanément dans la ville de Siam². Le souverain Phranarai³ et son premier ministre, le Grec Constance Phaulcon⁴, avaient coutume de faire bonne mine aux étrangers dont le commerce les enrichissait. Les Portugais constituaient à Siam le

(1). Pierre Lambert de la Motte, né le 16 janvier 1624 à Lisieux, conseiller à la Cour des Aides à Rouen de 1646 à 1655, prêtre le 27 décembre 1655, puis directeur de l'Hospice général de Rouen, évêque titulaire de Béryste (Beyrouth) en 1658. Voir H. DE FRONDEVILLE, *Pierre Lambert de la Motte, évêque de Béryste (1624-1679)*, Paris, 1925. Il existe aux archives des Missions Etrangères, vol. 122, une vie manuscrite écrite par Laurent de Brisacier (né en 1604, aumônier de Louis XIII en 1634, conseiller d'Etat en 1648, directeur au Séminaire de la rue du Bac en 1668, mort en 1690). — Lambert de la Motte avait quitté Marseille le 27 novembre 1669, empruntant la voie de terre d'Alexandrette à Gomeron, de Surate à Masulipatam, de Mergui à Siam ; voir J. DE BOURGES, *Relation du voyage de Monseigneur l'évêque de Béryste, vicaire apostolique du royaume de la Cochinchine, par la Turquie, la Perse, les Indes, etc., jusqu'au royaume de Siam et autres lieux*, Paris, 1688. — Sur tout ce qui suit, voir H. CHAPPOULIE, *Aux origines d'une Eglise, Rome et les missions d'Indochine au XVII^e siècle*, t. I, Paris, 1943, en particulier chap. ix et x, et pour le choix de Français comme vicaires apostoliques, chap. viii.

(2). Sur Ayouthia ou Siam au XVII^e siècle, voir Nicolas GERVAISE, *Histoire naturelle et politique du royaume de Siam*, Paris, 1688 ; cf. J.-B. PALLEGOUX, *Description du Royaume Thai ou Siam*, Paris, 1854, p. 86. — Le guide MADROLLE, *Chine du Sud, Java, Japon*, donne un plan d'Ayouthia reproduit d'après le plan de 1687 conservé à la Bibliothèque nationale.

(3). Phranarai régna de 1656 à 1688 ; le Siam était alors à l'apogée de sa grandeur et l'Etat le plus puissant de l'Indochine. Sur les relations de Phranarai avec Lambert de la Motte, voir A. LAUNAY, *Histoire de la mission de Siam 1662-1811, Documents historiques*, Paris, 1920, p. 43 sq. ; sur les ambassades qu'il échangea avec Louis XIV par l'intermédiaire des missionnaires, voir aussi LAUNAY, *ibid*, p. 103 sq.

(4). Constance Phaulcon, sujet vénitien d'origine catholique, né dans l'île de Céphalonie vers 1647, aventurier qui réussit très jeune à devenir premier ministre ou barcalon du roi de Siam. Bien qu'il eût adhéré dans son enfance à la religion anglicane en s'engageant au service de la Compagnie des Indes, Constance Phaulcon se montra le protecteur des intérêts des missionnaires catholiques comme de tous les étrangers. Le 2 mai 1682, il fera son abjuration dans l'église des jésuites portugais, avant de se marier avec une Japonaise chrétienne. Constance Phaulcon mourra dans une révolution de palais en 1688.

groupe européen le plus nombreux¹ et avaient parmi eux un certain nombre de prêtres séculiers, de jésuites et de dominicains. Les séculiers dépendaient de l'évêché de Malacca, privé de titulaire depuis l'occupation de cette ville par les Hollandais en 1641². Les jésuites relevaient de la province du Japon dont le centre était à Macao³ ; c'était la plus aimée et la plus célèbre de toute la Compagnie à la fois à cause des grands succès qu'elle avait remportés, puis des persécutions sanglantes qui s'étaient abattues sur elle lorsque les empereurs nippons eurent proscrire le christianisme. Quant aux dominicains, ils appartenaient à la congrégation des Indes orientales dont le vicaire général résidait à Goa, et l'un d'eux remplissait dans le camp portugais de Siam les fonctions de commissaire de l'Inquisition de Goa.

La situation de Lambert de la Motte en face des Portugais était difficile. Il arrivait contre le gré du gouvernement de Lisbonne qui, en vertu du droit de patronat reconnu par les papes aux souverains de Portugal dans les Indes orientales, se considérait comme le maître de toutes les nominations ecclésiastiques dans cette partie du monde⁴. Nommé par la volonté unilatérale du Saint-Siège et délégué direct de la Congrégation de la Propagande, le Français devait s'attendre à l'hostilité déclarée du vice-roi des Indes orientales ; déjà l'ordre avait été expédié de Goa de se saisir de lui. Vis-à-vis du clergé séculier et régulier, il faisait figure d'intrus. Sa mission revêtait un caractère particulièrement délicat en face des jésuites qui supportaient à eux seuls tout le poids de l'évangélisation des royaumes d'Annam ; ils y

(1). Il y avait alors environ 2.000 âmes dans le camp des Portugais, où les nationalités devaient être fort mélangées (Journal de la mission, de LAUNAY, Siam, p. 6). Non pas 2.000, mais seulement 1.500 âmes d'après la *Relation des missions des évêques français aux royaumes de Siam, de la Cochinchine, de Cambodge, et du Tonkin, etc., divisée en quatre parties*, Paris, 3^e édition, 1684, p. 3. Comparer infra, p. 40, n. 2. Les Hollandais avaient eux aussi un camp à Siam.

(2). Conquise par Albuquerque en 1511, la populeuse cité de Malacca fut enlevée aux Portugais en 1641 par une flotte hollandaise après un siège de cinq mois. L'évêque, Louis de Melo, un dominicain, se réfugia à Macassar où il mourut en 1648. Il n'eût pas de successeur avant 1671 (infra, p. III n. 2).

(3). Sur les jésuites à Siam jusqu'en 1660, voir Jean-Philippe de MARINI, *Delle missioni de' padri delle compagnia di Giesu nella provincia del Giappone, e particolarmente di quella di Tumkino*, Rome, 1663, p. 406-420. — Macao, ou Cité du Nom de Dieu, port fondé vers 1555 par des marchands portugais qui attendaient là que la Chine leur fût ouverte. La Compagnie de Jésus y avait le siège de sa province du Japon au collège Saint-Paul, et celui de sa vice-province de Chine au collège Saint-Joseph. C'est la province du Japon qui, seule, fournissait le personnel pour les missions d'Indochine et de Malaisie ; elle ne pouvait plus faire pénétrer au Japon aucun religieux.

(4). Sur l'origine du patronat portugais et la rigueur avec laquelle le souverain en défendait les privilèges, voir CHAPPOULIE, *Aux origines d'une Eglise*, chap. III.

avaient beaucoup travaillé depuis environ un demi-siècle et au prix des périls les plus divers, sans se laisser décourager. La tradition du Saint-Siège leur laissait la plus large autonomie dans l'exercice de leur apostolat ¹. Les diocèses du patronat étant peu nombreux (un évêque à Macao, un évêque à Malacca) et les sièges restant vacants depuis de très nombreuses années ², les jésuites étaient au fond absolument maîtres de leur action religieuse. En fait de contrôle, ils ne connaissaient que celui des autorités portugaises.

Quiconque se fût trouvé dans la position de Lambert de la Motte aurait eu grand peine à ne pas se heurter aux agents de Lisbonne, au clergé du patronat et aux jésuites. Mais le tempérament entier et absolu du nouvel évêque allait le précipiter dans de longues et violentes querelles avec les uns et les autres, coalisés contre lui. Déjà prévenu en France à l'égard de la Compagnie de Jésus ³, Lambert de la Motte fut aussitôt scandalisé

(1). Sur les privilèges des religieux et des jésuites en particulier, voir CHAPPOULIE, *Aux origines d'une Eglise*, chap. VI.

(2). La pression de l'Espagne mettant le Saint-Siège dans l'impossibilité de reconnaître le royaume lusitanien restauré en 1640 par Jean IV de Bragance, les sièges épiscopaux à la nomination du roi, tant en Portugal que dans les territoires d'outre-mer demeuraient vacants à la mort de leur titulaire. Cette situation dut attendre son remède jusqu'à la reprise des relations diplomatiques normales entre Rome et Lisbonne, en 1669. Il ne restait alors qu'un seul évêque dans tout le royaume et son empire ; encore vivait-il retiré à la cour de Lisbonne.

(3). « Il (Béryte) est sorti de France avec une préoccupation d'esprit contre les jésuites qui lui a fait faire tout ce qu'il a entrepris contre eux. » (Pallu à Brisacier, Gazil, Fermanel et Bésard, Siam, 3 septembre 1673, Arch. M.Etr., vol. 27, p. 322 sq.). — La violence des dispositions dont Lambert de la Motte était animé contre la Compagnie de Jésus ne saurait étonner qui veut juger des faits d'après leur époque : les *Provinciales* paraissent au moment où Lambert de la Motte fait aboutir à Rome l'affaire embourbée des vicaires apostoliques. Dans quelle mesure fut-il impressionné par le tort que Pallu et les *Bons Amis* s'étaient fait dans l'opinion de la curie en se montrant si complètement dévoués et soumis à la Compagnie ? Mais on ne peut aller jusqu'à soutenir que là seulement se trouve la cause suffisante de la conduite qu'il adopta dès son arrivée à Siam envers les missionnaires de la Compagnie, avant d'avoir pris le temps de se faire sa propre expérience. Tout s'est passé comme si Lambert de la Motte s'était laissé convaincre par la campagne d'accusations dont ceux-ci étaient accablés dans les écrits dont la *Morale pratique* devait réunir une si volumineuse collection.

A quoi doit s'ajouter, à notre sentiment du moins, l'influence d'une spiritualité qui ramenait toute la prudence surnaturelle à la certitude acquise dans l'oraison. Pour Lambert de la Motte, l'apôtre devait se maintenir à l'écoute d'une inspiration de caractère mystique, et aller contre les jugements ou les prévisions de sa raison. Il ne faudra jamais perdre de vue, pour le juger, qu'il était convaincu que la grâce de Dieu allait à la rencontre de sa sévérité implacable envers les pères ; elle inspirait à ceux-ci de trouver dans les condamnations qu'il portait contre eux la voie de l'humiliation par où doivent monter les parfaits. Les parfaits, donc les religieux dont il n'a cessé d'envier peut-être la perfection, comme le montre son rêve de « congrégation apostolique ». (Voir CHAPPOULIE, *op. cit.*, p. 265 sq.).

par la manière dont les jésuites portugais de la province du Japon appliquaient la discipline imposée par Rome aux missionnaires en matière de commerce. En 1633, une lettre apostolique du pape Urbain VIII avait solennellement rappelé que toute espèce de négoce était interdit aux missionnaires des Indes orientales sous les peines les plus graves¹. Pour Lambert de la Motte, il fut tout de suite clair que les jésuites violaient la règle pontificale. Aussi bien pour apaiser son âme scrupuleuse et tourmentée que pour faire œuvre de justicier, l'évêque avait sur-le-champ écrit à Rome, au pape et à la Congrégation de la Propagande, et en France, à l'Assemblée du clergé et aux procureurs de la société des Missions Etrangères, pour dénoncer les jésuites². Enfin, le 14 octobre 1663, il avait renvoyé en Europe son compagnon de voyage Jacques de Bourges³, le chargeant, entre autres missions, de solliciter du pape des sanctions contre les jésuites de Macao.

*
* *

Quelques mois plus tard, le 27 janvier 1664, l'évêque de Béryste était rejoint à Siam par un autre évêque français, François Pallu⁴, nommé vicaire apostolique du Tonkin. Pallu était un

(1). Lettre apostolique *Ex debito pastoralis*, 22 février 1633, ds *Codicis juris canonici fontes cura Emi Petri card. Gasparri editi*, Rome, 1926-1938, vol. I, p. 399 sq. *Infra*, p. 14-15.

(2). Le 11 juillet 1663, lettre à Alexandre VII : « Fateor consilium illud extremum esse, sed extremus est morbus christianitatis ; non dubito quin Vestra Sanctitas scivisset aut sciret quantum mali attulerint rei christianae religiosi societatis Jesu provinciarum Indiarum et Japoniae a longo tempore, aut revocasset ex his locis, aut certe negotia missionum ex omni parte ipsis prohibuisset. » (Arch. M.Etr., vol. 876, p. 101). Le 6 mars 1663, lettre à la congrégation de la Propagande, assurant qu'il n'y a pas de conversions à Siam « propter infelicem statum et missionariorum vitam hic degentium. » (Arch. M.Etr., vol. 857, p. 157). Le 10 juillet 1663, lettre au clergé de France accusant les relations publiées par les jésuites sur leurs missions d'Annam de n'être que fausseté. (Arch. M.Etr., vol. 876, p. 97).

(3). Jacques de Bourges, né à Paris vers 1630, docteur en théologie, un des deux compagnons de Lambert de la Motte dans son voyage de Marseille à Siam. Bourges sera missionnaire au Tonkin. En 1682, il sera nommé vicaire apostolique du Tonkin occidental ; il mourra à Siam en 1714.

(4). François Pallu, né le 31 avril 1626 à Tours, évêque titulaire d'Héliopolis en 1658, vicaire apostolique du Tonkin en 1659, avait quitté Marseille le 2 janvier 1662. Son séjour à Siam ne dura qu'une année car, dès le 17 janvier 1665, il reprendra le chemin de l'Europe. De retour à Siam en 1673, il en repartira l'année suivante pour le Tonkin, mais arrêté par les Espagnols avant d'y aborder il sera ramené par eux en Europe en 1677 en passant par le Mexique. Nommé en 1680 vicaire apostolique du Fokien et administrateur général des missions de Chine, Pallu s'embarquera en 1681 pour Siam et la Chine, où il arrivera pour mourir dans son vicariat du Fokien en 1684. Voir L. BAUDIMENT, *François Pallu, principal fondateur de la Société des Missions Etrangères* (1626-1684), Paris, 1934. Sur son caractère, voir CHAPPOULIE, *op. cit.*, chap. XVIII.

homme plus doux que Lambert de la Motte, moins passionné dans ses jugements et plus épris de conciliation. Autre différence avec son collègue, son passé le liait étroitement à la Société de Jésus. Peut-être n'avait-il pas été l'élève des pères dans sa jeunesse, mais en tout cas deux de ses frères appartenaient à la Compagnie. Sa vocation missionnaire était née dans un cénacle de piété, les *Bons Amis*, que dirigeait le jésuite Bagot¹, et il avait songé à mettre son épiscopat sous la direction morale de la Compagnie.

Son premier mouvement serait d'adopter un parti favorable aux pères. A peine sur le territoire du Siam au port de Tenasserim, et avant de retrouver Lambert de la Motte, il avait déjà eu l'occasion de s'entretenir du problème posé par le commerce des clercs avec le jésuite portugais Cardoso. Les explications de celui-ci l'avaient satisfait, si bien qu'il écrivait alors à Bagot que, si quelque scandale avait pu éclater du fait « de quelques particuliers comme partout ailleurs », la pratique de la Compagnie dans ces parages pouvait se justifier².

Animé de désirs pacifiques, François Pallu une fois à Siam s'employa à ramener la paix entre Lambert de la Motte et les Portugais³. Il crut en avoir trouvé le moyen dans la personne de deux jésuites français qui s'arrêtèrent peu de mois après lui dans la capitale du royaume de Phranaraï. Ils y cherchaient refuge au sortir du Tonkin d'où la persécution venait de les chasser. Joseph Tissanier et Pierre Albier, un Agenais et un

(1). Jean Bagot, né à Rennes en 1591, professeur de théologie. Il fut à Rome le théologien du père général, et à Paris le confesseur du jeune Louis XIV. Sur les *Bons Amis*, voir G. GOYAU, *Les Prêtres des Missions Etrangères*, Paris, 1932, chap. I.

(2). Lettre de Pallu à Bagot, Siam, 26 décembre 1663, ds LAUNAY, *Lettres de Monseigneur Pallu*, t. II, p. 21. Devenu provincial du Japon, Cardoso devait en cette qualité faire en 1676 un voyage en Cochinchine pour y combattre l'influence de Lambert de la Motte. Il mourut en mer à son retour vers Macao.

(3). Pallu y apportait comme de la coquetterie. « J'ai une franche assurance, écrivait-il à Bagot, que je vivrai toujours bien avec les pères de votre Compagnie, même avec les Portugais et ceux de l'Inde. Ils ont bien autant de gravité que ceux de l'Europe, mais j'ai appris le moyen de la fléchir et je n'ai point de difficulté à l'employer. Pourvu que vous fassiez un pas, ils en feront dix, une bonne parole leur ouvre la bouche et une inclination de tête les fait abaisser jusqu'à vos mains ; c'est-à-dire qu'il faut les prévenir. Ils ne s'ingéreront pas à vous faire office, mais si vous les en priez de bonne grâce et si vous paraissiez prendre confiance en eux, ils ne s'épargnent pas. Vous auriez joie à voir la bonne intelligence qu'il y a entre le P. Jean Cardoso, vicaire de Tenasserim, et moi, de l'ouverture avec laquelle nous parlons de toutes choses. Il m'a donné de très bons avis. Nos amis m'ont mandé de vrai qu'ils avaient tout sujet de s'en louer, mais que je ne me fiasse en aucun autre Portugais. Je n'ai pas suivi leur avis et j'ai expérimenté qu'ils voulaient être traités comme quelques-uns des bons pères. Ils ont fait très bien mes affaires. » (Lettre citée plus haut).

Limousin, ne s'étaient guère quittés depuis le 30 août 1654, jour de leur embarquement à Bordeaux pour Lisbonne à destination de l'Annam¹. Ensemble ils étaient arrivés au Tonkin le 13 août 1658, mais pour se voir séparés en touchant au but, car juste cette année-là le souverain, le chua Trinh Tac, exigeait le départ de tous les missionnaires. Un seul fut excepté, leur supérieur, alors un Suisse, Onuphre Borgès. Cependant Borgès obtint qu'on lui laissât un compagnon ; il choisit Tissanier, et Pierre Albier dut repartir avec les autres pères. Leur séparation dura jusqu'en 1661, Albier ayant réussi enfin à se faire accepter aux côtés de Borgès et de son compatriote. Ce ne fut pas pour longtemps : le 12 novembre 1663, Trinh Tac ordonnait irrévocablement le bannissement des trois derniers missionnaires qu'il n'avait jamais fait que tolérer en les maintenant dans de continues appréhensions. Comme on ne voyait plus de voiles portugaises à l'entrée du fleuve Rouge, les prêtres de Macao furent embarqués sur un navire hollandais qui les amena à Batavia. Borgès mourut là, épuisé de fatigue. Les deux Français gagnèrent Siam. Pierre Albier devait être en piteux état, car il ne put aller plus loin et mourut au cours de l'année suivante, en 1665, âgé de quarante-cinq ans².

*
* *

Joseph Tissanier, né à Agen en 1618, était entré dans la Compagnie en 1634. Il avait enseigné pendant treize ans les humanités et la théologie, puis la philosophie, quand il s'engagea dans la troupe de volontaires que l'enthousiasme d'Alexandre de Rhodes, le grand apôtre de l'Annam, avait gagnés à l'apostolat des missions du Tonkin et de la Cochinchine. De son professorat, Tissanier avait gardé le goût d'écrire. Il n'était au Tonkin que depuis deux ans seulement qu'il avait adressé à ses confrères de Paris une relation de son voyage qui leur parut mériter d'être

(1). Dans la *Relation du voyage du P. Joseph Tissanier de la Compagnie de Jésus, depuis la France, jusqu'au royaume de Tunquin. Avec ce qui s'est passé de plus mémorable dans cette mission, depuis les années 1658, 1659 et 1660*, parue à Paris en 1663.

(2). *L'Etat présent de l'Eglise de la Chine et des autres royaumes voisins*, Paris, 1670, p. 121 sq. — Albier et Tissanier devaient être rejoints à Siam, un peu après Pâques 1665, par trois autres jésuites, ceux-ci chassés de Cochinchine. (*Ibid.*, p. 93 sq.).

donnée au public sans y rien changer¹. Tout de suite Tissanier et Albier se trouvèrent en grande sympathie avec Pallu : n'avait-il pas lui aussi entendu et suivi l'appel d'Alexandre de Rhodes ? Pour ces hommes, c'était un lien. Aussi entre Français, sur les bords de la lointaine Ménam, on fraternisa. Les deux jésuites étaient reçus chaque semaine par les évêques et leurs prêtres² ; Pallu et Lambert de la Motte leur paraissaient destinés à sauver les missions de l'Annam que leur propre malheur vouait à l'abandon et à la ruine.³ De leurs entretiens naquit sous la plume de Tissanier un petit traité intitulé *Religiosus negotiator*. C'était à la fois la démonstration que toute la tradition de la Compagnie de Jésus lui interdisait de pratiquer le commerce sous quelque prétexte que ce fût, et la condamnation de ceux qui auraient pu arguer des conditions particulières où se trouvait la province du Japon pour justifier certains usages. Tissanier était donc entré dans les vues de Lambert de la Motte, mais en maintenant ferme le principe que la doctrine de la Compagnie, exprimée d'une manière invariable par tous ses supérieurs, était absolument inattaquable.

(1). C'est la *Relation du voyage...* citée p. VI, n. 1.

(2). « ... Les jésuites ont été chassés du Tonkin... de trois jésuites qui y étaient l'un est mort à Batavia, les deux autres se sont réfugiés à Siam, à savoir le père Tissanier et le père Albier, français de nation. Mgr l'évêque d'Héliopolis tire beaucoup de lumière pour la connaissance des affaires de l'Eglise du Tonkin par les conférences qu'il a avec ces pères qui viennent manger toutes les semaines une fois à sa table. Ils l'ont assuré que cette Eglise du Tonkin est de près de trois cent mille chrétiens qui vont être fort désolés étant dépourvus de tous prêtres. » (Extrait des lettres de Monseigneur l'évêque d'Héliopolis écrites de Siam le 20 octobre 1664, Arch. M.Etr., vol. 858, p. 83). « ...Non multos postquam huc advenimus menses, duo patres e Societate Jesu natione Galli ex Tunkino expulsi fidei causa huc appulere ; eorum consuetudine frequenter usus sum quam familiarissime, litteratos inveni, commercium quod a patribus Societatis exercetur condemnari ab iis audivi... » (Hainques à la Propagande [août 1665], Arch. M.Etr., vol 876, p. 195)

(3). « ...Il semble que NN. SS. d'Héliopolis et de Béríte n'ont été envoyés par la Providence de Dieu en ce nouveau monde que pour assister aux funérailles de nos provinces. Les exemples de leurs vertus et la vie des ecclésiastiques qu'ils ont menés avec eux étaient capables de convertir les infidèles du Tonkin, de la Cochinchine et de la Chine, mais le malheur des temps où nous sommes les a réduits à la nécessité de s'arrêter dans ce royaume de Siam où nous sommes... Monseigneur d'Héliopolis qui est témoin des grands désordres de ce nouveau monde aura sujet de se plaindre en même temps des Hollandais et des Portugais dont les uns par la force des armes et les autres par l'excès de leurs vices et de leurs mauvaises conduites ont réduit ces missions dans cet état si funeste. Mais si son voyage ne produit aucun effet, la perte de ces chrétiens est tout à fait irréparable. » (Lettre d'Albier et Tissanier (à un jésuite d'Europe ?), Siam, 18 janvier 1665, Arch. M.Etr., vol. 876, p. 165).

II

L'ouvrage du jésuite agenais est un petit mémoire conçu à la manière scolastique : son auteur apparaît plus soucieux d'alligner distinctions et syllogismes en accumulant les arguments d'autorité que de se placer en face des faits. Le *Religiosus negotiator* est au fond une médiocre compilation de casuistique qui ne mérite pas pour elle-même d'être exhumée des archives. Mais son intérêt est ailleurs. En se refusant à considérer dans le concret la situation des missions d'Extrême-Orient à l'égard du problème du commerce, il laisse voir les dispositions d'esprit dont étaient animés les évêques français au moment où ils se mettaient à la tâche ¹.

Depuis près d'un siècle, les jésuites de Macao avaient dû lier étroitement leur action à celle des commerçants portugais, et ceci pour deux raisons. D'abord, pour subsister, les missionnaires n'ayant pas d'autres ressources à espérer sur place que celles qu'ils pourraient tirer du commerce. En effet, il ne pouvait être question pour des Européens de posséder un domaine rural et de l'exploiter ; ni à Macao à cause de la petitesse du territoire à peu près tout entier urbain ², ni sur le continent où pas plus en Chine qu'en Annam les autorités ne voulaient céder ou louer un pouce de terre à des étrangers. Pour ne pas chercher sa subsistance dans le commerce comme le faisaient tous les Portugais, il aurait fallu recevoir d'Europe tout le nécessaire. Mais le transfert des fonds était soumis à de tels aléas de navigation qu'il n'y avait pas de sécurité à espérer par ce moyen ³, et d'autre part, le change était tellement mêlé aux transactions des compagnies de commerce que les missionnaires n'en auraient pas obtenu plus d'indépendance ⁴.

(1). Sur la mission confiée aux vicaires apostoliques français par la Propagande, voir les instructions qui leur avaient été données en 1659 reproduites dans CHAPPOULIE, *op. cit.*, p. 392.

(2). *Infra*, p. 44, n. 3.

(3). Même avant la chasse que leur menèrent les Hollandais au xvii^e siècle, les navires portugais avaient subi de si nombreux naufrages dans les mers des Indes orientales qu'il fut décidé de n'en pas construire qui dépasseraient 450 tonnes. Cette mesure fut abandonnée sous Philippe II (C. WESSELS, *Histoire de la mission d'Amboine depuis sa fondation par saint François Xavier jusqu'à sa destruction par la Compagnie néerlandaise des Indes orientales* (1546-1605) Louvain, 1934, p. 118).

(4). On peut en voir un exemple dans les démêlés du célèbre voyageur français, Tavernier avec les directeurs de la Compagnie hollandaise des Indes orientales à Batavia, avant son retour en France en 1649, ds *Les six voyages de Monsieur J.-B. Tavernier, Ecuyer, baron d'Aubonne, en Turquie, en Perse et aux Indes, pendant l'espace de quarante ans, et par toutes les routes que l'on peut tenir* :

La seconde raison qui attachait l'apostolat chrétien au commerce venait de ce que seuls les commerçants avaient la possibilité d'aborder et de s'installer dans les ports chinois ou annamites¹. Le missionnaire les accompagnait, et c'est à ce titre de chapelain des Portugais qu'il était introduit auprès des mandarins et dans l'entourage des souverains². N'aurait-il pas voulu se présenter en aumônier des trafiquants de Macao qu'il eût dû abandonner son habit religieux et se travestir lui-même en commerçant. Une fois admis auprès des autorités indigènes, les jésuites avaient beau avoir recours à toutes leurs connaissances scientifiques et artistiques qui impressionnaient princes et lettrés, ce bagage ne suffisait pas. Tous les étrangers, en effet, devaient se plier à un système incessant de cadeaux, à la fois droits de douane, permis de séjour et pots de vin. Ce régime, véritable institution d'Etat à laquelle il était vain de compter se soustraire, coûtait fort cher ; négociants portugais, hollandais et anglais en avaient l'expérience. Les Portugais n'étaient pas disposés à payer pour les missionnaires, car si bons chrétiens qu'ils fussent, ils avaient comme tous les commerçants le souci de leur bilan dont ils ne pouvaient pas accroître démesurément les frais généraux.

Cette situation de fait, l'auteur du *Religiosus negotiator* l'ignorait délibérément. Se plaçant dans l'absolu, il établissait que les principes du droit ecclésiastique interdisent formellement à tout missionnaire le recours au commerce pour se procurer les ressources même les plus indispensables. Affirmation trop rigoureuse pour s'accorder pleinement avec la tradition canonique. Que la pratique du commerce par les clercs les engageât dangereusement dans les affaires séculières et par là mît leur âme en péril, qu'elle risquât aussi de provoquer le scandale, l'Eglise l'avait toujours pensé et de bonne heure avait défini sa discipline. Tissanier trouvait dans le décret de Gratien l'autorité des papes et

accompagnés d'observations particulières sur la qualité, la religion, le gouvernement, les coutumes et le commerce de chaque pays, avec les figures, les poids et les valeurs des monnaies qui y ont cours, tome IV, Amsterdam, 1738, p. 283 sq. — Voir plus loin son tableau des monnaies en usage dans les divers pays des Indes orientales.

(1). Voir Ch. B.-MAYBON, *Histoire moderne du pays d'Annam (1592-1820), étude sur les premiers rapports des Européens et des Annamites et sur l'établissement de la dynastie annamite des Nguyễn*, Paris, 1920, et W. J. M. BUCH, *La Compagnie des Indes néerlandaises et l'Indochine*, ds le *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, 1936 et 1937.

(2). En voir des exemples dans CHAPPOULIE, *Aux origines d'une Eglise*, chap. II.

des conciles jointe à celle des Pères ¹. Mais tout en les utilisant, il retranchait de ses citations ce qui constituait un tempérament à la condamnation générale portée contre le négoce ecclésiastique. Car dès les premiers siècles, papes, conciles et Pères avaient admis que quelques clercs occupant dans l'Eglise des fonctions spéciales pussent pratiquer une certaine forme de commerce. Les besoins matériels de chaque Eglise, et surtout les charges de bienfaisance publique qui pesaient sur elle, faisaient aux évêques un état de nécessité que la discipline se gardait d'ignorer ².

La démonstration de Tissanier se refusait à connaître ces exceptions et n'embarrassait sa logique d'aucune distinction. La première partie de son travail était consacrée à établir que le négoce, déjà défendu indistinctement à tous les clercs et à tous les religieux, l'était plus encore aux jésuites, et particulièrement aux jésuites missionnaires. Si les casuistes de la Compagnie en faisaient la preuve écrite, saint François-Xavier en était la preuve vivante. Pourtant, il fallait répondre aux objections que soulevait inévitablement cette thèse. De la nécessité du commerce, la seconde partie du *Religiosus* affirmait catégoriquement qu'elle ne

(1). Le *Religiosus negotiator* (infra, p. 4, 5, 6) a tiré du décret de Gratien (distinction LXXXVIII de la première partie) ses citations du pape Gélase, des canons des Apôtres, de la lettre de saint Jérôme à Népotien et du traité de saint Augustin. Il en a encore tiré (infra, p. 5), à la fin de la distinction LXXXVI, un canon du concile de Chalcédoine. — A ce propos, on peut remarquer que Tissanier devait avoir à sa disposition une bibliothèque assez complète. Il emploie la Somme théologique de saint Thomas d'Aquin, le Concile de Trente et le *Corpus Juris Canonici*. Il lui était nécessaire de recourir aux ouvrages mêmes pour y prendre ses citations des auteurs qu'il invoque à l'appui de sa thèse, car Escobar et Busembaum (les plus récents dont il a fait usage) ne lui en donnaient pas le texte, mais seulement sa référence. A la résidence des jésuites, il a dû trouver, avec les constitutions et les règles de la Compagnie, tous ses moralistes ; les Français lui ont montré la théologie d'Abelly, un de leurs amis. Noter enfin qu'on possédait à Siam des traités de théologie ou de droit missionnaire comme ceux de Possevino, de Joseph d'Acosta et de Verricelli. (Pour ce dernier, voir CHAPPOULIE, *op. cit.*, p. 152, n. 3).

(2). C'est ainsi que la distinction LXXXVIII de la première partie du décret de Gratien est intitulée : « Prohibentur ergo clerici cupiditatis negocia suscipere, non pietatis curam viduis et orphanis impendere. » Tissanier ne lui a emprunté que des documents favorables à sa thèse, délaissant un texte comme celui du pape Melchior : « Decrevit sancta synodus nullum deinceps clericum, aut possessiones, conducere, aut negotiis saecularibus se miscere, nisi propter curam pupillorum, orphanorum et viduarum, aut si forte episcopus civitatis ecclesiasticarum rerum sollicitudinem cum habere precipiat. » (*Corpus juris canonici*, édit. Friedberg, t. I, col. 306. — A la distinction LXXXVI, cap. 26, il a arrêté sa citation du concile de Chalcédoine avant la fin ; voici le texte omis par le *Religiosus negotiator* (infra, p. 5) : « ... saecularibus procuracionibus posse nisi forte qui legibus ad minorum etatum tutelam, sive curationes inexcusabiles attrahuntur, aut cui ipsius civitatis episcopus ecclesiasticarum rerum commiserit gubernacula, orphanorum atque viduarum, quae indefensae sunt aut earum personarum que maxime ecclesiastico indigent amminiculo propter timorem Dei. Si quis vero... » Voir sur la question du commerce permis aux religieux exerçant un ministère apostolique, SUAREZ, *De virtute et statu religionis tomus IV et ultimus*, Mayence, 1626, in-fol., p. 667 et 669.

voulait pas discuter. Proportionnez vos dépenses à vos ressources, répliquait Tissanier à ses contradicteurs ; renoncez à avoir tant de monde autour de vous, collaborateurs ou serviteurs ; ne faites plus de cadeaux aux princes et aux mandarins, et sacrifiez leur amitié. Toute autre manière d'agir est douter de la vertu de l'Evangile et de la puissance de la grâce.

Le *Religiosus* faisait front encore à d'autres objections tirées celles-là de la situation particulière des missions portugaises. Pourquoi échapperaient-elles à la bulle d'Urbain VIII, *Ex debito pastoralis*, qui en 1633 avait expressément condamné toute espèce de commerce, *quovis praetextu, causa aut colore*, auquel pourraient se livrer les missionnaires des Indes orientales ? La bulle, disent les objectants, n'a pas reçu une promulgation suffisante. Il suffit qu'une bulle soit affichée à Rome, leur répond-il, en se gardant bien de souffler mot de la vraie question : aux Indes orientales était-on tenu d'observer une bulle que la chancellerie de Lisbonne n'avait pas entérinée ? C'était tout le problème des privilèges du patronat portugais. Tissanier l'esquivaient en écrivant que la bulle d'Urbain VIII avait été acceptée par le roi d'Espagne en 1633, alors qu'il régnait aussi sur le Portugal, comme s'il n'y avait aucune difficulté à ce que cette acceptation restât valable même pour le royaume des Bragances redevenu indépendant en 1640¹.

Le *Religiosus* faisait un sort tout aussi catégorique à ceux qui s'abritaient derrière les privilèges de la Compagnie de Jésus. Ou bien, en effet, il s'agissait de privilèges généraux ; or la bulle de 1633 les avait réduits à néant. Ou bien d'un privilège particulier concédé à la province du Japon par Urbain VIII ou l'un de ses successeurs ; alors pourquoi ne voyait-on pas venir au Tonkin de navire affrété par la Compagnie de Jésus, et de quel droit en reconnaissait-on dans d'autres parages ? Qu'on n'allègue pas ici comme d'aucuns le tentent, une permission des supérieurs. Ceux-ci n'ont pas le droit de déroger à une bulle pontificale. L'auraient-ils fait, qu'il ne faudrait pas oublier ce qu'a enseigné

(1). Le raisonnement du *Religiosus* était encore affaibli par une sorte de lapsus. Tissanier cite comme témoin de l'acceptation par les Portugais de la bulle *Ex debito* l'usage qu'en avait fait un ouvrage du jésuite Quintanadvenas, intitulé *Singularia theologiae moralis ad septem Ecclesiae sacramenta*. Mais Quintanadvenas, né à Alcantara en 1599, n'était pas portugais, comme l'écrit Tissanier en deux endroits, infra p. 7 et p. 23 ; c'était un Espagnol. Et même aurait-il été Portugais de nation, que son ouvrage imprimé à Séville en 1645, donc en Espagne et après la séparation d'avec le Portugal, n'aurait pu être invoqué en faveur de l'acceptation de la bulle par les Portugais.

saint Ignace : on n'obéit pas à un supérieur qui ordonnerait une action où l'on découvre certainement le péché. Peu importe enfin les précautions prises pour éviter le scandale provoqué par la pratique du commerce. Qu'on le fasse par personne interposée ou pendant la nuit, il n'est pas permis à chacun d'interpréter la bulle. Le commerce fait par un clerc est condamné, qu'il y ait scandale ou non. Au surplus, Urbain VIII a eu le soin de prévoir qu'au cas où des controverses éclateraient au sujet de la bulle, il appartiendrait aux évêques alors présents sur les lieux d'en décider comme délégués du Saint-Siège, et que ce serait à eux de recourir à Rome dans les cas les plus graves.

En faisant de cette disposition de la bulle *Ex debito* la conclusion de son argumentation, Tissanier laissait voir qu'il jouait le jeu des deux évêques français de Siam, puisque pour l'heure il n'y avait aucun autre évêque aux Indes orientales, pas même à Goa. La meilleure preuve que le religieux avait écrit sous l'inspiration de Lambert de la Motte, c'est que sa démonstration aboutissait à placer tous les missionnaires, qu'ils fussent réguliers ou séculiers, sous le contrôle des vicaires apostoliques.

En apparence, l'évêque de Béryste avait bien manœuvré puisqu'il avait réussi à faire condamner par un jésuite les usages et les abus dont il faisait grief à la Compagnie et qu'il entendait, lui, réformer¹. Pour Pallu, c'était aussi un succès puisqu'il voyait reconnaître par un religieux l'autorité et les droits des vicaires apostoliques. Mais le *Religiosus* ne signifiait à peu près rien parce qu'il ne tenait aucun compte de la réalité. C'était là une faiblesse irrémédiable, qui empêcherait le geste de Tissanier d'avoir une quelconque influence sur le cours des événements. Les jésuites de Macao et de Siam ne daigneraient pas y prêter la moindre attention². Et chose plus grave, les évêques français

(1). L'influence que Lambert de la Motte exerçait sur son entourage était étonnante. Aucun de ses prêtres, ni Pallu lui-même ne put y échapper. Deydier, qui faisait route avec lui, était à peine arrivé aux Indes qu'il écrivait que les chrétiens y vivaient dans le plus triste état et « que tous ces désordres ne viennent que pour avoir introduit des maximes trop larges dans la morale et avoir par des distinctions métaphysiques fait une brèche irréparable à la sainteté des conseils évangéliques », — sévérité et réflexions qui sont bien dans le caractère de Lambert de la Motte. (*Lettres inédites de François Deydier, évêque d'Ascalon, vicaire apostolique du Tonkin (1634-1693)*, ds *Revue d'Histoire des Missions*, t. III-1926, p. 414). Voir CHAPPOULIE, *op. cit.*, p. 176 sq., et surtout p. 256 sq. où l'on voit que pendant son séjour à Siam, Pallu avait été entièrement acquis à la doctrine spirituelle et au parti de son collègue.

(2). Tissanier vint se plaindre à Lambert de la Motte que ses confrères de Siam et en particulier Valguarnera, le supérieur, n'avaient pas pris au sérieux le *Religiosus*. (D'après la Risposta ad una Scrittura del P. Generale S. J. (Oliva), che com-

seraient bientôt entraînés, sous la pression des circonstances plus fortes que leur thèse et leurs préjugés, à employer eux-mêmes les méthodes d'apostolat que leur mémoire condamnait. Ils se lieraient à des marchands ; ils se feraient les fourriers de la Compagnie française des Indes orientales ; ils s'habilleraient en marchands et parfois pressés par la nécessité feraient eux-mêmes du commerce. Enfin, ils rechercheraient l'amitié des princes et des lettrés en se pliant, comme les jésuites et tous les autres étrangers, à la politique des cadeaux¹.

III

Sur ces entrefaites, François Pallu avait quitté Siam en janvier 1665 pour retourner en Europe. Resté seul en face des Portugais, Lambert de la Motte ne sut pas contenir longtemps son humeur belliqueuse. Ayant réussi à obtenir pour lui-même du gouverneur de l'évêché de Malacca qui vivait au Cambodge des pouvoirs de vicaire général, il se hâta d'en user à Siam contre le commissaire de l'Inquisition, le dominicain Fragoso. Une censure doctrinale que l'évêque avait portée contre certaines propositions d'un théologien espagnol nommé Quintanadvenas,

prende due discorsi che fece contro i Vicari Apostolici della China in due congressi dei Cardinali di Propaganda, 1680, Rome, Bibliothèque Victor-Emmanuel, Fondo Gesuitico, n. 1496). De son côté, Lambert de la Motte ne paraissait pas devoir changer de sentiments à l'égard de l'auteur de *Religiosus*. « Nous avons ici, écrivait-il à Bourges, le 20 janvier 1665, les pères Tissanier et Albier, jésuites français qui furent chassés du Tonkin le mois de novembre 1663, avec le père Onuphre, allemand, leur supérieur... Bien que la principale raison de leur sortie soit celle que je touche dans notre abrégé de relation, leur méchante conduite y a aussi beaucoup contribué... cependant nous ne laissons pas de compatir à la misère de ces religieux autant que nous le pouvons, nous avons fait toutes les offres possibles aux deux pères français qui sont ici... » (Arch. M.Etr., vol. 858, p. 103).

(1). Sur tout cela, voir CHAPPOULIE, *op. cit.*, à l'index aux mots *Commerce et Présents*. — Dans sa *Brevis et perspicua expositio*, Pallu ne laissera voir aucune hésitation à justifier de toute contradiction cette conduite des évêques français. Ils jouissaient, eux, de l'autorité que les bulles leur avaient concédée en les qualifiant pour accorder les permissions qui leur paraissaient nécessaires et pour maintenir dans des bornes permises les pratiques de leurs prêtres. (Ds A. LAUNAY, *Documents historiques relatifs à la Société des Missions Etrangères*, t. I, p. 173 sq.) La *Brevis et perspicua expositio eorum quae Romae gesta sunt in instituenda stabilien-daque missione vicariorum apostolicorum Chinae, Tunkin, Cocincinae, Alexandro VII, Clemente IX, Clemente X et Innocentio XI, summis pontificibus* (publiée par A. LAUNAY, *loc. cit.*), fut écrite pendant le dernier voyage que Pallu fit de France vers l'Extrême-Orient, en 1681. C'est une sorte d'apologie où l'évêque n'a pas à voiler ni à diminuer sa position : le commerce est non seulement permis, mais louable, quand il est fait avec la permission des vicaires apostoliques et sous leur contrôle, puisque ceux-ci en ont reçu mandat exprès du Saint-Siège.

Il n'était pas aussi facile aux jésuites d'accepter ce retournement : « M. Pallu, écrivait Tissanier de Siam le 11 juin 1675, a apporté une bulle de Clé-

avait provoqué de la part du dominicain des observations sévères et une sommation d'avoir à justifier le droit en vertu duquel il agissait. Sur le refus de Lambert de la Motte, une excommunication fut lancée contre lui par Fragoso au nom du Saint-Office. C'était maintenant la guerre déclarée entre le vicaire apostolique français et la colonie portugaise de Siam.

Ulcéré par ces difficultés, Lambert de la Motte avait, en outre, l'impression qu'en France on ne le soutenait pas. A Paris, le groupe des *Bons Amis* condamnait son hostilité contre les jésuites : plus encore, ses propres procureurs se refusaient à communiquer à qui de droit les lettres accusatrices qu'il leur envoyait contre la Compagnie. Le fruit de tant de contradictions fut, le 15 octobre 1667, la publication à Siam d'une lettre pastorale où les religieux de la Compagnie de Jésus dans les Indes orientales étaient formellement accusés par le vicaire apostolique de se livrer au commerce en violation flagrante des défenses pontificales ¹.

Contraint de prolonger son séjour dans le royaume de Siam puisqu'empêché par la persécution de passer en Cochinchine, l'évêque n'hésitait pas à voir dans ce retard une disposition de la Providence pour lui permettre de mesurer tout le degré de corruption où étaient tombés les jésuites. Si la Compagnie a la prétention d'exercer le monopole des missions en Extrême-Orient, c'est que ses religieux veulent cacher aux vicaires apostoliques le trafic auquel ils se livrent. Celui-ci a atteint une telle ampleur qu'il n'y a pas de ports importants où l'on ne voie des navires appartenant aux jésuites. Les pères sont ou associés à des marchands ou dépositaires ; ils se font ouvertement les agents de

ment IX (*Sollicitudo*) contre le trafic des religieux et des prêtres séculiers, mais ils sont eux-mêmes devenus marchands, car ils ont au Tonkin une loge ouverte où deux prêtres habillés en marchands vendent publiquement du poivre et de l'ivoire, des toiles, du santal, de la porcelaine, etc..., sans scrupule de conscience, et M. Pallu avait acheté et chargé de marchandises qui lui appartenaient. » (Arch. M.Etr., vol. 857, p. 347). Tissanier avait été rejeté par la lettre pastorale du 15 octobre 1667 du côté de ses confrères les jésuites du parti portugais, et les missionnaires français faisaient retomber sur lui une grande part de responsabilité dans les incidents où ils s'affrontaient. Tissanier, en effet, demeura à Siam, où il remplaça Valguarnera comme supérieur de la mission de 1670 à 1674. Ainsi ce fut lui qui eut à refuser de recevoir des mains de Lambert de la Motte le bref *Speculatores* par lequel Clément IX subordonnait les religieux à l'autorité des vicaires apostoliques. Il s'attira ainsi l'indignation des Français qui le mirent en tête de la liste des jésuites dont ils obtinrent le retour en Europe par le bref *Cum hæc Sancta Sedes*, du 10 octobre 1678. (Jur. Pont. Prop. Fide II, p. 15 sq.). Mais l'exécution de cette décision fut aussitôt renvoyée à plus tard par les cardinaux qui l'avaient demandée. (Décret du 21 novembre 1678, 1^o, ds LAUNAY, *Docum. historiques*, p. 79).

(1). Infra, p. 29.

tout le trafic et procèdent comme on le voit faire chez les Hollandais. Les supérieurs couvrent cette conduite, l'estimant utile au bien de la religion puisqu'elle permet de s'introduire dans tous les pays et de s'y créer de précieuses relations. Quoi d'étonnant alors à ce que la Compagnie possède tant et de si beaux édifices, et ait accumulé tant de richesses ? Mais quoi d'étonnant aussi à ce que la religion ait produit si peu de fruits ? Le scandale est tel auprès des païens qu'on peut à bon droit se demander s'il ne vaudrait pas mieux que les jésuites ne soient plus en Extrême-Orient. Pour y remédier, Lambert de la Motte ordonnait la publication de la bulle *Ex debito* en même temps que de sa lettre. Le document d'Urbain VIII devait être traduit en langue indigène et lu partout aux fidèles par les catéchistes, deux fois chaque année, au début et à la fin de la saison des échanges.

*
* *

La Compagnie de Jésus, cela va sans dire, n'accepta pas de subir en silence les imputations de Lambert de la Motte et l'affront public qu'il lui infligeait¹. Les pères de Macao avaient de quoi se défendre, car la question du commerce dans les Indes orientales était depuis longtemps controversée dans la société elle-même. Des esprits scrupuleux s'en étaient émus², si bien que

(1). Les premiers à informer les cardinaux furent, comme il se devait, le supérieur de Siam, Valguarnera, et le procureur de la province, Jusserte. Le dossier constitué par ce dernier offre l'intérêt d'être composé d'attestations signées des autorités religieuses et civiles du patronat : le vicaire général gouvernant l'archidiocèse de Goa *sede vacante*, le Sénat de Macao et le gouverneur de l'évêché de Macao. Le dossier n'est malheureusement pas complet aux archives de la Propagande, Atti CP, a. 1673-1674, f. 258-267. — Dans le flot d'écrits que provoqua la lettre pastorale de Lambert de la Motte, les deux documents que nous avons choisis pour les reproduire valent par la lumière qu'ils apportent sur deux acteurs de ce petit drame. Sauf le temps où il fut visiteur à Macao, Valguarnera fut le supérieur des jésuites à Siam que Lambert de la Motte rencontra en face de lui depuis son arrivée en 1662 presque jusqu'à sa mort en 1679. (Valguarnera mourra à Siam en 1677). C'était un Sicilien inébranlable. Tout autre est Jacques Le Faure, ce brillant et fervent religieux parisien dont son général, Goswin Nickel, eut quelque hésitation à faire don aux missions de Chine. Or, si Pallu avait jeté son filet sur Tissanier, il semble que Lambert de la Motte s'était piqué de réussir à rester dans les meilleurs termes avec Le Faure. D'où l'émotion de celui-ci à constater que, même après la lettre pastorale du 15 octobre 1667, dont l'évêque d'ailleurs ne lui avait rien dit, il avait continué à recevoir de lui des lettres pleines d'affection et de confiance. *Infra* p. 39, n. 1. Voir comment nous expliquons cette conduite de Lambert de la Motte, *supra* p. III, n. 3, et *infra* p. 52, n. 1.

(2). Même à l'époque de la lettre pastorale, l'hésitation n'avait pas cessé chez beaucoup, *infra* p. 45 sq. — On en voit encore une preuve dans le compte rendu d'une conférence que Deydier et de Bourges eurent au Tonkin, pendant le séjour qu'y fit Lambert de la Motte en 1669, avec les deux jésuites qui avaient pu y rentrer. « Outre le point des vicaires apostoliques, on y traita aussi du grand commerce que

les supérieurs, jugeant un certain commerce inévitable et indispensable, avaient pris la précaution de demander les permissions nécessaires. C'est ainsi qu'en 1582, Grégoire XIII avait autorisé le général Aquaviva à faire savoir à Alexandre Valignano qu'on ne pouvait baptiser commerce un négoce fait uniquement pour vivre. Au lendemain de l'attaque menée contre eux par Lambert de la Motte, ils affirmèrent par leur procureur de Macao qu'ils ne dépassaient pas la permission concédée jadis. En outre, ils en appelèrent au témoignage des prêtres français arrivés à Siam avec Lambert de la Motte, et qui les voyaient vivre chaque jour. A ceux-ci, il était aisé de constater qu'il n'y avait plus aucun commerce entre Macao et l'Indochine, pas plus fait par les jésuites que par d'autres ; que la pauvreté personnelle des pères était irréprochable, et qu'enfin leurs fameux et brillants établissements de Macao tombaient en ruines. C'est ce qu'établissait dans une lettre adressée au P. Jacques de Machault, un jésuite français, Jacques Le Faure, missionnaire en Chine depuis 1654, qui avait échangé plusieurs lettres cordiales avec Lambert de la Motte lui-même¹. Machault avait à Paris la charge d'éditer les

fait cette Compagnie, parce que par le décret qui le défend nommément aux jésuites, il est ordonné aux évêques de le faire observer. On représenta aux religieux le scandale que cela donnait et le relâchement qu'il avait causé à leur ordre en tous ces quartiers, comme aussi l'avantage que les prêtres des idoles tiraient contre les ministres de l'Evangile, les voyant entièrement occupés dans les intérêts du siècle et eux au contraire fort éloignés de ces choses. Mais ce qui rendait ce trafic criminel est qu'ils le faisaient sans aucune nécessité, parce que la province du Japon avait de revenu annuel en fonds en Portugal et aux Indes plus de soixante et cinq mille livres de rente, sans compter celui qu'ils avaient de Macao ni celui de plusieurs fondations, ni celui qu'ils retiraient de tous leurs vaisseaux qu'ils chargeaient de leurs effets : que tout cela était bien plus que suffisant pour entretenir environ cinquante religieux qui la composent. Il y avait lieu de s'étonner extrêmement comment ils n'ôtent point cette grande tache de leur Compagnie. Qu'au reste, ils ne devaient pas douter qu'on ne fût bien informé des biens de cette province puisque les missionnaires français en avaient en leurs mains la déclaration et du nombre de plusieurs de leurs vaisseaux écrite et signée de leur procureur qui est présentement en charge. A toutes ces choses, ils répondaient que cette affaire regardait les supérieurs de leur Compagnie qui étaient des gens doctes et qui pouvaient faire une opinion probable. On ne devait pas présumer qu'ils fissent rien en cela de contraire à leur conscience ; que pour ce qui était des religieux particuliers, qu'ils étaient si peu en ce sentiment qu'ayant fait conférence entre eux de quarante pères qu'ils étaient pour lors dans le collège de Macao, tous furent d'avis d'abattre le commerce à la réserve des supérieurs. D'où l'on peut inférer que c'est une des maximes de cette Compagnie de faire le négoce pour des raisons qui ne sont bien connues que des supérieurs, quoi qu'il soit aisé à juger que les principales sont pour se rendre puissant en bien et tenir tout le monde dans leur dépendance par la nécessité que les Portugais ont de trafiquer.» (Relation du voyage de Mgr Lambert de la Motte au Tonkin, en 1669, Arch. M.Etr., vol. 677, p. 197 sq.).

(1). Infra p. 39, n. 1. Les archives de la Propagande à Rome, Atti CP a. 1673-1674, f. 268-274, et les archives des Missions Etrangères à Paris, vol. 426 et 856 possèdent non l'original français, mais une traduction latine de cet écrit, sous le titre de Responsio P. Jac. Le Faure e Soc. J. ad epistolam pastorem illustrissimi

nouvelles que lui envoyaient ses confrères missionnaires¹. Entre autres arguments qui pouvaient servir à défendre la position des siens, Le Faure insistait sur ce que, au Tonkin, les deux représentants de Lambert de la Motte, François Deydier et Jacques de Bourges, s'affichaient comme marchands et tenaient comptoir ouvert comme de vrais trafiquants. Jamais les jésuites, eux, n'avaient renoncé à leur habit ni accepté de se muer en commerçants. *Médecin, guéris-toi, toi-même*, penseraient sans doute les lecteurs de Jacques Le Faure.

Trois ans plus tard, ce n'était pas le grand public que visait le sicilien Thomas Valguarnera. Parti pour l'Extrême-Orient en 1640, devenu visiteur de la province du Japon en 1670 après avoir vécu à Siam depuis 1655, il envoyait aux cardinaux de la Propagande une mise au point sobre et sincère des usages pratiqués par les jésuites de Macao². Valguarnera ne niait pas

episcopi Beritensis missa Gallice e Cantone Sinarum provincia ad P. Jac. de Machault, 22 nov. 1670 et ab uno ex eadem societate latine reddita. Nous n'avons pas retrouvé de texte français. (D'après la Préface historique et critique à la réédition de la *Morale pratique des Jésuites* dans les *Œuvres de Messire Antoine Arnauld, docteur de la Maison et Société de Sorbonne* (publiées par Gabriel du Parc Bellegarde et Jean Hauteffage, avec la vie de Messire Antoine Arnauld par Noël de Larrière), Paris, Lausanne, 1775-1783, t. XXXII, p. xcvi (a), « on a trouve dans les archives de la maison professe des jésuites de Paris, à leur destruction en 1762, une copie de cette lettre pastorale en latin, avec une Réponse que le P. Jacob Favre, de la même Société, y avait faite. L'une et l'autre sont aujourd'hui au greffe du Parlement. » Le prénom Jacob nous laisse croire qu'il s'agissait là non de l'original français écrit par Jacques Le Faure, mais de notre traduction latine.) — Jacques Le Faure devait, lui aussi, sa vocation missionnaire à Alexandre de Rhodes.* Né à Paris en 1610, fils d'un conseiller au Parlement, il entra dans la Compagnie à l'âge de 17 ans et fut appliqué à l'enseignement des humanités, de la théologie et de la philosophie jusqu'au jour où il quitta la France, en 1654. Au lieu d'aller s'embarquer à Lisbonne, comme le firent Tissanier et Albier, il prit la route de terre avec quatre compagnons. Incorporé à la vice-province de Chine, il dut à sa facilité à s'assimiler la langue et la littérature chinoise de rapides succès auprès des lettrés. Supérieur en 1663 de la résidence de Nankin, il avait réussi avec son confrère Adam Schall à défendre devant la cour impériale la ville de Macao que les autorités chinoises voulaient ruiner. En 1665, quand les régents de l'empire eurent proscrit le christianisme, Jacques Le Faure fut interné à Canton avec tous les autres missionnaires de Chine. Ce fut dans cette résidence forcée qu'il connut, en 1670 seulement, la lettre pastorale de Lambert de la Motte ; infra p. 53, n. 1 et p. 64, n. 2.

(1). On doit à Jacques de Machault plusieurs traductions de relations écrites par des pères italiens et portugais, avec une *Relation des Missions des Pères de la Compagnie de Jésus dans les Indes Orientales*. Où l'on verra l'état présent de la religion chrétienne, et plusieurs belles curiosités de ces contrées. Dressée par un Père de la même Compagnie, Paris, 1659. — A la fin de sa Réponse à la lettre pastorale (infra p. 53), Le Faure s'en remettait à lui de l'usage à en faire. Les supérieurs de Paris l'auraient-ils publiée ? Toujours est-il qu'à cette époque, la Propagande rappelait ses défenses antérieures de rien publier sur les missions sans son autorisation préalable. Sur le bref *Credite nobis coelitus* du 6 avril 1673 et les décrets antérieurs, voir C. de ROCHEMONTAIX, *Les jésuites et la Nouvelle-France au XVII^e siècle*, d'après beaucoup de documents inédits, Paris, 1895, t. I, p. XLII sq.

(2). Infra, p. 55.

l'existence d'un certain négoce, mais il en expliquait le pourquoi et les limites. Un riche Portugais — il donnait cet exemple — étant venu à mourir à Siam, avait laissé à la Compagnie, pour y construire un collège, sa fortune qui consistait toute entière en marchandises. Comment réaliser cet héritage sans vendre les produits ? Mais peut-on, demandait Valguarnera, qualifier cette opération de commerce ? Si vraiment commerce il y a dans la province, il est exercé par le seul procureur dont c'est la charge. Celui-ci peut commettre des abus : le cas s'est vu précisément il y a quelques années, quand le prédécesseur de Valguarnera, Louis de Gama, fut contraint d'écarter le procureur, qui n'était d'ailleurs qu'un frère coadjuteur. Les jésuites n'avaient pas attendu Lambert de la Motte pour faire la police parmi les leurs. La tradition réglait l'activité du procureur. En effet, depuis Valignano, le sénat de Macao avait garanti à la Compagnie pour chaque année le bénéfice de la vente de 50 piculs de soie de Chine, le picul représentant 140 livres romaines. Pour plus de discrétion, l'opération était effectuée par des laïques. Aussi le visiteur estimait-il que la province de Macao n'avait jamais outrepassé la permission que lui avait donnée Grégoire XIII de pratiquer un certain négoce « économique » indispensable à la vie de la mission.

IV

Dans sa lettre aux cardinaux, Valguarnera ne faisait aucune allusion à la bulle *Ex debito pastoralis* ni à une décision toute récente de Rome, la constitution *Sollicitudo pastoralis*, publiée par Clément IX le 17 juin 1669¹. Attitude logique pour peu qu'on veuille bien considérer que, vivant sur un territoire où s'exerçait le patronat de la couronne de Portugal, Valguarnera n'avait pas à connaître des documents pontificaux qui n'avaient pas encore

(1). Le pape constatait, mais sans nommer personne, que l'effet de la bulle d'Urbain VIII avait été tourné par les excuses très variées dont l'usage s'était établi. Remarquer que, si le bref *Ex debito* concernait exclusivement les missions des Indes orientales, *Sollicitudo* s'adressait « ... omnibus, et singulis personis ecclesiasticis, tam saecularibus, quam regularibus cuiuscumque status, gradus, conditionis, et qualitatis, ac cuiusvis Ordinis, Congregationis, et Instituti, tam Mendicantium, quam non Mendicantium, etiam Societatis Iesu, et earum, cuilibet, quae ad Insulas, Provincias, Regna Indiarum Orientalium, et praesertim in Provinciam Societatis Iesu de Iapone nuncupatam, ac in partes Americae, tam Australes, quam Septentrionales a Sede Apostolica, vel Congregatione Venerabilium Fratrum nostrorum S.R.E. Cardinalium negotiis Propagandae Fidei praepositorum, aut ab earum Superioribus sub nomine Missionariorum, aut quovis alio titulo pro tempore missae fuerint, aut in illis partibus quomodolibet morabuntur... » (*Codici juris canonici fontes*, vol. I, p. 465 sq.).

reçu l'homologation de la chancellerie de Lisbonne. Du moins l'exigeait ainsi la pratique couramment admise par le clergé séculier et régulier de toutes les Indes orientales.

La nouvelle constitution sur le commerce était sans doute pour une grande part le résultat des démarches faites par François Pallu devant la cour de Rome. Arrivé dans la Ville en avril 1667, il avait dénoncé devant la Propagande les usages que Lambert de la Motte et lui reprochaient aux jésuites². La curie l'avait écouté puisque *Sollicitudo pastoralis* reprenait en la renforçant la lettre *Ex debito*. Quelque vingt ans plus tard, Antoine Arnauld, poursuivant de sa vindicte la Compagnie de Jésus, analyserait avec complaisance les nouvelles dispositions décidées par Clément IX. « 1° On y marque plus expressément toutes les personnes à qui le trafic est défendu et on y spécifie toutes sortes de missionnaires, même de la société de Jésus. 2° On y déclare que tout ecclésiastique ou religieux qui aurait trafiqué, quand ce ne serait qu'une seule fois, sera soumis aux peines et aux censures marquées par cette constitution. 3° On ne se contente pas de leur défendre le trafic sous quelque couleur ou prétexte que ce soit ; mais on spécifie le prétexte dont vos pères avaient le plus accoutumé de se servir, qui est celui de la nécessité ; ne pouvant pas sans cela, à ce qu'ils disaient, entretenir leurs missions : *et quia in praemissis, vel circa ea delinquentes, ut plurimum praetextu necessitatis pro eorum missionibus se excusare praesumunt, excusationes hujusmodi eis nullo modo suffragare posse vel debere decernimus et declaramus*. 4° On y déclare que les supérieurs immédiats, provinciaux et généraux des ordres et instituts, encourront les censures portées par cette constitution, s'ils ne punissent leurs inférieurs qui auraient trafiqué, quand ce ne serait qu'une fois, en les faisant au moins sortir du lieu où le péché aurait été commis. 5° On y marque comme une des peines la confiscation des marchandises et du gain provenant du trafic : et on veut que tout cela soit employé par l'ordre de l'évêque au profit des pauvres, des hôpitaux et des séminaires, ou des missions ; mais à condition qu'il n'en sera rien donné à l'ordre ou à l'institut du coupable : *non tamen in commodum religionum, et congregationum, et societatum, etiam Jesu, qui in praemissis, vel circa ea deliquerint*. 6° Afin que les religieux marchands ne trouvaient pas l'impunité de leur crime dans leur exemption et leurs

(2). Devant la congrégation particulière du 14 décembre 1668. (Arch. Prop. SRCP 10 a. 1665-1669, f. 15-15v).

privilèges, il est ordonné par cette constitution de Clément IX, que les évêques leur pourront faire leur procès, et confisquer leurs marchandises au profit des pauvres et des hôpitaux. 7° Enfin, on a été au-devant de toutes les chicanes dont on pourrait se servir pour empêcher qu'on ne punit les coupables, et le pape défend d'y avoir égard¹ ».

Pour François Pallu, le plus important était que Clément IX confiait expressément aux vicaires apostoliques et à leurs provinciaux la charge d'appliquer les dispositions de la bulle, tant aux religieux qu'à leurs supérieurs². Ainsi était passée dans le droit en termes clairs qui ne prêtaient plus à aucune équivoque la prétention qu'avait insinuée Tissanier à la fin de son *Religiosus* sous l'inspiration des évêques français.

*
**

Toutefois, en remettant à Pallu, la constitution *Sollicitudo*

(1). *La Morale pratique des Jésuites*, vol. VII, chap. v, « Du trafic que les Jésuites faisaient à la Chine et ailleurs, et qu'ils font encore, quoique cela leur soit défendu par trois bulles du Saint-Siège », ds *Œuvres de messire Antoine Arnauld*, t. XXXIV, p. 556 sq.

(2). Cette concession était accordée à nouveau aux vicaires apostoliques par un décret de la congrégation particulière *pro rebus Sinarum* du 13 août 1669. Voir *Codicis juris canonici fontes*, vol. VII, p. 34 sq. — La législation exceptionnelle qui atteignait uniquement les missionnaires, et pas leur clergé indigène, a été abolie par le code actuel de droit canonique. Les missionnaires sont rentrés dans la condition commune des clercs. Le commerce leur est interdit par le canon 142 : « prohibentur clerici per se vel per alios negotiationem aut mercaturam exercere sive in proprium sive in aliorum utilitatem » ; et la peine qui atteindrait les délinquants est celle du canon 2380 : « clerici vel religiosi mercaturam vel negotiationem per se aut per alios exercentes contra praescriptum cn. 142, congruis poenis pro gravitate culpa ab Ordinario coerceantur ». — Quant à la pratique aujourd'hui acceptée, elle est résu-mée ainsi par G. VROMANT, *Jus Missionariorum*, t. II, de *Personis*, Louvain, 1929, p. 370 : « Praescripta juris ex vetere disciplina et recepta doctrina quoad can. 142 ita afferri possunt : Clericis aut religiosis non licet exercere negotiationem quaestuosam vel industrialem stricte dictam — sive per se sive per alios — etiam in aliorum tantum utilitatem — nisi urgeat gravis necessitas propria vel proximorum quorum sustentatio ipsis incumbit. 1) Quando venduntur res coemptae eo fine ut a conductis operariis mutatae cum lucro vendantur, sicque exercetur negotiatio industrialis stricte dicta, iisdem pro clericali vita et officio necnon pro statu religioso incommodis obnoxia est atque negotiatio quaestuosa. 2) Binae aliae formae, oeconomica nempe, necnon industrialis ubi res venduntur proprio labore mutatae, non est nisi honesta rei administratio vel modus honestissimus quaerendi proprio labore quae sunt victui necessaria - nisi propter excessum obligationes status neglegantur, quod est omnino per accidens. 3) Immo haec negotiatio artificialis seu industrialis, qua res proprio labore clerici mutatur, commendatur exemplis S. Pauli aliorumque Sanctorum, necnon pluribus antiquis canonibus, uti Conc. Carth. IV : « clericus (quilibet verbo Dei eruditus) victum et vestimentum (vestium) sibi artificolo (artificio) vel agricultura, absque officii sui dumtaxat detrimento, praeparet ». 4) Cavendum est tamen ne clerici vel religiosi opera sordida seu « artes indecoras... exercent » (can. 138) ; vel fructus industriae vendantur ratione quae statum clericales dedecet, ex. gr. ne clericus aurifaber officinam erigat in qua ipse monilia a se facta vendat. »

pastoralis, les cardinaux de la Propagande lui recommandaient la plus grande modération. C'était aux supérieurs généraux des ordres religieux à porter à la connaissance de leurs sujets le document pontifical, et à eux d'abord de le faire pratiquer. Les vicaires apostoliques ne pourraient intervenir que s'il y avait carence de leur part, encore dans ce cas serait-il plus sage d'avertir Rome au lieu de s'engager. La Propagande estimait en effet que beaucoup d'opérations de vente et d'échange n'ont que l'apparence du commerce, mais sont en réalité un négoce « économique » que le pape ne veut pas interdire¹.

Rome marquait ainsi son réalisme qui s'opposait à la doctrine absolue et toute idéologique du *Religiosus negotiator*. Aussi bien, neuf ans plus tard, lorsque Pallu revenu une seconde fois devant la Propagande lui demanderait l'impression du mémoire de Tissanier demeuré manuscrit, la congrégation lui refuserait son agrément².

(1). Dans les instructions envoyées par Pallu à Deydier, son vicaire général au Tonkin, ds CHAPPOULIE, *Aux origines d'une Eglise*, p. 273 sq. — En dépit de cette résolution de prudence et de patience, Pallu ne tarderait pas à se donner lui-même beaucoup de souci pour faire appliquer le bref *Sollicitudo* non seulement en Extrême-Orient, mais dans toutes les parties du monde. Voir sa lettre à Sevin, décembre 1672, ds LAUNAY, *Lettres de Pallu*, t. I, p. 168 sq.

(2). Décret du 21 mars 1678, 11°, ds LAUNAY, *Docum. historiques*, p. 66. A cette époque, Joseph Tissanier devait résider à Macao, car il avait écrit de cette ville, le 3 novembre 1677, une « Relation de l'état où se trouvent les missions de la Compagnie de Jésus à la Chine, au Tonkin, à la Cochinchine et autres Etats voisins, l'année 1677 », qui est restée manuscrite et se trouve à la Bibliothèque de la Ville de Lyon, Fonds général, manuscrit 813. Le *Mercur galant* d'avril 1682 donnait des nouvelles de Macao d'après une lettre écrite par le Père Tissanier, le 27 janvier 1681. C'est encore à Macao qu'en 1684 Nicolas de Graaf échangera avec lui et ses confrères « toute sorte d'honnêtetés ». (*Voyage de Nicolas de Graaf aux Indes orientales et en d'autres lieux d'Asie depuis 1639 jusqu'en 1687*, Amsterdam, 1719, p. 147). Il était alors le visiteur de la province du Japon et de la vice-province de Chine. Joseph Tissanier mourut à Macao la veille de Noël 1688.

RELIGIOSUS NEGOTIATOR

Nous avons reproduit le plus fidèlement possible l'orthographe et la ponctuation de l'écriture manuscrite des documents.

[Les archives de la Propagande à Rome possèdent une copie du RELIGIOSUS NEGOTIATOR, cotée SRCP a. 1677 vol. D f. 66-79. Les archives des Missions-Etrangères à Paris en possèdent deux, cotées Rome (Négoce) 277, pages 1 à 32. et Siam 876, pages 1013 à 1051; ce sont elles que nous avons utilisées. Notre texte est celui du ms. 277, plus correct; on n'a signalé du ms 876 que les variantes donnant un autre sens au texte. Nous avons appelé *A* le manuscrit de base, et *B* le ms 876.]

Religiosus negotiator, sive dissertatio brevis, in qua quaeritur an Societatis Jesu religiosi liceat in Indiis orientalibus negotiari

a reverendo patre Josepho Tissanier missionario Societatis Jesu composita, post varias consultationes cum illustrissimis et reverendissimis dominis episcopis Heliopolitano et Berithensi, vicariis apostolicis Chinae, et cum P. Albier dictae Societatis aliisque missionariis cleri saecularis Juthiae regiae Siami habitas anno 1665.

Quamvis in Europa religiosi Societatis Jesu juxta laudabiles instituti sui leges in solam animarum salutem incumbant, in aliquibus tamen Indiarum provinciis disciplina religionis ita jam pridem elanguit, ut non solum inter clericos saeculares sed etiam inter ipsos Societatis Jesu religiosos inveniantur qui sordido quaestu turpique negotiatione ecclesiam Dei prophanent; quae certe consuetudo religioni christianae cum plurimum obesse videatur, aliquod huic morbo remedium pro meo in ecclesiam ac Societatem amore libenter adhibebo, et aperiam breviter quam gravi flagitio sese religiosi mercatores astringant, ne quis in posterum se bona fide mercaturam egisse causetur, culpaque suae patrocinium ex ignorante aut errante conscientia petat; atque ut aliquem in dicendo ordinem teneamus, ea primum

argumenta producam quae mercatoris religiosi negotiationem condemnent, tum demum ad reffellendas negotiatorum objectiones seu potius inanes elusiones accedam.

PARS PRIMA

In qua demonstratur Societatis Jesu religiosi negotiari minime licere.

Negotiatio juxta Laymanum¹ aliosque doctores tunc proprie dicitur cum merces eo animo emuntur ut postea carius lucri capiendi causa distrahantur, et hanc religiosi Societatis Jesu illicitam esse probandum erit. Sed ut argumenti propositi veritas facilius elucescat, Societatis Jesu religiosum in quadruplici statu considerari libet ; primo quidem in statu clerici ac sacerdotis ; secundo in statu religiosi ; tertio in statu religiosi Societatis² ; quarto demum in statu religiosi qui in missione, hoc est in animarum salute procuranda, versatur.

*Paragraphus primus Negotiatio religiosorum Societatis Jesu
condemnatur ratione status clericalis*

Ne quis clerico negotiatori ignoscendum putet, in eum quatuor fulmina jaciuntur.

Primum condemnationis fulmen depromitur ex jure canonico. Ibi enim. *Distinct.* 88, cap. 2, Gelasius papa ait : « Nuntiatum est plurimos clericorum negotiationibus inhonestis et lucris turpibus inhiare, nullo pudore cernentes evangelicam lectionem qua ipse Dominus negotiatores e templo verberatos flagellis asseritur expulisse ; nec apostoli verba recolentes, quibus ait, *Nemo militans Deo implicat se negotiis saecularibus*³ ; proinde hujusmundi aut ab indignis posthac quaestibus noverint abstinendum, et ab omnibus cujuslibet negotiationis ingenio vel cupiditate cessandum, aut in quocumque gradu sint positi, mox a clericalibus officiis abstinere cogantur, quoniam *domus Dei domus orationis*⁴ et esse debet et dici, ne per officia negotiationis potius sit *latronum spelunca*⁵. »

(1). Paul Laymann, S. J., né à Innsbrück en 1574, admis au noviciat en 1594, professeur à Ingolstadt, Munich, Dillingen, mort à Constance le 13 novembre 1635 (*SOMMERVOGEL*, t. IV, col. 1582).

(2). *B* : Societatis Jesu

(3). II *Tim.*, II, 4.

(4). *B* : orationis est et

(5). *Corpus juris canonici*. Decreti I pars, dist. LXXXVIII, cap. II (Gelasius papa t. ad episcopos per Lucaniam), édit. Friedberg, t. I, col. 307.

Secundum condemnationis fulmen desumitur ex oraculis conciliorum. In canonibus Apostolorum, hoc ita decretum reperitur. « Episcopus aut praesbiter aut diaconus nequaquam saeculares curas assumat, sin aliter dejiciatur »¹. Concilium autem Calcedonense, cap. 5², in clericos saecularium negotiorum procurationibus implicatos ita fulminat : « Pervenit ad sanctum synodum quia de his qui in clero connumerantur quidam propter turpis lucri gratiam alienarum possessionum conductiones et causas saeculares suscipiunt et a sacris quidem officiis se per desidiam separant, ad domos autem saecularium concurrunt et substantiarum eorum gubernationes avaritiae causa suscipiunt. Decrevit ergo sanctus synodus nullum clericum deinceps aut monachum conducere possessiones aut misceri saecularibus procurationibus. Si quis vero transgressus fuerit haec praecepta, correptioni ecclesiasticae subiaceat³. » Porro in eodem concilio Calcedonensi, cap. 3, clericis prohibetur ne tractent administrationem rerum saecularium ; in concilio autem Carthaginensi III, ne fiant procuratores⁴. Synodus demum Tridentina mirum est quantopere in clericos negotiis saecularibus additos detonuerit. Postquam enim sess. 25, cap. 1 et 2⁵ *de reformatione* prohibuit sordidum quaestum ab iis exerceri qui divino misterio adscripti sunt, ab ecclesiastico ordine jussit omnem avaritiae suspensionem abesse ; tum sess. 22, cap. 1 *de reformatione*, ita de clericis statuit : « Nihil est quod alios magis ad pietatem et Dei cultum assidue instruat quam eorum vita et exemplum qui se divino ministerio dedicarunt. Cum enim a rebus saeculi in altiore sublati locum conspiciuntur, in eos, tanquam [in] speculum, reliqui oculos conjiciunt, ex iisque sumunt quod imitentur. Quapropter sic decet omnino clericos in sortem Domini vocatos, vitam moresque suos omnes componere, ut habitu, gestu, incessu, sermone aliisque rebus nihil nisi grave, moderatum ac religione plenum prae se ferant⁶. » Et paulo infra : « Statuit sancta Synodus ea quae alias a summis pontificibus et a sacris conciliis de clericorum vita, honestate ac de luxu quoque... de lusibus ac quibuscumque criminibus necnon saecularibus negotiis fugiendis copiose ac salubriter sancita fuerunt eadem in posterum iisdem poenis vel majoribus arbitrio ordinarii imponendis observentur, nec appellatio executionem hanc quae ad morum correctionem pertinet⁷ suspendat⁸. »

(1). *Corpus juris canonici*, édition Friedberg, t. I, col. 307. — Cf. H. T. BRUNS, *Canones apostolorum et conciliorum veterum selecti*, Berlin, 1839, cap. 6, p. 2.

(2). Corrigez : 3.

(3). *Corpus juris canonici*, édition Friedberg, t. I, col. 304. — Cf. C. HEFELE, *Histoire des Conciles...*, traduite et annotée par Dom H. Leclercq, t. II, 2^e partie, p. 755.

(4). MANSI, *Sacrorum conciliorum... amplissima collectio*, Florence, 1762, t. III, col. 883 (Concilium Carthaginense nomine tertium... cap. XV).

(5). MANSI, t. XXXIII, col. 181-182.

(6). MANSI, t. XXXIII, col. 133.

(7). A : p. et suspendat

(8). MANSI, t. XXXIII, col. 133-134.

Tertium condemnationis fulmen contorquetur a Patribus. Nam divus Hieronymus *ad Nepotianum de vita clericorum* scribens : « Negotiatorem, inquit, clericum et ex inope divitem et ex ignobili gloriosum quasi quandam pestem fuge¹. » Ambrosius, autem libro 1^o *Officiorum*, cap. xxxvi, clericum negotiatorem his verbis condemnat : « Si is qui imperatori militat a susceptionibus litium, actu negotiorum forensium, venditione mercium prohibetur humanis legibus, quanto magis qui fidei exercet militiam ab omni usu negotiationis abstinere debet ?² » Augustinus demum, in libro *questionum Veteris Testamenti*, cap. cxxvii, sic in ejusmodi clericos sententiam fert : « Fornicari omnibus semper non licet, negotiari vero aliquando licet, aliquando non licet ; antequam enim ecclesiasticus quis sit, licet ei negotiari ; facto jam non licet³. »

Quartum denique condemnationis fulmen vibratur ex schola theologorum. Filliucius⁴ enim, tractatio xxxv, de contractibus, cap. 1, § 20 : « Clerici, inquit, si sint in sacris peccant mortaliter si negotientur. Ratio est quia materia gravis est, et prohibita sub gravibus poenis⁵. » Escobar⁶ autem tract. ii. *Theologiae moralis*, exa. iii, caput 4, agens de peccatis gravibus clericorum, § 4, inter lethaliter delinquentes recenset eos qui indecens officium exercent, verbi gratia mercatoris⁷. Et idem author, tract. iii, exam. vi, cap. 1 : « Tertia, inquit, negotiatio qua res emuntur eo animo, ut non mutatae, carius vendantur ob lucrum, res est ex se indifferens, et si debite fiat, moraliter bona, et reipublicae utilis. Ex circumstantiis tamen vitiari potest, et clericis prohibita est si sint in sacris⁸. »

Porro, si quis tot fulminum aspectu non terretur, ejus me certe fallax securitas et conscientia valde terret.

Paragraphus secundus

Eadem negotiatio proscribitur ratione status religiosi.

(1). *Corpus juris canonici*, édition Friedberg, t. I, col. 308. — Cf. MIGNE, Pat. lat., XX, col. 531. (*Sancti Hieronymi epistola lxx ad Nepotianum. De vita clericorum et monachorum.*)

(2). MIGNE, Pat. lat., t. XVI, col. 78. (*Sancti Ambrosii de officiis ministrorum libri tres.*)

(3). *Corpus juris canonici*, édition Friedberg, t. I, col. 308. — Cf. MIGNE, Pat. lat., t. XXXV, col. 2385. (*Sancti Augustini quaestiones Veteris et Novi Testamenti.*)

(4). Vincent Filliucci, S. J., né à Sienne en 1566, admis au noviciat de la Compagnie de Jésus en 1584, professeur, recteur de Sienne, puis professeur de théologie morale au Collège romain, mort à Rome, le 5 avril 1622 (SOMMERVOGEL, t. III, col. 735).

(5). FILLIUCH (Vincentii), *Quaestionum moralium de christianis officiis in casibus conscientiae... tomi duo*, Lyon, 1633-1634, t. II, p. 444.

(6). Antoine Escobar y Mendoza, S. J., né à Valladolid en 1589, mort dans cette ville en 1669. (SOMMERVOGEL, t. III, col. 436).

(7). A. ESCOBAR Y MENDOZA, *Liber theologiae moralis viginti et quatuor Societatis Jesu doctoribus reseratus...*, Lyon (1656), p. 396.

(8). *Ibid.*, p. 515.

Si in ore duorum aut trium testium stat omne verbum¹, quanto magis iudicio theologorum societatis Jesu stare possumus in negotio religiosi mercatoris.

Primus iudex Laymanus, lib. III, de justitia, tract. IV, cap. XVII, § VII, qui suam sententiam in religiosos mercatores tam clare fert ut nulli dubitationi locum relinquat : « Cum, inquit, negotiatio duplex sit ; una proprie dicta in qua res emptae, puta vinum, frumentum, etc... non mutatae² carius postea venduntur quaestus gratia negotiationem hanc clericis ac religiosis sub mortali peccato prohibitam esse, doctores asserere non dubitant³ ». Expende parumper auctoris verba, negotiationem esse sub mortali peccato prohibitam clericis ac religiosis doctores asserere non dubitant. Tu religiose mercator quare dubitabis ?

Secundus iudex est Filliuccius qui tractatio xxxv, de contractibus, caput I, § 19, quaerens an sit licita negotiatio clericis et religiosis respondet : « non esse licitam si per se eam exerceant, ut patet ex jure canonico, et quia maxima est indecentia ratione status⁴. » Et paulo infra : « In religioso tamen adnotant doctores etiam si non sit in sacris, peccare mortaliter, idque ratione status. »

Tertius iudex Quintanadvena Lusitanus⁵ in tract. 6 cujus hic verba subtexo. « Urbanus, inquit VIII in bulla quae incipit *Ex debito pastoralis officii* sub gravibus poenis negotiationem et mercaturam religiosis omnibus interdicit ; sicut gravissime illis et clericis prohibita in utroque juro a conciliis pluries inveniuntur, ut videre est apud doctores. Omnis ergo et quaecumque actio sive per se sive per alios facta sive per commutationem mercium ad merces sive per venditionem sive per quemcumque alium modum ad lucrum negotiationemve etiam longissime spectantem omnibus prohibetur per illa verba dictae bullae *directe vel indirecte* juxta ea quae in simili modo docet Suarius⁶, tom. 4 de Relig. lib. 6, cap. 7, n. 97 has voces explicans⁸. »

(1). Matt., XVIII, 16.

(2). A : res emptae... mutata carius...

(3). P. LAYMANN, *Theologiae moralis in quinque libros partitae... tomus primus*, Lyon, 1643, p. 432.

(4). FILLIUCCI, *op. cit.*, p. 444.

(5). Antoine de Quintanadvenas, S. J., né en 1599 à Alcantara ; professeur, recteur du Collège irlandais à Séville, mort en 1651 à Séville. (SOMMERVOGEL, t. VII, col. 1345).

(6). François Suarez, S. J., né à Grenade le 5 janvier 1548, professeur à Paris, Ségovie, Valladolid, Rome, Alcalá, Salamanque et Coimbre. Mort à Lisbonne le 25 septembre 1617.

(7). FR. SUAREZ, *De virtute et statu religionis tomus IV...*, Mayence, 1626, p. 564.

(8). A. QUINTANADVENAS, *Singularia theologiae moralis ad septem Ecclesiae sacramenta*, Séville, 1645.

Quartus iudex erit Hermanus Busenbaum¹ lib. III, tract. v, dub. 8, art. 2², ubi quaerens quid sit negotiatio et quibus illicita ea est, inquit : « ... cum quis rem sibi comparat eo animo ut integram et non mutatam carius vendendo vel permutando lucretur. Quod quia est obnoxium periculo multorum peccatorum et valde distractivum ac indecens statui clericali sic lucris inhiare, severe prohibitum est clericis constitutis in sacris et religiosis omnibus, ita ut mortaliter peccent si multam negotiationi dent operam³. »

In eorum iudicium et sententiam eunt Lessius⁴, de Lugo⁵ et alii quos sequitur Escobar, tract. III, exam. VI, cap. 1, ubi agens de venditione sic ait : « Religiosis vero, etiam si in sacris non sint, negotiatio vetita est ut quae⁶ personam tantam minime deceat⁷. » Ex quorum omnium iudicium suffragiis id colligi potest eos religiosos qui lucra saeculi in Christi militia quaerunt, multorum criminum reos esse et simillimos eis de quibus Divus Hieronimus *ad Rusticum monachum* scribens conqueritur in hunc modum : « Vidi ego quosdam qui postquam renuntiavere saeculo, vestimentis dumtaxat, et vocis professione, non rebus, nihil de pristina conversatione mutarunt⁸. »

Paragraphus tertius

*Illicita demonstratur esse
negotiatio ratione status quem religio
Societatis Jesu proficitur.*

Cum Societas Jesu coalescat ex religiosis quorum alii professi alii vero coadjutores appellantur, et sint, ostendendum hoc loco est negotiationem nec professis nec coadjutoribus convenire.

Primo quidem, *Constit.* pars 10, § 5, sanctus Ignatius paupertatem ita commendat : « Quia paupertas velut propugnaculum est religionibus, ut eas in statu suo et disciplina conservet et a pluribus hosti-

(1). Hermann Busenbaum, S. J., né en 1600 à Nottelen (Westphalie), professeur, recteur des collèges d'Hildesheim et de Munster, mort le 31 janvier 1668. (SOMMERVOGEL, t. II, col. 444).

(2). A et B : 3

(3). H. BUSENBAUM, *Medulla theologiae moralis facili ac perspicua methodo resolvens casus conscientiae ex variis probatisque authoribus concinnata*,... Paris, 1657, p. 323.

(4). Léonard Leys, S. J., né à Brecht le 10 octobre 1554, professeur à Douai et à Louvain, où il mourut le 15 janvier 1623. (SOMMERVOGEL, t. IV, col. 1726).

(5). Jean de Lugo, S. J., né à Madrid le 25 novembre 1583, professeur au Collège romain, créé cardinal le 14 décembre 1643, mort le 20 août 1660. Auteur des *Disputationes scholasticae et morales*. Son frère François, 1580-1652, fut également de la Compagnie de Jesus. (Cf. SOMMERVOGEL, t. V, col. 176 et 175).

(6). A : ut quos personam minime... ; B : ut quos

(7). ESCOBAR, *op. cit.*, p. 515.

(8). MIGNE, *Pat. lat.*, t. XX, col. 1081, § 16. (*Sancti Hieronymi epistola cxxv ad Rusticum monachum*).

bus defendat, refert plurimum ad conservationem et augmentum totius hujus corporis, procul admodum omnem avaritiae speciem ablegasse¹ » In *regula* autem 12^a procuratoris collegii, excerpta² ex can. 27^o congreg. secundae, continentur haec verba : « Omnia quae speciem habent saecularis negotiationis in colendis videlicet agris, vendendis in foro fructibus et similibus intelligat prohibita esse nostris³. » Expendat haec duo loca religiosus negotiator : si enim Societatis⁴ leges omnino prohibent vel minimam umbram et speciem saecularis negotiationis, quanto magis ipsam mercaturam veramque ac propriam negotiationem prohibebunt ?

2^o Omnibus qui sub obedientia sunt Societatis prohibetur parte *Constitutionum* 6^a, cap. 2, § 7, ne postulent aut admittant stipendium aut eleemosynas ulla quibus ministeria Societatis compensari videantur. Si ergo puritas ac sinceritas religiosae paupertatis quam Societas profitetur, non patitur ullam eleemosynam pro ministeriis in compensationem admissi, quis neget turpem ac sordidam negotiationem voto ejusdem paupertatis mirifice repugnare ?

3^o In *regulis* communibus ita legimus : « Saecularia vero negotia ut quae sunt a nostro instituto aliena et vehementer a spiritualibus avocant, multo magis aversari convenit⁵ ». In forma vero votorum simplicium quae professi emittunt post professionem, quilibet professus promittit se nunquam consensurum ut quae ordinata sunt circa paupertatem in constitutionibus Societatis immutentur, nisi quando ex causa juxta rerum exigentiam videretur paupertas restringenda magis. Num quaero utrum negotiatio sit restrictio paupertatis aut violatio voti ? Profecto cum omnes religiosos oporteat ab omni specie negotiationis abhorrere, tum maxime convenit professos esse tales ut saecularium consuetudine⁶ utantur, eorum mores et avaritiam non imitentur. Quare, ut observat Cornelius a Lapide⁷ in caput 15, *Hier.* « Sanctus Ignatius dicere consueverat suos aliosque religiosos sic agere debere cum saecularibus ut eos a saecularibus colloquiis et desideriis ad sua, id est religiosa divinaque, traducerent,

(1). *Constitutiones societatis Jesu cum earum declarationibus*, Avignon, 1827, p. 339.

(2). A : excepta

(3). *Regulae Societatis Jesu*, Anvers, 1635, p. 220 : Regulae procuratoris collegii et domus probationis.

(4). B : Societatis Jesu leges

(5). *Regulae...*, p. 30, regula 41.

(6). B : ut cum Saeculares eorum consuetudine. Dans A, la fin du mot saecularium ou saeculari est très surchargée.

(7). Cornelissen Van den Steen, ou Cornelius a Lapide, S. J., né le 18 décembre 1567 à Borcholt (Belgique, Limbourg), professeur d'Écriture Sainte à Louvain en 1596, puis professeur au Collège romain en 1616. Mort à Rome le 12 mars 1637. (SOMMERVOGEL, t. IV, col. 1511).

non vero ipsi ad eorum saeculares mores sermonesque descendere¹. »

4° Praepositus generalis Societatis Jesu in virtute obedientiae prohibuit ne quis e Societate negotiationi operam daret. Quae prohibitio non tantum Goae sed etiam Macao publicata fuit : nam pater Matthias de Maya², Japponiae provincialis, hanc prohibitionem declaravit anno Christi 1660 ; ejus successor pater Joannes Maria Leria³ sic eam renovavit ut lapsos in culpam negotiationis vetuerit absolvi. Ex quibus perspicue sequitur eum mortaliter peccatum qui contra prohibitionem illam sese negotiis mercaturae⁴ tradiderit, ut⁵ constat ex parte *Constitutionum* 6^a, cap. 5 : Ea in Societate obligationem inducunt ad peccatum mortale quae superior in nomine Domini Jesu Christi vel in virtute obedientiae jussit⁶ » ; et Busenbaum, lib. iv, de statibus, cap. i, dub. 4, sic ait : « Religiosus ex voto obedientiae obligatur ad omnia quae superior praecipit, secundum regulas et constitutiones ordinis, sive directe et expresse, sive indirecte et implicate. Et quidem si praecipiat in virtute sanctae obedientiae, in nomine Domini Jesu Christi, vel simili forma, tenetur obedire sub mortali⁷. »

Caveat ergo religiosus negotiator ne parum dignus ea Societate videatur, cujus non sequitur institutum.

Paragraphus quartus. Eadem negotiatio damnatur ratione status eorum qui in missione versantur.

Qui in vineam Domini mittuntur eos a saecularibus curis et ab omni mercaturae specie alienos esse oportet, cum negotiatio fini primario missionis repugnet : quem enim sibi finem proponere debent ii qui segregati sunt in Evangelium et pro Christo legatione funguntur nisi ut actionibus suis gloriam Dei promoveant neque suae tantum saluti ac perfectioni sed etiam alienae diligenter invigilent ? Ad quem profecto finem consequendum sicut evangelica paupertas est instrumentum aptissimum, ita negotiatio lucrique cupiditas est maximum ad animarum salutem impedimentum. Negotiatores enim ea quae

(1). *Commentaria in Jeremiam prophetam, Threnos, Baruch, auctore R. P. Cornelii a Lapide.*, Anvers, 1621, p. 104, B.

(2). Mathias de Maya, S. J., né à Altalaya (Portugal), procureur général de la province de Japon, missionnaire au Tonkin et en Cochinchine après 1656, mort en mer en 1670. (SOMMERVOGEL, t. V, col. 771).

(3). Jean-Marie Leria, S. J., né à Vercell en 1597, missionnaire au Laos et au Tonkin, mort à Macao le 21 août 1665. (SOMMERVOGEL, t. IV, col. 1713).

(4). A : mercaturam

(5). B : Nam ut

(6). *Constitutiones*..., p. 240.

(7). BUSENBAUM, *op. cit.*, p. 411.

mundi sunt ita sectantur et concupiscunt vix ut illis per otium liceat vel de proximorum vel de sua salute cogitare. Nam cum hinc amittendae pecuniae metu, illinc comparandarum mercium augendique peculii desiderio caeterisque affectionibus effraenatis miserabilem in modum distrahantur et veluti pondere quodam cogitationum inanum ac terrenarum opprimantur, ita circumfusus atque opletus imaginibus merciumve et nummorum jacet animus ut nullum sanctioribus cogitationibus ac desideriis locum relinquat, neque ad apostolicae virtutis et zeli imitationem excitare se possit ; itaque compertum est negotiationem cum missione conjungi nullo modo posse neque eum apostolico nomine dignum esse qui se mercatoris ministerio dedicaverit.

Haec autem veritas colligitur primo ex mente Salvatoris. Nam, ut Gauderius¹ observat in *Introductione ad solidam perfectionem* : « Christus apostolos ad se tanta vi traxit eos² ut ab omni alio desiderio vel opum vel honorum avelleret³ atque in amorem converteret sui⁴. Quare quosdam ex piscatoribus piscium hominum fecit piscatores, quosdam autem ex mercatoribus⁵ a lucris pecuniarum quibus inhabant, ad animarum lucra traductos fecit spirituales gloriae suae⁶ negotiatores. » Paupertas enim cum ad munus apostolicum accedit difficile dictu est quantum adjumenti ac praesidii conferat in proximorum salutem. Quamobrem apostolis a Christo est commendata tum verbum tum exemplo, non qualiscumque sed quae apostolicae vitae et evangelicae praedicationi maxime congruebat, eo nimirum fine ut omnium rerum terrenarum desiderio vacuae apostolorum mentes purius Dei gloriam intenderent et liberi ab omni sollicitudine alia studium omne in id quod sui muneris erat conferrent.

2° Infertur haec veritas ex mente apostolorum. Nam *Act. 6* : *Convocantes multitudinem discipulorum dixerunt : non est aequum nos derelinquere verbum Dei et ministrare mensis. Considerate ergo viros ex vobis boni testimonii septem, plenos Spiritu Sancto et sapientia, quos constituamus super hoc opus. Nos vero orationi et ministerio verbi Dei instantes erimus*⁷. Res mira ! Apostoli ministrare mensis noluere, ne hoc ministerio quamvis pio a functionibus apostolicis averterentur. Novi autem apostoli relinquunt ministerium verbi ut

(1). Antoine Le Gaudier, S. J., né à Château-Thierry, le 7 janvier 1572, recteur de Liège, professeur de théologie morale à Pont-à-Mousson et à La Flèche, maître des novices à Paris, où il mourut le 14 avril 1622. (SOMMERVOGEL, t. III, col. 1265).

(2). A. LE GAUDIER, *Introductio ad solidam perfectionem*... Paris, 1643, p. 268 : tanta eos vi ad se traxit ut

(3). *Ibid.* : honorum eos avelleret

(4). *Ibid.* : avelleret ut huic se rei totos abdicarent. Quare

(5). *Ibid.* : piscatores, alios ex mercatoribus

(6). *Ibid.* : gloriae Dei

(7). *Act.*, VI, 2-4.

nummularium mensis accumbant ; eos ergo quis credat esse apostolorum imitatores ac successores ?

3° Elicitur haec eadem veritas ex mente Societatis Jesu. Sanctus enim Ignatius eos qui ad vineam Domini excolendam mittuntur tam crucifixos vult esse mundo ut illos ne de viatico quidem cogitare velit, quemadmodum videre licet *Constitutionum* parte 7^a, cap. 1, § 3. « Qui a Summo Pontifice, inquit, designatus fuerit ut aliquo se conferat, se ipsum liberaliter, re temporali nulla pro viatico per se vel per alium postulata, offerat ¹. » Parte autem 4^a, cap. 2, § 4 : « Nihil admittit eorum quae Societatem ab animarum salute procuranda distrahere possint, quia nempe Societas expedita ad Sedis Apostolicae missiones obeundas, esse debet ². » Deinde cap. iv examinis generalis, § 27, jubentur Societatis religiosi ante suam professionem « per triduum ostiatim mendicare ut sint magis dispositi ad ipsum faciendum quando ipsis injunctum ³ fuerit vel conveniens aut necessarium erit dum per varias mundi partes juxta quod eis praescriptum fuerit discurrant ⁴. » Demum in *regula* 26^a missionum sic legimus : « Conversationem cum saecularibus nimiam non habeant, aut incautam, aut quae saecularem sapiat ⁵. » Ex quibus locis omnibus id consequitur eos qui ad missiones deputati sunt negotiari nullo modo posse. Si enim perfectio paupertatis quam Societas profitetur non sinit eos viaticum petere, multo minus illos negotiari sinet. Quo autem pacto expediti ad missiones obeundas erunt qui se negotiis saecularibus et mercaturae laqueis implicabunt ?

4° Stabilitur haec eadem veritas ex mente Domini Francisci Xaverii, qui in epistola quadam quam scribit ad Gasparem Barzeum ⁶, author illi est ne illius pecuniae quae in pauperes conferenda est sequestrem se et distributorem exhibeat. Has autem rationes potissimum affert : « Si percrebuerit, humanis necessitatibus et egestati paratum in tua facultate subsidium esse, tanti undique petentium concursus ad te fient ut ad apostolicas functiones quae tibi primae esse debent, otii nihil supersit ; non est porro aequum te qui ad Evangelium praedicandum veneris relicto verbo Dei ministrare mensae. Postremo si pecunias ipse tractare assueveris, metuendum est ne famae atque existimationi aliqua labes ab iniquis et omnia pejorem

(1). *Constitutiones...* p. 244.

(2). *Ibid.*, p. 132.

(3). *B* : ipsi conjunctum fuerit

(4). *Constitutiones...*, p. 31.

(5). *Regulae...*, p. 209.

(6). Gaspard Barzée, ou Berse, né à Goes (Zélande), entra en 1546 dans la Compagnie, à Coimbre ; il fut professeur à Goa, puis missionnaire, et mourut à Goa le 6 octobre 1553. (SOMMERVOGEL, t. I, col. 996).

in partem interpretantibus aspergatur¹. » Utinam hunc Indiarum Apostolum in animarum salute quaerenda divitiisque contemnendis nostri negotiatores imitandum sibi proponant.

5° Confirmatur haec veritas ex mente divi Chrisostomi. Hic enim doctor, quemadmodum in sua *Introductione* Gauderius observat, « non aliam ob causam putat tam multos operarios in Ecclesia hoc tempore tam parum utiliter laborare, cum duodecim piscatores totum orbem converterint², quam quia isti³ spiritu pauperes magnum et generosum rerum omnium contemptum ob Dei amorem et Dei praedicationem evangelicam prae se ferrent⁴. Hoc vero tempore qui aliorum saluti vacant licet pauperes ipsa professione sint, nimium tamen avide⁵ et anxie ea quae necessaria sibi putant expectant⁶, atque ita puritas intentionis gloriae Dei inficitur et homines offensi resiliunt. »

6° Corroborantur haec eadem veritas ex mente Possevini⁷, liber iv *Bibliothecae*. Dum enim enumerat lucrandarum animarum impedimenta, de mercatoribus apostolicis ita loquitur, se negotiis saecularibus falso boni praetextu implicantes : « Non intelligunt quid sibi temporis in rebus hujusmodi pereat, vel quantum admoveant obicem spiritualium negotiorum progressui, non cogitantes quam circumspice cavendum sit ne coelum cum terra misceant, qui cum se caelestibus rebus prorsus addixerint proni et praecipites ruunt in terrenas⁸. »

7° Eandem veritatem illustrat pater Acosta⁹, liber v, caput 22, *De procuranda Indorum salute*. Expendens enim quantum ad Indorum conversionem negotiationis et cujuscumque lucri detestatio deserviat : « Neque enim, inquit, illustriora miracula ad Evangelii commendationem Indis adhiberi possunt quam ut neque avaritiae occasione nec libidinis sinistro rumore doctrina evangelici ministri decoloretur¹⁰. »

(1). Sancti Francisci Xaverii epistolarum libri quatuor... ab Horatio Tursellino in Latinum conversi ex Hispano, Lyon, 1682, p. 315.

(2). A. LE GAUDIER, *Introductio ad solidam perfectionem*, p. 273 : totum mundum converterint

(3). *Ibid.* : isti manque.

(4). *Ibid.* : contemptum prae se ferrent ob Dei amorem et praedicationem evangelicam

(5). *Ibid.* : tamen nimium avide

(6). *Ibid.* : expetunt

(7). Antoine Possevino, S. J., né à Mantoue en 1533 ou 1534 ; prédicateur, recteur à Avignon et à Lyon, secrétaire du général Everard Mercurian, chargé de plusieurs missions en Europe centrale et orientale par Grégoire XIII. Mort à Ferrare le 26 février 1611. (SOMMERVOGEL, t. VI, col. 1061).

(8). A. POSSEVINO, *Bibliotheca selecta de ratione studiorum ad disciplinam et ad salutem omnium gentium procurandam*. Venise, 1603, p. 172.

(9). Joseph de Acosta, S. J., né à Médina del Campo vers 1539, professeur de théologie à Ocana. Envoyé aux Indes en 1571, deuxième provincial du Pérou. Mort à Salamanque le 15 février 1600. (SOMMERVOGEL, t. I, col. 31).

(10). J. ACOSTA, *De promulgando Evangelio apud Barbaros sive de procuranda Indorum salute libri sex*, Lyon 1670, p. 426.

8° Huic etiam veritati suffragatur Thomas a Jesu¹, de *procu-randa gentium salute*, lib. 4, cap. 7, ubi agens de apostolo Paulo : « Animadvertibat, inquit, sapiens architectus fabricam Evangelii quavis² commodi specie etiam necessarii impediri, vel certe retardari ; unde eligebat potius mori quam gloriam suam, id est fructum Evangelii copiosum perdere³. » Et paulo infra : « In his, inquit, duobus, continentia scilicet et pecuniae contemptu, ita debet excellere⁴ Christi minister ut nec de ipso suspicio fingi possit.. Ut enim virginalis fama, sic sacerdotale decus sinistra suspicione facile violatur. »

9° Haurit demum haec eadem veritas maximam lucem et inaestimabile pondus ex mente Romani pontificis. Urbanus enim VIII in bulla quae incipit *Ex debito pastoralis officii*⁵ edita super missionibus religiosorum ad Japoniam et alias regiones Indiarum orientalium, fulmen anathematis jacet in religiosos negotiatores et variis in eos poenis animadvertit, cujus constitutionis praecipuam partem hic libet annectere ut qui hactenus cum gravi religionis opprobrio in missione mercaturam exercere non erubuerunt, in posterum Ecclesiae fulmen reformident ac relictis saecularibus curis ad animarum lucra utiliter transferantur. Verba ergo supradictae constitutionis haec sunt : « Quia a sacris canonibus, conciliorum decretis ac apostolicis constitutionibus [omnibus] religiosis ac etiam ecclesiasticis praesertim in sacris ordinibus constitutis mercatura et negotiationes saeculares districte prohibentur, ac valde damnosum, indecorum ac⁶ indecens existit, hujusmodi personas divino cultui mancipatas ac praecipue illas [quae] ad praedicandum sacrosanctum Christi Domini Evangelium destinatae sunt ; praefatis mercaturae⁷ et negotiationibus se immiscere, aut operam dare ; praedictorum sacrorum canonum ac decretorum constitutionumve⁸ apostolicarum dispositioni inhaerentes, auctoritate apostolica earumdem tenore praesentium religionis omni-

(1). Thomas a Jesu, de son vrai nom Dia-Sanchet Davila, né à Baeza (Espagne) ; le 5 avril 1587, il fit profession chez les carmes déchaux ; il fut provincial de Castille et définitiveur général de son ordre en Espagne, et mourut à Rome le 26 mai 1627. (G. WESSELS, *Bibliotheca Carmelitana*, Rome, 1927, t. I, col. 815).

(2). *Ibid.* : quamvis

(3). THOMAS A JESU, *De Procuranda salute omnium gentium... libri XII*, Anvers 1613, lib. IV, pars. 2, cap. VII, p. 177.

(4). *Ibid.* : debet esse praeditus Christi

(5). Lettre apostolique du 22 février 1633. Cf. R. STREIT, *Bibliotheca missionum*, t. V, 1929, p. 539, n. 1489, et, pour le texte de la lettre, *Codicis juris canonici fontes*, t. I, p. 399 sq., à défaut de bullaire de l'époque. D'après Streit, le premier bullaire contenant *Ex debito* serait celui de RIPPOLL, *Bullarium ordinis Praedicatorum*, en 1744.

(6). *Codicis juris canonici fontes*, loc. cit., : et

(7). *Ibid.* : mercaturis

(8). *Ibid.* : constitutionumque

mendicantium, etiam Societatis Jesu, eorumque singulis, tam in praedictis locis nunc existentibus quam in futurum ad illa mittendis, bus cujuscumque ordinis et instituti, tam non mendicantium quam omnem et quamcumque mercaturam seu negotiationem, quocumque modo ab eis fieri contingat, sive per se sive per alios, sive proprio sive communis nomine, directe sive indirecte, aut quovis alio praetextu, causa aut colore, interdiciamus et prohibemus sub excommunicationis latae sententiae poena ipso facto incurrenda, ac privatione vocis activae ac ¹ passivae, officiorum ac graduum et dignitatum quarumcumque ², etiam inhabilitatis ad ea, et insuper amissionis mercium et lucrorum ex eis factorum ³ ; quae omnia a superioribus religionum ex quibus delinquentes existent reservanda erunt ad usum missionum quae eadem religiones habent et habiturae sunt in futurum in praedictis Indiis, et non in alios usus ; eisdem superioribus districtae praecipientes sub iisdem poenis ut in hoc invigilent et contra delinquentes ad praedictas poenas procedant, sublata eisdem facultate hujusmodi delinquentibus aliquid ex dictis mercibus et lucris quantumvis minimum remittendi aut condonandi. » Haec sunt arma, religiose mercator, quibus in te pugnat successor Petri. Utri jam Victoria cedit? Tibine an vicario Christi? Ut video, non reformidas quem eminus ferientem cernis? Sed Ecclesiam si non audieris, scito te similem publicano futurum. Quod si Ecclesiae filius et ovis Christi esse non erubescis, cedas tui pastoris voci et armis in eo bello in quo tibi vincere ⁴ turpissimum sit. Ego ut officii tui te commoneam, non aliis verbis utar quam quibus Chrysologus usus est ad Eutichem scribens : « Hortamur te, inquit, frater, ut his quae a beatissimo papa Romanae civitatis scripta sunt obedienter attendas quoniam beatus Petrus qui in propria sede vivit, praestat quaerentibus fidei veritatem ⁵ »

(1). *Ibid.* : et

(2). *Ibid.* : quorumcumque

(3). *Ibid.* : factorum *manque*.

(4). *A* : venire

(5). MIGNÉ, Pat. lat., t. LII, col. 25 et col. 71 (*Epistola S. Petri Chrysologi ad Eutychen haereticum*).

PARS SECUNDA

Refelluntur ea quae a religioso negotiatore objiuntur

Qui zelum non tam animarum quam mercium habent, tuta sibi conscientia negotiari videntur, si speciem aliquam aut colorem cupiditibus suis obtenderint. Ingenium ergo suum in indagandis elusionibus ac fallaciis quibusdam exercent quibus seipsos defendere contra vim veritatis conentur, perinde ac sicut homo sic Deus irrideri posset. Ne qua tamen illis vel umbra legitimae defensionis in causa penitus conclamata supersit, non erit alienum hoc loco refellere quae ipsi in patrocinium suae negotiationis adducere consueverunt ; verum ut ordinem aliquem in confutando servemus prius ea refellere aggrediemur quae generatim contra superiorem doctrinam opponuntur¹, deinde ad ea quae speciatim objiuntur adversus Urbani bullam diluenda progrediemur.

*Paragraphus primus**Refelluntur ea
quae generatim opponuntur*

Objectio prima.

Petitur ex necessitate negotiationis in qua fortissimum propugnaculum religiosi mercatores positum esse arbitrantur ; remota enim negotiandi facultate affirmant omnia quae ad vitam sustentandam necessaria sunt sibi penitus defutura. Quamobrem sic ratiocinantur : legibus humanis et ecclesiasticis non tenemur si ex earum observatione mors nobis aut aliud grave damnum impenderet. Ergo ejusmodi legibus non tenemur. Sed hoc propugnaculum variis machinis expugnatur. Primo enim respondeo id avaritiae proprium esse ut pecuniarum cupiditati nomen necessitatis imponat. Si clerici paucis contenti sint, eorum necessitati sine ullo negotiationis ministerio subvenietur. Sin autem delicias et famulorum catervam in domo Dei quaerunt, non est quod velo necessitatis se contra leges Ecclesiae tueantur. An non videmus quam plurimis tum clericis tum religiosis nihil eorum quae ad vitam sustentandam necessaria sint omnino deesse, quamvis ab omni specie negotiationis abstineant ? neque enim divinam opem illis defuturam credendum est qui divinae vocationi non desunt : « Non occidet fame, ait Hieronimus *ad Eustachium* scribens, animam justam Dominus. Elias corvis ministrantibus pascitur et vidua Sareptana ipsa cum filiis nocte moritura prophetam pascit esuriens.

(1). A : apponuntur

Et mirum in modum qui alendus venerat, alit¹. » Lege Scripturae oracula : Annon qui corvos pascit clericum praeteribit, et qui religioso centuplum in hac vita promisit, an illi victum negabit ?

2° In examine generali sanctus Ignatius vult suos filios in casu necessitatis mendicare². Ergo non vult eos cum scandalo in missione negotiari, quare praeclare Ribadeneira³ de voto paupertatis agens : « Si Deus, inquit, ita nos paupertate ac verum inopia probare vellet, ut nulla nobis alia via praeter stipendia ad vitae subsidium relinqueretur, quod certe incredibile est, tunc essent alia nobis quaerenda media nostro instituto consentanea et conformia, non vero contraria. » Quid autem magis contrarium instituto nostro fingi potest quam mercatura ?

3° In jure canonico, dist. 88⁴, quando clerici jubentur a cujuslibet negotiationis ingenio vel cupiditate abstinere, glossa tunc addit ergo nec causa necessitatis, ut quidam asserunt, nec causa lucri captandi ad opus pauperum. Quin et Romanus Pontifex nullo praetextu aut causa aut colore vult mercaturam a clericis exerceri. Quid ergo mihi nunc, religiose negotiator, praetextum et causam necessitatis obtrudis⁵ ?

4° Demum quamvis lex naturalis et divina non semper obliget cum gravi damno et cum periculo mortis, tamen ut docet Escobar cum Laymano, tract. I, exam. I, cap. 12 : « Valet⁶ humana potestas interdum praecipere, aut prohibere aliquid cum periculo mortis ? Si videlicet ex observantia legis aut praecepti majus reipublicae commodum speretur ; vel ex neglectu majus incommodum timeatur, quam privatum periculum mortis debeat aestimari⁷. » Et dominus Abellis nunc episcopus Ruthenensis⁸, tractatus [II], de legibus, sectio 4, quaerens an lex humana sub mortali peccato obligans, obliget etiam cum periculo vitae, hac putat distinctione utendum : « Vel talis est, inquit, lex illa ut illius observatio solum particulare bonum respiciat, ut jejunium, auditio missae, etc., tunc lex illa quamvis obliget sub mortali, non

(1). MIGNE, Pat. lat., t. XXII, col. 418 (*S. Hieronymi epistola xxii ad Eustochium*).

(2). *Constitutiones... examen generale*, cap. iv. § 12 et 27 (pp. 25 et 31).

(3). Vraisemblablement Pierre de Ribadeneyra, S. J., né à Tolède en 1526, mort à Madrid en 1611, auteur spirituel célèbre des premiers temps de la Compagnie.

(4). Cf. supra, p. 4, n. 5.

(5). B : obtendis

(6). A : vult

(7). ESCOBAR, *op. cit.*, p. 73.

(8). Louis Abelly, né en 1603, docteur en théologie, disciple de saint Vincent de Paul, vicaire général de Bayonne, curé de la paroisse Saint-Josse, à Paris, en 1643 ; recteur de l'hôpital de la Salpêtrière en 1652 ; en avril 1662, il fut désigné pour l'évêché de Rodez, et fut sacré le 24 août 1664. Il renonça à ses fonctions en 1666, se retira à Saint-Lazare, et mourut le 4 octobre 1691. (*Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, t. I, 1912, col. 97).

tamen obligat cum vitae aut etiam sanitatis amittendae vel gravis alicujus damni aut incommodi subeundi periculo, cum nulla tunc suppetat ratio cur legislator cum tanto damno vel periculo ad legum suarum observationem obliget..., quamvis authores id limitent dummodo nullus adsit legis contemptus, vel nullum ex violatione legis immineat grave scandalum, unde S. Augustinus dicit : Satius esse fame mori quam idolothyitis vesci¹, cum scandalo scilicet, vel religionis contemptu... Vel lex humana talis est ut illius observatio bono communi tuendo sit necessaria, ita ut ex illius transgressione grave aliquod detrimentum in totam communitatem derivetur..., et tunc homines huic legi cum periculo vitae obedire tenentur, cum bonum privatum secundum rectam rationem bono communi postponi debeat². » Nunc expende mecum, religiose mercator, quid ex hac doctrina sequatur : lex ecclesiastica clericis ac religiosis negotiationem omnem prohibens, obligat sub mortali peccato, quia transgressoribus poenam excommunicationis inducit ; praeterea ex ejusdem legis transgressione redundat in Ecclesiam grave damnum aut scandalum, ergo etiam obligat cum periculo mortis. Quamobrem si ita occasio ferret, quod tamen de divina providentia sentire non licet, ut tibi vel negotiandum vel fame moriendum esset, satius foret fame mori quam negotiari, ne scilicet ex tua negotiatione grave scandalum et damnum enascetur.

Objectio secunda.

Desumitur ex autoritate Laymani, Filliucii, et aliorum qui putant licere clericis in necessitate constitutis negotiari. Quare religiosus mercator sic ratiocinatur : licet id facere quod graves authores putant licere ; atqui graves authores putant clericis in necessitate constitutis licere negotiari ; ergo nunc clericis negotiari licet. Sed haec elusio nititur fundamento plane inani.

Primo enim authores affirmant nullo in casu licere clericis per se negotiari ; cur ergo clerici et religiosi per se negotiantur ? Nec eo contenti mercaturam etiam pro aliis exercent, rerumque ad saeculares pertinentium procuracionem suspiciunt.

Secundo putant iidem authores negotiari clericis in necessitate licere, dummodo per alios negotientur et scandalum evitent ; quare ut clericorum mercaturam a peccato excusent, tres condiciones apponunt : 1° ut negotiatio illa clericorum per alios exercentur ; 2° in casu necessitatis ; 3° extra scandalum. Expende nunc, negotiator religiose, tres illas condiciones et vide an illae tuam negotiationem comitentur. De

(1). MIGNE, Pat. lat., t. XL, col. 385 (*De bono conjugali*, cap. xvi).

(2). ABELLY (Louis), *Medulla theologica ex sacris scripturis conciliorumque pontificumque decretis ac sanctorum patrum et doctorum placitis expressa...*, Paris, 1653, p. 398.

necessitate non disputo, quia nullam agnosco. De negotiatione per alios facta non quaero quia per te exerceri mercaturam turpissimam video. Restat scandalum quod a tua negotiatione abesse non potest sive ea per te sive per alium fiat. Nam tua mercatura non solum catholicorum et haereticorum sed ipsorum etiam gentilium animos vehementer offendit et multis occasionem detractationis ac spiritualis ruinae sic praebet ut non solum in ipsum mercatorem sed etiam in ordinem religiosum atque in Ecclesiam gravis infamia inde redundet.

Tertio quidquid olim dixerint doctores de clericis in necessitate constitutis circa negotiationem, fatendum jam est nulli clerico nedum religioso licere per se vel per alios negotiari, ex quo Romana Sedes in clericos ac religiosos hoc modo negotiantes acerrime fulminavit.

Objectio tertia.

Depromitur ex Jacobo Martino Lusitano¹ qui in opusculo manuscripto de justitia et jure docet triplicem esse negotiationem, quarum una sit commutatio rei pro alia re ad familiam ac vitam sustentandam, alia sit commutatio rei aliunde emptae sed propria industria elaboratae pro alia re ; tertia demum sit commutatio rei aliunde etiam emptae sed non mutatae pro alia re. Negotiatio primo et secundo modo² ab omnibus³ laudatur. Tertia vero cum fiat lucri gratia est interdicta sub mortali clericis in sacris et religiosis quamvis in sacris non sint constituti. Ex quo loco hanc ratiocinationem religiosi negotiatores mutantur juxta hunc authorem : laudabilis est ea negotiatio quae fit ad familiam et vitam sustentandam ; atqui negotiatio nostra fit ad familiam et vitam sustentandam ; ergo est laudabilis, atque hoc confirmari potest ex divo Thoma 2^a 2^{ae}, q. 77, a. 4, in cap. ubi negotiationem duplicem distinguens sic ait : « Ad negotiatores pertinet commutationibus rerum insistere. Est autem commutatio duplex, altera, naturalis et necessaria, qua fit commutatio rei ad rem propter necessitatem vitae, et hoc proprie pertinet ad oeconomos, altera denariorum ad denarios non propter res necessarias vitae sed propter lucrum, et hoc proprie ad negotiatores pertinet. Prima commutatio laudabilis est, quia deservit naturali necessitati ; secunda vituperatur quatenus ex se deservit cupiditati lucri, quamvis haec negotiatio fieri potest honesta et licita ; nempe si ordinetur ad sustentationem

(1). Peut-être le capucin Martin de Torrecilla, entré au noviciat de Salamanque en 1650, professeur de philosophie en 1661, puis de théologie en 1665. C'est à partir de ce moment qu'il commença à publier une œuvre très abondante où sont abordés les sujets les plus divers de morale et de droit canonique. (*Dictionnaire de théologie catholique*, t. X, col. 210-211).

(2). A : modo *manque*.

(3). B : ab hominibus

domus vel indigentium vel in publicam utilitatem ¹. » Ex quo loco divi Thomae hoc argumentum religiosi mercatores depromunt : illa negotiatio licita est, quae fit propter lucrum moderatum et illud ordinat ad sustentationem domus ; atqui ² negotiatio nostra fit [etc] ; ergo licita est. Sed facile erit istas elusiones evincere.

Primo enim quod attinet ad doctrinam Jacobi Martini, eam libenter amplector ; sed non inde hauriunt adversarii consolationem quam quaerunt. Negotiatio ergo primo modo sumpta, quae est commutatio rei pro alia re ad vitam et familiam sustentandam, ut cum quis pecunia aut alia re emit piscem aut frumentum ad vitae ac familiae sustentationem, est quidem laudabilis, et potest oeconomica commutatio appellari, sed non est negotiatio propria, de qua nunc disputamus. Quare sic propositio major illius syllogismi distingui potest. Laudabilis est omnis negotiatio quae fit ad familiam et vitam sustentandam, non negamus, sed quid inde conficiet pro sua defensione religiosus negotiator.

2° Quod spectat ad verba beati Thomae, fateor pro se licitam esse illam negotiationem quae fit propter aliquod lucrum moderatum, et illud ordinat ad finem honestum, verbi gratia ad sustentationem domus ; addo tamen eam negotiationem per accidens illicitam esse, si prohibitio superiorum accedat ; nam ut omnibus notum est, aliqua sunt prohibita quia mala et aliqua mala sunt quia prohibita ; itaque negotiatio proprie dicta non est illicita saecularibus, sed clericis : leges ecclesiasticae eam non saecularibus sed clericis sub gravi poena prohibent. Confirmatur autem haec responsio ex beati Thomae testimonio jam citato, ubi affert duplicem negotiationem alteram quidem impro-

(1). Le manuscrit s'éloigne assez sensiblement du texte de saint Thomas : « Ad negotiatores pertinet commutationibus rerum insistere... Duplex est rerum commutatio, una quidem quasi naturalis et necessaria, per quam scilicet fit commutatio rei ad rem vel rerum et denariorum propter necessitatem vitae. Et talis commutatio non proprie pertinet ad negotiatores sed magis ad oeconomicos vel politicos qui habent providere vel domui vel civitati de rebus necessariis ad vitam. Alia vero commutationis species est vel denariorum ad denarios, vel quarumcunque rerum ad denarios non propter res necessarias vitae sed propter lucrum quaerendum. Et haec quidem negotiatio proprie videtur ad negotiatores pertinere... Prima autem commutatio laudabilis est quia deservit naturali necessitati. Secunda autem juste vituperatur quia quantum est de se deservit cupiditati lucri quae terminum nescit sed in infinitum tendit. Et ideo negotiatio secundum se considerata quandam turpitudinem habet in quantum non importat de sui ratione finem honestum vel necessarium. Lucrum tamen quod est negotiationis finis, etsi in sui ratione non importet aliquid honestum vel necessarium, nihil tamen importat in sui ratione vitiosum vel virtuti contrarium. Unde nihil prohibet lucrum ordinari ad aliquem finem necessarium vel etiam honestum, et sic negotiatio licita reddetur. Sicut cum aliquis lucrum moderatum quod negotiando quaerit, ordinat ad domus suae sustentationem vel etiam ad subveniendum indigentibus, vel etiam cum aliquis negotiationi intendit propter publicam utilitatem... ». (*Sancti Thomae Aquinatis... Summa theologica*, Paris, 1662, Secunda secundae, quaest. lxxvii, art. iv, conclusio, p. 143).

(2). B : atqui... et manque.

priam sive naturalem, alteram autem propriam sive lucrativam ; quod attinet ad primam, non dicit beatus Thomas eam esse prohibitam clericis, sed loquitur de secunda, quae fit lucri causa quamvis lucrum illud sit moderatum et ordinetur ad domus vitaeque sustentationem. Clericis, inquit, est prohibita negotiatio, non quod sit mala, sed quia habet speciem mali, tum propter lucrum terrenum, tum etiam quia a spiritualibus retrahit ¹.

Objectio quarta.

Proponitur ab iis qui arbitrantur missiones in his orientalibus provinciis stare et conservari non posse, nisi religiosorum negotiationibus innituntur. Si enim mercatura desit religiosis, et illis necessaria deerunt ad conciliandam amicitiam principum, sine quorum benevolentia nullus ex missione fructus sperari potest. Non est autem credibile ecclesiasticos canones obligare cum gravi missionum animarum jactura. Sed haec conclusio plus habet fumi quam roboris.

Primo enim resecetur superflua tum famulorum tum religiosorum turba, ut quod in varios usus expenditur, in conservationem missionum utiliter conferatur. Deinde obediat Evangelio monenti regnum Dei primo esse quaerendum, ut caetera adjiciantur ¹ ; nam unde tot naufragia et tot honorum jacturae in his orientalibus provinciis extiterunt nisi ex Evangelii quotidiano contemptu ? Nempe religiosi primo temporalia quaesierunt ut deinde regnum caelorum animarumque salutem inquirerent, et qui divinae legis debuerant esse praedicatores, facti sunt, stupentibus angelis, mercatores.

2° Quamvis poneremus a negotiatoribus religiosis posse universum orbem ad viam salutis traduci, num ideo religiosus volet esse mercator et in aeternum perire, ut alios faciat salvos ? Haec certe magna caecitas, non charitas est, neque enim facienda sunt mala, ut inde veniant bona. Quamquam, negotiatio religiosi mercatoris non tam instrumentum est ad missiones conservandas quam impedimentum, scilicet illis scandalis quae ex apostolo mercatore nascuntur non aedificantur proximus, sed confunditur et a studio pietatis abalienatur ; nec utiliter Evangelium praedicatur ab eo qui mercaturam praeponit Evan-

(1). « Clerici non solum debent abstinere ab his, quae sunt secundum se mala, sed etiam ab his, quae habent speciem mali ; quod quidem in negotiatione contingit : tum propter hoc quod est ordinata ad lucrum terrenum, cujus Clerici debent esse contemptores : tum etiam propter frequentia negotiatorum vitia : quia *difficiliter exiit negotiator a peccatis labiorum*, ut dicitur Eccles. 26. Est et alia causa, quia negotiatio nimis implicat animum saecularibus curis, et per consequens a spiritualibus retrahit ; unde et Apost. dicit 2 ad Timoth. 2. : *Nemo militans Deo implicat se negotiis saecularibus* : licet tamen Clericis uti prima commutationis specie, quae ordinatur ad necessitatem vitae emendo, vel vendendo ». (Sancti Thomae Aquinatis, loc. cit., ad tertium).

(2). Luc, XII, 31.

gelio. Quo enim pacto avaris paupertatem opumque contemptum suadebit qui divitiis inhiabit? Interiturae sunt, inquires, animae tot ethnicorum, nisi religiosi mercatores opitulentur. Ut tibi concedam quod petis, ostende prius mercaturam apostoli religiosi esse medium aut a Deo aut ab Ecclesia constitutum ad animarum salutem procurandam.

Ego certe nec in scripturis nec in conciliis nec in ipsa traditione hactenus vidi apostolos hac via gentes traduxisse ad fidem. Paulus quidem Apostolus ad gentium conversionem hoc medium non elegit, qui ne ministerium suum evacuaret, laborabat manibus suis, neque hoc medium sanctus Franciscus Xaverius ad Indias Christo lucrandas adhibendum putavit qui fame mori certe maluisset quam vel levissima mercatoris suspicione laborare: neque demum sanctus Ignatius dum in regulis missionum enumerat quam plurima media ad animarum salutem adjuvandam tum corporalia tum spiritualia, facit ullius mercaturae mentionem; quod si nec oracula divina nec sanctorum hominum exempla sinunt me fieri mercatorem, ut animas Christo lucrer, alia mihi media sunt quaerenda quibus infidelium terras ad fidem alliciam.

Paragraphus secundus

Rejiciuntur ea quae speciatim circa Urbani bullam opponuntur.

Circa bullam objiciuntur hic aliqua tum ab iis qui eam non admittunt, tum ab eis qui illam admittunt, sed omnibus aequis rerum aestimatoribus satisfacere facillimum erit.

Objectio prima.

Affertur ab iis qui bullam Urbani putant nec publicatam nec receptam fuisse, atque adeo¹ ad eam servandam se minime teneri. Confirmatur quia nemo tenetur ad incognitum. Sed multis religiosis mercatoribus haec bulla incognita est, ergo ad eam illi mercatores non tenentur, quia vel legem illam ignorant, vel tantum de illa dubitant. Sed haec objectio quae tribus partibus constat facile confutatur.

Primo enim quod attinet ad bullae promulgationem, respondeo cum Escobar, tract. 1, examen 1, cap. 12, § 105, statuta papalia sufficere promulgari Romae². Ad promulgationem, inquit ibidem idem author, cap. 3, legis pontificiae, « sufficit eam in Curia Romana fieri ut ubique legis servandae obligatio inducatur. Usus enim obtinuit ut

(1). B : ideo

(2). ESCOBAR, *op. cit.*, p. 70.

leges pontificiae solum in Romana Curia promulgentur¹. » Denique idem author, cap. 12 jam citato, quaerens num leges pontificiae ut obligent per totum orbem debeant per totum orbem promulgari, respondet leges irritantes contractus non obligare, sed alias novas constitutiones asserit obligare mox post promulgationem Romae. Quare Pius IV² in sua bulla obligat totum orbem ad observantiam Tridentini post promulgationem Romae³. Dominus autem Ludovicus Abellis, sectio III, de legibus, quaerens quando nam lex obligare incipiat sic respondet : « Si quaestio est de obligatione generali quam secum lex humana semper invehit eo ipso quod lex est..., dicendum est legem obligare incipere cum sufficienter et debite promulgata est ; tunc autem sufficienter ac debite promulgata censetur..., cum in ipsius principis curia promulgata est... Si vero quaestio sit de obligatione cujusquam particularis ad legem servandam, dicendum est ad hoc requiri ut lex ad illius notitiam venerit aut venire potuerit ; alioquin quamdiu talem legem latam esse invincibiliter ignoraverit, ad illam servandam minime tenebitur, neque eam transgrediendo peccabit⁴. » Jam vero certum est bullam Urbani fuisse Romae et alibi promulgatam, quid ergo illi deesse possit ad legitimam veramque promulgationem ?

2° Quod spectat ad bullae acceptationem negant permulti legem a populi acceptatione pendere, sed vim et robur suum accipere a legitima legislatoris autoritate, quamvis fatendum sit in omnium sententia peccare subditos legem principis justam acceptare nolentes : sed audiamus Escobar, tract. I, exam. I, cap. 3, § 2. « Lex, inquit, dicitur esse acceptata quando major communitatis pars, quod lex praecipit, praestat, aut eam approbat verbo, vel scripto, vel saltem non improbat ; potest tamen legitimus superior legem in commune bonum ferre quae obliget rebelles subditos independenter ab eorum acceptatione ; alioquin major esset potestas aegritudinis popularis quam medici principis⁵. »

Nunc ad Urbani bullam veniamus. Haec edita fuit anno 1633 et in Hispaniae regnis recepta, quo tempore Lusitania Castillanis parebat. Quid ergo obstat quominus in Lusitaniae regno haec eadem bulla recepta sit ? Aut si haec bulla in Lusitaniae regnis nondum recepta fuit, cur eam in suis *singularibus* citat Quintanadvena Lusitanus⁶, ut probet quamcumque mercaturam sub mortali peccato prohibitam esse religiosis ?

(1). ESCOBAR, *op. cit.*, p. 46.

(2). A et B : Pius V

(3). ESCOBAR, *op. cit.*, p. 64, § 89. Voir le texte de la bulle *Benedictus Dominus*, du 26 janvier 1564, dans MANSI, *Sacrorum conciliorum... nova et amplissima collectio*, t. XXXIII, col. 215-219.

(4). ABELLY, *op. cit.*, p. 394.

(5). ESCOBAR, *op. cit.*, p. 47.

(6). Cf. *supra*, p. X, n. 1.

3° Demum quod pertinet ad ignorantiam bullae, vereor ne in religiosum mercatorem cadet haec Scripturae sententia : *Noluit intelligere ut bene ageret* ¹. Quae quidem ignorantia est affectata et juxta theologorum sententiam a peccato excusare non potest. Navarrus ² certe, cap. 23, § 45 : « Ignorantia, inquit, affectata sive optata est qua quis ignorat quod scire tenetur, quia non vult scire, quo liberius absque suae conscientiae contradictione vel alia de causa injusta peccet..., quae adeo non excusat aut minuit peccatum, ut etiam augeat ob circumstantiam mali desiderii ³. » Laymannus autem lib. 1, tract. 2, cap. iv, § v : « Affectata, inquit, ignorantia est, cum quis data opera vult ignorare, et non inquirere veritatem, sive ob discendi taedium ac pigritiam, sive ut legis obligatione ignorata, vel excusationem aliquam mereatur vel liberius peccare possit ⁴. » Ex his ergo locis conficitur eos a peccato excusari non posse qui nesciunt quae scire tenentur et ignorant bullam quia eam ignorare volunt. Evadere non possunt religiosi mercatores si dixerint se bullam ignorasse vel de ea dubitasse, nam cum haec bulla sit edita ab hinc triginta annis, astringit eos post tempus infra quod minime ignorare debuissent. Si autem de bulla dubitarunt, certe pendente ac dubia conscientia negotiari minime potuerunt, cum adhibere diligentiam ad veritatem inquirendam obligarentur ; ut enim docet Escobar, examen III, caput iv : « Qui operatur cum dubio, an hic et nunc opus sit licitum, nec ne, delinquit, peccato scilicet ejusdem rationis et speciei cujus est res, de qua dubitat, quia qui anceps operatur, se periculo delinquendi exponit ⁵. »

Objectio secunda.

Ab iis proponi potest qui putant ab Urbano pontifice vel successoribus ejus concessam provinciae Japponensi facultatem fuisse negotiandi in bonum missionum, nec per bullam Urbani derogatum fuisse privilegiis quibus olim Societas Jesu ad mercaturam exercendam gaudebat, sed haec elusio paucis a me verbis everti potest.

Primo enim nullum extat privilegium aut dispensatio circa bullam cum praepositus generalis Societatis nuper praecepto obedientiae negotiationem religiosis omnibus interdixit. Adde quod Summi Pontifices de Societatis mercatoribus saepe conquesti sunt, neque eo adduci potuerunt ut Societatis ejusdem

(1). Ps., XXXV, 4.

(2). Martin de Azpilcueta, célèbre juriconsulte, dit *doctor Navarrus*. Né le 13 décembre 1492, à Barasoain (Navarre) ; professeur de jurisprudence à Cahors, à Toulouse, à Salamanque, à Coimbre ; il vint à Rome en 1567 et y mourut le 21 juin 1586. (*Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, t. V, col. 1371).

(3). Martini Azpilcuetae, *doctoris Navarri... operum tomus III...*, Lyon, 1589. *Enchiridion, sive manuale confessoriorum et poenitentium...*, p. 246-247.

(4). LAYMANN, *op. cit.*, p. 20.

(5). ESCOBAR, *op. cit.*, p. 31.

privilegia confirmarent : dicebatur quidam pontifex (sed quis ille sit nescio) in favorem Tunquinicae missionis ita dispensasse ut Societati liceret eo loci mittere onerariam navem. Sed quidquid sit de illo privilegio, constat jam pridem nullum Societatis navigium eo navigasse ; quo ergo jure ac titulo licuit in alias regiones navigia mittere et turpissimam mercaturam plurimis in locis exercere.

2° Quod dicitur de derogatione non comprehensa in bulla, tam abhorret a vero, ut mirum videatur id objici posse ab iis qui bullam hanc legerint. Conjice oculos in finem pontificiae constitutionis, et clare comperies per Urbanum papam privilegiis omnibus atque indulgentiis contrariis penitus derogari.

Objectio tertia.

Solet ab iis afferri qui ut inobedientiae scelerisque suspensionem a se depellant, fatentur quidem id quod negare non possunt se negotiationi vacare, sed aiunt id sibi licere per suos superiores, a quibus facultatem acceperint negociandi, non suo sed totius religionis nomine aut alicujus amici causa. Praesumere autem debent suos superiores, in hac re nihil efficere quod non sit consentaneum rationi et instituto Societatis. Sed haec elusio nihil aliud prae se fert praeter umbram defensionis.

Primo enim quis credat superiores Societatis in materia praesertim tam gravi peccare velle contra pontificis bullam qua superioribus omnibus districte praecipitur sub poena excommunicationis, privationis vocis activae et passivae et inhabilitatis ad omnia officia et dignitates, ut curent observari supradictam constitutionem et contra delinquentes ad praedictas poenas procedant ?

2° Superiores non tantum facultates ejusmodi non concedunt, sed etiam omnem mercaturam religionis omnibus in virtute obedientiae saepe prohibuerunt ; quomodo ergo negociandi facultatem religiosi mercatores a superioribus se consequutos esse gloriabuntur ?

3° Praeterea praelatus subdito conferre non potest majorem facultatem quam ipse habet. Ipse autem non habet negociandi facultatem quia pontificis auctoritati ac praecepto obedire tenetur. Ergo eam facultatem subdito conferre non potest et si eam conferret, ejusmodi facultas illicita paenitus et invalida esset quare *Constitutionum* parte 9^a, cap 3, § 9, sic declaratur : « Generalis in missionibus omnem habebit potestatem, eis tamen nulla ratione repugnando quae a Sede Apostolica proficiscuntur ¹. »

4° Si certum est nullum superiorem Societatis concedere posse

(1). *Constitutiones...*, p. 310.

facultatem negotiandi, ut revera certum est, quomodo si superior eam facultatem daret praesumi posset illum juxta rationem ac leges Societatis operari ? Sane quamvis superior alicui religioso praeciperet ut mercaturam exerceret, nulla nunc illi obedientia deberetur. Nam, ut docet sanctus Ignatius, obedire non licet superiori rem aliquam praecipienti in qua manifestum peccatum reperiatur.

Objectio quarta.

Proponitur ab iis qui putant sibi licere, bullam interpretari ; quare ut obedientiae quam Romano pontifici debent jugum exequant, varias interpretationes adducunt¹, et dicunt bullam in eos tantum religiosos fulminare qui palam et cum scandalo negotiantur, se vero omne vitare scandalum quod clam per famulos suos aut amicos et noctu mercaturam suam exercent. Sed haec et similes elusiones non tam verbis quam verberibus confutandae sunt.

Primo enim *nihil est opertum*² quod non³ reveletur, et quod illi negotiatores latere putant in tenebris, in ore omnium cum maxima derisione contemptuque versatur.

2° Si leges pro arbitrio suo interpretari licuerit, laboris sui fructum perdidit legislator, et omnia tum humana tum divina praecepta sine peccato violabuntur, cum facillimum sit illudere legibus easque ad suam voluntatem aliqua interpretatione benigna accomodare.

3° Demum non licet cuilibet pontificiam bullam interpretari. Sic enim ait : « Quod si forte aliquae controversiae inter religiosos dicatarum religionum (quod Deus avertat) oriantur, episcopi locorum praedictorum pro tempore existentes tanquam Sedis Apostolicae delegati illas decident ac⁴ determinent. Si vero graviora quaedam negotia occurrerint, ea ad nos et Romanos pontifices successores nostros quanto citius ab eisdem episcopis referantur, ut quod in illis statui ac decerni debeat matura consultatione adhibita, provideri possit⁵. »

Conclusio.

Ex iis omnibus quae hactenus dicta sunt manifeste conficitur⁶ nullum Societatis Jesu religiosum posse vel per se vel per alios, vel suo vel religionis nomine, quovis colore aut praetextu, negotiari aut se negotiis saecularibus immiscere, eumque a gravissimo crimine excusari non posse, qui ministerium illud indecorum exercuerit. Scan-

(1). *B* : excodunt

(2). *B* : tam opertum

(3). *Matt.*, x, 26.

(4). *Codices juris canonici fontes...*, t. I, p. 401 : et terminent.

(5). *Supra*, p. 12, n. 6.

(6). *B* : conjicitur

dali certe id plenissimum est tot cernere sacerdotes ac religiosos in missione tam parum de gloria divina sollicitos, temporalibus autem nugis ac lucris saecularibus usque adeo addictos¹, ut de eorum quolibet non sine lacrimis id dici possit, quod olim divus Bernardus ad Henricum Senonensem archiepiscopum terrenis moribus inquinatum scripsit : « Tu sacerdos Dei, cui ex his placere gestis ? mundo an Deo ? si mundo cur sacerdos ? si Deo, cur qualis populus, talis et sacerdos² ? » Cuinam³ nunc ex vobis jamlibet religiosi mercatores ? quem tandem fructum hactenus ex negotiatione cepistis ? Et Christo quot animas mercatura vestra peperit ? De interfectoribus Christi disputans quondam Augustinus : « Temporalia, inquit, perdere timuerunt et vitam aeternam non cogitaverunt, ac sic utrumque amiserunt⁴. » Verendum sane est ne quid simile de multis qui in vinea Domini negotiantur dici possit, temporalia bona perdere timuerunt et animarum salutem non cogitaverunt, ac sic utrumque amiserunt. Jam Deus *tetendit arcum suum quasi inimicus*⁵ et in poenam avaritiae vestrae patitur tot animas ac missiones interire, sed dumlicet consilia meliora suscipite, et nolite veritatem Dei in justitia detinere, neque enim vos Christus in mercaturam sed in Evangelium segregavit. Demum vos tales in posterum exhibite ut quod decet Evangelicos mercatores felicissime coelo plaudente faciat.

(1). B : additos.

(2). Cf. MIGNE, Pat. lat., t. CLXXXII, col. 814 (*Tractatus de moribus et officio episcoporum*, cap. II, § 5).

(3). B : quinam

(4). MIGNE, Pat. lat., t. XXXV, col. 1757 (*In Joannis Evangelium Sancti Augustini tractatus XLIX*, cap. 26).

(5). *Thren.*, II, 4.

LETTRE PASTORALE
de Monseigneur LAMBERT DE LA MOTTE

Evêque de Beryte,
Vicaire apostolique.

Siam, 15 octobre 1667.

[Le volume 876 des archives des Missions-Étrangères possède pp. 483-485 un texte de ce document qui semble autographe, mais est assez effacé. C'est celui que nous avons transcrit. On y trouve encore pp. 475-477, pp. 479-482, pp. 467 sq. trois copies que nous avons utilisées quand le texte de base est illisible.]

Petrus Lambert Dei et Sanctae Sedis Apostolicae gratia episcopus Berithensis ac vicarius apostolicus Cochinchinae, Laos, Tunquini, insulae Hainam aliarumque insularum necnon imperii Sini, Tartariae, etc., juxta breve Sanctissimi Domini nostri Alexandri septimi datum Romae 9 die septembris anno 1659, universis Christi fidelibus praesentes litteras inspecturis salutem in Domino¹.

Quando quidem episcopus vicarius apostolicus id unum debet prae reliquis intendere ut convertendis populis in honorem Dei uti communis victima sese devoveat et ea quae obici sunt pro viribus amoveat ex quo tantum onus quo majus homini usquam committi non potest quantumvis indignis commissum est nobis, hoc unum in animo fuit ut injunctum adimpleremus officium. Eo igitur consilio, ubi primum facultates nostras a prima sede accepimus, iter ingressi sumus et post peragratas Turcarum, Persarum ac Indorum vastissimas regiones in hocce regnum Siam tandem aliquando venimus² primam arrepturi occasionem qua in loca jurisdictionis nostrae credita transiremus. Igitur anno salutis 1663 navem quae in Sinas vela faciebat conscendimus, sed adversa tempestate occupati ac multoties in apertum naufragii discrimen adducti, eundem hunc portum ex quo solve-

(1). Le bref *Super Cathedram* du 9 septembre 1659 avait nommé Lambert de la Motte exactement vicaire apostolique de la Cochinchine, administrateur des provinces de Tchékiang, Fokien, Kouangtong, Kiangsi et de l'île de Hainan en Chine. C'est à Pallu que le Tonkin et le Laos avaient été dévolus avec l'administration de cinq autres provinces de Chine, le même jour, par un bref semblable (Juris pontificii de Propaganda Fide pars prima..., Rome, 1888, p. 313). Enfin, le 20 septembre 1660, le reste de la Chine avait été dévolu avec la Tartarie et la Corée à un troisième évêque, Cotelendi, par un autre bref *Super Cathedram* également (Jur. Pont. Prop. Fide, I, p. 322). La mort de Cotelendi, dans les Indes, en 1662, laissait la charge de son territoire aux deux survivants, si bien que, Pallu ayant confié sa part de pouvoirs à Lambert de la Motte avant de repartir pour l'Europe, ce dernier se trouva seul à la tête de la Chine, de l'Indochine, de la Corée et de la Tartarie.

(2). Lambert de la Motte avait fait le voyage par terre, comme le lui avait fortement conseillé la Propagande pour échapper aux Portugais. Voir les instructions de 1659, *In ipso itinere*, ds CHAPPOULIE, *op. cit.*, p. 394.

ramus retropetere quamvis obluctantes coacti sumus¹. Latebat tunc temporis divinae erga nos miserationis consilium, quod brevi tamen postea nobis innotuit. Novimus enim ex communi omnium sententia² nos in illiusmodi hominum manus fuisse venturos qui non modo ab ingressu missionum prohibuissent, verum et copiam alio pedem effe-
rendi nobis eripuissent, sicque totus longissimi itineris fructus abiisset in nihilum.

Insuper ex adversa navigatione feliciter contigit ut ad plenum resciverimus quanta sit missionariorum in hisce orientalibus par-

(1). C'est à Canton que Lambert de la Motte voulut se rendre en profitant « du dernier vaisseau qui devait faire voile à ce port ». Il partit le 12 juillet, pour être de retour à Siam le 15 septembre, le bateau sur lequel il était monté ayant fait naufrage sur les côtes d'Indochine à la hauteur du 11^e degré de latitude. (BOURGES, *Relation du voyage de l'évêque de Béryste*, p. 142 sq.). — Jacques Le Faure, alors vice-provincial des jésuites de Chine, s'apprêtait à le recevoir. Dans sa *Réponse* il rappelle à Jacques de Machault la joie qu'il en montrait dans ses lettres de cette époque : « In his legere erit quanto honori duxissem quod ad me litteras dedisset illustrissimus episcopus Beritensis adventus sui in regnum Siam, et ardoris illius quo Sinas ingredi ferebatur testes sane locupletissimas ; his addebam summa nostros affectos laetitia de tam generoso ardore ; eorumque nomine, cum essem tunc vice-provincialis, curam suscepisse me illius consilii, quantum per vires liceret, ad exitum perducendi ; quod quam vere dictum a me foret ostenderunt litterae patentes ea de causa auctoritate P. Adami tum temporis supremi in regio mathematicarum disciplinarum tribunali praesidios confectae, et statim Pechino Cantonem usque 600 ab hac urbe leucis distantem provinciam ad illustrissimum episcopum missae, quibus significabatur omnibus has litteras inspecturis tanti viri operam magno Imperatori Sinarum summa necessariam esse, ideoque serio caverent omnes vel tantillum eius in regiam adventum retardare. Jusseram praeterea eidem clari unum e nostris fratribus Sinensibus qui loco esset interpretis in itinere, qui deduceret eum in Urbem, quae videretur ipsi commodior ad linguam et mores Sinicos addiscendos, et ad faciliorem utriusque notitiam praesto illi affuturum, P. Adrianum Greslon natione Gallum in his apprime versatum, interim, dum ego ipse illum convenire possem... »

(2). Une des accusations le plus souvent lancées contre la Compagnie, par exemple dans la *Morale pratique des Jésuites*, vol. VII, 3^e partie (*Œuvres d'Arnauld*, t. XXXIV, p. 562 sq.) et de nombreux autres endroits, était que les pères ne voulaient point accepter de concurrents qui pussent renseigner le Saint-Siège sur leurs agissements. La répartition des territoires nouveaux entre les divers instituts qui rivalisaient d'y établir leurs missionnaires fut sans doute le plus important obstacle que rencontra l'organisation des missions modernes. Il est certain que le travail apostolique n'était pas facilité par la présence dans la même région de missionnaires d'instituts différents obéissant à plusieurs supérieurs, ne pratiquant pas les mêmes méthodes, chacun introduisant chez soi les usages de son institut. — C'était là, semble-t-il, la pensée d'Ingoli en 1625, à lire le premier remède proposé par son premier mémoire aux cardinaux de la Propagande : « Il primo è ordinare che per l'avvenire ove sono Giesuiti non entrino li Regolari, ne per lo contrario ove è una sorte de Regolari non entri l'altra, massime se li maestri che quelle seguono sono circa le scienze di contrarii pareri e molto meno v'entrino li padri della compagnia. E per proveder al presente si potrebbe ordinare che ove si potesse si facesse la divisione delli paesi e provincie ô diocesi fra li Regolari e li padri della compagnia o per via di commutationi di parochie o in altro modo che paresse più praticabile. » (CHAPPOULIE, *op. cit.*, p. 381). En sens contraire, G. DE VAUMAS, *L'Œuvre missionnaire de la France (d'Henri IV à la fondation du séminaire des Missions Étrangères)*, Lyon, 1912, p. 144, note 9, cite un décret de la Propagande en date du 24 janvier 1633, qui prend comme principe de favoriser l'existence aux mêmes lieux de missionnaires de plusieurs congrégations : « Magis expedit ut in una provincia vel etiam loco duae saltem religionis existant quam una ut si reli-

tibus corruptela, maxime vero Jesuitarum qui uni fere in missionum nostrarum locis existunt, ea porro tanta est ut fidem superet. Causam vero perquirentibus nobis ut cavere nobis ipsis possemus, non diu fuit laborandum quoniam palam observatur in expleta divitiarum fame qua torquentur. *Radix omnium malorum est cupiditas*¹, ut ergo illi tam dirae libidini, quae religiosorum ordinum est noverca, pro voto faciant satis, mercaturis faciendis operam dederunt suam, fere in omnibus celeberrimis emporiis suas habent ipsi onerarias naves, vel societates cum aliis ineunt mercatoribus, nec desunt omnis generis mercium quarum curam suis addicunt religiosis receptacula, verbo dicam ipsi quasi sunt publici institores quorumlibet qui ex pecunia quaestum aucupantur, uti fieri solet apud Batavos ; immo vero fuerunt religiosi qui res mercatorum praedivitem in missionum locis de superioris mandato agere non dubitaverint ; speciosam huic consilio causam obtexuerunt ex conversione gentium, nomine enim religionis facilem habebant in omnia regna aditum, ex eo varias et nonciscabantur correspondentias.

Hinc miraculo non debent esse amplius aedes illae magnificae opesque fere in immensum collectae³, sed neque miraculo cuiquam videri debet imposterum quod res Christiana tam exiguos fructus tulerit. Quin imo ea tam vilis est in omnibus his regionibus propter horumce religiosorum scandala gravissima ut merito dubitari possit num multo satius foret Ecclesiae ut hujus religionis viri amplius in hisce partibus non essent² ; homines quippe infideles cum intuentur agendi rationem istiusmodi religiosorum, adduci non possunt aliud praeter divitias ab Evangelii praedicatoribus vel saltem pari studio quaeri. Inde fit ut idolorum antistites ex missionariis triumphum agant quos humili paupertate rerumque temporalium contemptu longe profecto vincunt, rati hominem qui sese superiorum obsequio mancipaverit debere ab omni mercatura negotiisque saecularibus prorsus esse alienum. Haec est gentilium sacerdotum de missionariis mercatoribus et ad exteriora omnino effusis opinio. Jam vero si quis

giosi unius devient in materia morum et doctrinae, religiosi alterius possint S. Congregationem certiorum facere. » Sur les dispositions prises successivement par Rome au sujet de l'accès au Japon des missionnaires d'ordres religieux autres que les jésuites, voir CHAPPOULIE, *op. cit.*, chap. III.

(1). I *Tim.*, vi, 10.

(2). Le texte ici a été contesté. La copie que connaissait Jacques Le Faure portait cette variante : « ut merito dubitari possit num multo satius foret Ecclesiae quod numquam huc permeassent. » *Infra*, p. 40, n. 2. C'est du texte connu par J. Le Faure qu'Oliva se servira devant les cardinaux en 1678, dans son *Discorso apologetico* fatto dal P. Generale Oliva nella congregazione deputata de Propaganda (Rome, Bibliothèque Victor-Emmanuel, Fondo Gesuitico ms. 1252-20). En lui répondant (Risposta ad una Scrittura del P. Generale S. J., che comprende due discorsi che fece contre i Vicari Apostolici della China in due congressi dei Cardinali di Propaganda. Rome, Bibliothèque Victor-Emmanuel, Fondo Gesuitico, n. 1496), Pallu fera remarquer que le texte incriminé par Oliva n'était pas celui de l'original : il en était sûr, car il le possédait à Paris. Ce qui tend à confirmer notre opinion que le manuscrit du vol. 876 que nous suivons est bien autographe.

sacra religionis catholicae misteria ipsos edocere voluerit, contra obijciunt religiosorum hominum vivendi institutum, inopiam suam cum illorum divitiis, opum contemptum cum illorum cupiditate, suam denique quam colunt solitudinem conferunt cum curis illorum impeditis ; quid ad haec nisi quod divus Augustinus de sacerdotibus Aetiopum dicit : « O grandis Christianorum miseria ! Ecce pagani doctores fidelium facti sunt. »

Facile quis crediderit horumce omnium famam ad Urbanum octavum felicis recordationis pontificem maximum perlatam ipsum impulisse ut omni negotiatione omnibus omnino missionariis, nominatim religiosis Societatis Jesu, interdiceret, idque sub poenis quas unquam potuit gravissimis, scilicet sub excommunicationis latae sententiae poena ipso facto incurrenda ac privatione vocis activae et passivae, officiorum ac graduum et dignitatum quarumcumque, etiam inhabilitatis ad ea¹. Interea vero prorsus jacet illud decretum, neque desunt qui licitam negotiationem asserant, dicantque non bene Romanam Curiam rerum statum cognovisse. Sic videre est ipsum papam non satis habiturum fuisse virium aut autoritatis ad comprimendam consuetudinem pessimam, nisi ad illius partes praepotens Deus ipse accessisset.

Omnium quippe oculis patet quod ex eo tempore quo Jesuitae Sanctae Sdi morem gerere recusarunt, quoad praesens negotium videlicet aliaque item complurima, uti cum per ipsos stetit ne missionarii eo accederent quo missi fuerant ad praedicandum Evangelium vel etiam cum praecepta Ecclesiae populo denunciare juxta Summorum Pontificum mandata neglexerunt², tota res Christiana

(1). Citation du bref *Ex debito pastoralis officii*, 22 février 1633, d'Urban VIII. Supra, p. 14-15.

(2). Lambert de la Motte incriminait ici l'attitude des jésuites dans ce qui va, en s'amplifiant, devenir la querelle des rites. En 1651, les jésuites avaient envoyé à Rome un des leurs, Martin Martini, pour donner au Saint-Office des apaisements sur les pratiques des missionnaires de la Compagnie en Chine dont le dominicain J.-B. Morales avait obtenu la condamnation en 1645. Martini revint avec une réponse affirmative aux quatre questions qu'il avait posées. (S. C. S. Off., 23 mars 1656, ds *Codicis juris canonici fontes*, vol. IV, Rome, 1926, p. 8 sq.). La lettre pastorale ne vise que la première, ainsi rédigée : « Utrum missionarii novis christianis, quamprimum baptizantur, debeant intimare ius positivum tamquam obligatorium sub peccato mortali, quantum ad ieiunia, festa servare, et confiteri semel in anno, ac communicare ». Suivaient les raisons d'en douter, tirées de l'impossibilité dans laquelle se trouvaient les chrétiens chinois d'observer sur ces points les commandements de l'Eglise. Le Saint-Office concluait : « Ius positivum ecclesiasticum quoad ieiunia, observationem festorum, sacramentalem confessionem et communionem semel in anno esse a missionariis sinensibus christianis notificandum ut obligatorium sub peccato mortali ; posse tamen simul explicare causas, propter quas excusantur fideles ab observatione praeceptorum. Si Sanctissimo placuerit, posse concedi missionariis facultatem dispensandi in casibus particularibus tantum, eorum arbitrio ».

Les jésuites connurent à ce sujet des difficultés que Jacques Le Faure apporte dans sa *Réponse* comme preuve de l'empressement avec lequel les missionnaires de la Compagnie obéissent au Saint-Siège à tout prix : «... Quod decretum cum ad nos retulisset post duos annos idem P. Martinus adeo

misere deperit, omnium fere locorum in quibus feliciter apud Indos, Japonos ac Sinas crescebat coelestis vindictae consilio jacturam passa, uti quando ex Japonia, China, Tunquino, Cochinchinna, Macassaria ejecti sunt foras, omnia quae penes Lusitanos erant praesidia in insula Ceilan, ora piscaria, regnum Jafanapatam, urbes Mascati, Negapatam atque civitates episcopales Malaca, Meliapura, Cochinum, Granganor expugnata sunt, quorum alia, impraesentiarum Mahomenatorum sunt, alia haereticorum alia gentilium ¹.

religiose illud executioni mandavimus, ut totidem promptae voluntatis nostrae erga Sanctum illud Tribunal testes habeamus, quot sunt in illo sinico imperio vel neophyti vel evangelii praecones, quibus et de verbo in pulpitis et de scripto in omnibus locis tam studiose indiximus praeceptum illud, ut etiam ad vicina regna perlatum fuerit. Non est ergo cur hic insimulemur falsi, cum tam in aperta luce veritas illa facile conspici queat. Addam tamen ad singulare nostri erga Summum Pontificem sacramque de propaganda fide congregationem obsequii testimonium quod si liceret inferiori de praestita superioribus suis accuratius quam par esset obedientia dolere, id a nobis posset jure merito fieri, cum caeca nostra in hisce rebus exequendis obedientia persecutionum omnium quas etiam nunc patimur unica sit aut praecipua saltem causa, ut intelligere pronum erit ex postremis relationibus in Europam missis. Quod, ut clarius etiam appareat, ad hoc velim attendant: cum inter alia plurimum improbarent sanctae legis nostrae adversarii, conventus a christianis fieri solitos dominicis ac festis diebus ad audiendam juxta Ecclesiae praecepta rem divinam, quantum molestiarum exorbendum fuit, ut et huc praecepto satis fieret et eo tempore multitudinis concursus quo ostendebantur ethnici vitari posset, quam id inquam difficile, cum pluribus in locis unicum penuria sacerdotum celebratur sacrum. Quid quod regni comitia anno superiore ad religionem nostram accuratius examinandam indicta, cum facile coeteras illius caeremonias comprobassent, adduci numquam potuerunt, ut hosce conventus approbarent, quod ipse imperator ore proprio ibi plurimum disciplicere jam alias testatus fuerat. Antequam autem praeceptum illud de audiendo ab omnibus sacro dominicis ac festis diebus quasi stricte obligans ferretur, moris erat neophytis, cum vel per occupationes, vel per morbum non liceret his diebus sacris interesse mysticis, moris inquam illis erat certos hebdomada dies haec pietatis officia inter se dividere, quo et facilius et sine suo periculo id praestarent. Hinc fiebat, ut cum minor esset fidelium concursus, ita minus ethnicorum oculos feriret. Sed ex quo iussus illis declarare praeceptum illud audiendi sacri certis ac determinatis diebus graviter obligare, fieri non potuit ut crescente numero fidelium ad conventus undique concurrentium, non etiam creverit hostium invidia, qui occasionem inde sumpserunt religionis nostrae apud principes calumniandae, quasi illorum edicta parvi penderet. »

(1). C'est le Japon qui le premier s'était inexorablement fermé aux Portugais ; une ambassade envoyée par Macao en 1641 pour demander à reprendre des relations commerciales fut massacrée presque au complet. La Chine n'avait jamais admis les étrangers ; au moment où Lambert de la Motte écrivait, la population de Macao implorait des mandarins de Canton de n'être pas expulsée et ne faisait plus aucun commerce (CHAPPOULIE, *op. cit.*, p. 212). Le Tonkin avait banni les trois derniers missionnaires de Macao en 1663 ; et la Cochinchine, en 1665 ; Lambert de la Motte avait pu les voir se retrouver à Siam ; supra, p. VI, n. 2. — Au Macassar, les Hollandais avaient pris d'assaut l'établissement des Portugais en 1660. — L'ora piscaria est la côte de la Pêcherie qui s'étendait sur un espace de 250 kilomètres du cap Comorin au pont d'Adam. (Saint François Xavier y avait séjourné quatorze mois, de 1552 à 1554, uniquement attaché à l'apostolat des Paravers, ou pêcheurs de perles.) Les Hollandais avaient achevé la conquête de Ceylan, où ils avaient pris Colombo et Galle en 1656, Jaffna en 1658. Ils s'étaient attaqués ensuite aux ports de l'Inde méridionale. Sur la côte du Coromandel, en face de Jaffna, Negapatam fut conquise par eux en 1660 ; puis sur la côte du Malabar, Cranganor et Cochim en 1661. Le roi de Golconde avait alors repris Meliapour en 1662. Mascate était retombée aux mains des Arabes en 1658. Enfin, Malacca était aux Hollandais depuis 1641.

Tam crudeli animadversione perterriti, saepius ad Domini Jesu pedes prostrati constitimus, divinam exoraturi clementiam pro reliquiis religionis catholicae in hisce orientalibus plagis dejectissimae, saepius et consilia amoris plena tum superioribus tum coeteris Societatis viris praestitimus¹ sed incassum, sensuque doloris accerbissimo qui tanto gravior est quod si nefariae negotiationis institutum non dimittatur, futurum tandem sit ut omnes omnino missionarii cum una Jesuitarum infamia sint obvolvendi, tota spe sublata quicquam imposterum proficiendi ad honorem Dei populorumque conversionem.

Nobis igitur perquirentibus quale potissimum tam inveterato malo remedium adhiberi posset, nullum venit in mentem praeter id quod nobis subministrat dicta constitutio praefati pontificis quae 22 februarii 1633 emanavit², qua praecipitur episcopis ut dictum decretum in suis quisque locis servari curent, mandantes praeterea universis et singulis patriarchis, archiepiscopis, episcopis ac caeteris ecclesiarum et locorum etiam regularium praelatis per universum orbem constitutis ut praesentes litteras in suis quisque provinciis, civitatibus, dioecesibus, capitulis et jurisdictionibus ab omnibus inviolabiliter observari et quoties ab ordinum praedictorum religiosi requisiti fuerint, solemniter publicari curent et faciant. Itaque postquam divini Sancti Spiritus lumen diu humiliterque exposcimus, nos pro debito officii nostri constituimus ut praedicta Summi Pontificis Urbani octavi bulla quae anni 1633 dñe 22 februarii prodiit in vernaculum sermonem verteretur cum praesenti hoc iudicio nostro legenda promulgandaque et ad fores ecclesiae nostrae in regno Siam post solemnem missam apponenda, mittaturque ad omnia jurisdictionis nostrae loca ibique pariter in patrium idioma reddatur publiceturque quot annis duabus vicibus, idque coram fidei populo diebus scilicet dominicis per missionarios et parrochos post missam curialem per catechistas vero in congregationibus suis, altera quidem vice postquam appulerint naves, altera vero cum jamjam soluturae sunt. Quo promulgata praedicta constitutione una cum nostro decreto, liceat lege a Summo pontifice proposita in delinquentes agere. Datum Juthiae in regno Siam in parochia sancti Josephi, idibus octobris anno Domini millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo, PETRUS, episcopus Berithensis, vicarius apostolicus.

(1). Valguarnera, infra, p. 63, déclare ne connaître aucun des avertissements que Lambert de la Motte affirme ici avoir donnés aux supérieurs de la Compagnie. Valguarnera étant visiteur de sa province, on ne saurait récuser son information. Mais s'est-il jamais douté que le *Religiosus negotiator* composé à côté de lui par son confrère Tissanier et que celui-ci se chargea de répandre parmi les siens, pouvait constituer aux yeux de Lambert de la Motte la suprême adjuration adressée à la Compagnie ? Supra p. XII, n. 2. Jacques Le Faure d'ailleurs déclare avoir reçu des plaintes de l'évêque dans ses nombreuses lettres, infra, p. 42, n. 2. Il est vrai que si Jacques Le Faure était supérieur, c'était de la vice-province de Chine et non de la province du Japon de qui dépendaient les missionnaires du Siam, de l'Annam et de Macao, Supra, p. II, n. 3.

(2). Supra p. 14-15.

RÉPONSE A LA LETTRE PASTORALE
DE LAMBERT DE LA MOTTE
par JACQUES LE FAURE

Canton, 22 novembre 1670.

[D'après les deux copies des archives de la Société des Missions-Etrangères vol. 426 p. 123 et vol. 856 p. 363, cette dernière étant prise comme texte de base. Il existe un autre exemplaire du même document aux archives de la Propagande, Atti CP a. 1673-1674 f. 268-274 v.]

Responsio P. Jac. Le Faure e Soc. J. ad epistolam pastorem illustrissimi episcopi Beritensis missa gallice e Cantone Sinarum provincia ad P. Jac. de Machault 22 nov. 1670 et ab uno ex eadem Societate latine reddita. (*)

Reverendissime in Christo pater. Pax Christi¹.

[.....]

Ultimum, seu potius primum ac praecipuum accusationis nostrae caput, et quod unum videtur fulmen illud pastorale expressisse, sordida illa est mercatura quam Societatis nostrae homines dicuntur ubique exercere *quasi publici institores quorum libet qui ex pecunia quaestum aucupantur*, non alio fine, si credere fas benignae auctoris interpretationi, quam ut *inexpleta divitiarum fames qua torquentur*,

(*) Supra p. XVI, n. 1. Nous ne reproduisons ici que la troisième partie du document, celle qui concerne le commerce des missionnaires. Mais on trouvera en note à divers endroits de notre commentaire des extraits des deux premières parties de la longue lettre de Jacques Le Faure. La première répond à l'accusation d'avoir refusé de soumettre les populations d'Extrême-Orient aux commandements de l'Eglise et aux rites du baptême ou de l'extrême-onction qui obligent tous les chrétiens de quelque nation qu'ils soient (supra p. 34, n. 2). La seconde défend les jésuites d'avoir voulu écarter les missionnaires français des missions de Chine et d'Annam auxquelles le pape les avait destinés (supra, p. 32, n. 1, et infra, p. 58, n. 2).

(1). La lettre débute par une plainte amère : « Duabus postremis meis litteris nonnihil de simultatibus quae in hisce regionibus illustrissimum inter episcopum Beritensem et patres nostros provinciae Japonicae intercesserunt scripsi, haec etiam necnon sine magna animi voluptate addebam, reverendissimum illum episcopum per litteras 1669 am me datas certiore facere de pristino suo erga nos resque Societatis amore nihil remisisse, insuper velle magna cum omnibus nostris animi conjunctione vivere, maxime vero cum his qui in hacce provincia degent, quorum unum ad manum habere vellet, quem magistris non socii loco habiturus esset, proindeque non gravarer suo nos id a R. P. provinciali postulare, summi beneficii loco futurum illud sibi, si concederetur, ejus omnia pene verba sunt. Huic ergo tam propensae erga nos voluntati, ut par erat, reposui non unum modo sed omnes quotquot in hisce regionibus essemus foelicitati ducturos, si in aliqua re illi esse possemus, debere nos illi plurimum quod tam singulari dignaretur amore prosequi ; ad extremum promptos et alacres esse nos ad quaecumque vellet in sui ipsius gratiam perficienda. Verum plurimum commotus sum cum mense julio proxime elapso accepi a patre Jos. Tissanier gallo, superiore nostrorum in regno Siam, exemplar illius epistolae pastoralis quam idem illustrissimus episcopus Beritensis vulgari curabat ubique eo ipso tempore, quo tam officiosis ad me scribebat verbis. »

satiari quodammodo possit ; cui tam dirae libidini, quae religiosorum hominum est noverca, ut pro voto faciant satis, mercaturis faciendis operam dederunt suam, fere in omnibus celeberrimis emporiis suas habent onerarias ipsi naves. Quae res autem ipsos tam foedo commercio intentos adeo retinet non alia videtur esse quam solertia illa qua pollent nostri in cumulandis divitiis, videant modo quibus vacat quam recte conveniant haec dicta cum eo quod vere et sapienter aiebat foelicis recordationis Alexander papa VII, mirum scilicet videri quod in Societate in qua viros doctrina, pietate atque etiam sanctitate conspicuos reperire esset non paucos, in ea tamen unus vix rerum domesticarum peritus oëconomus, procuratorem dicimus, posset reperiri. Sed ad censorem redeamus ; pergit igitur ille, *hinc miraculo non debent esse amplius aedes illae magnificae opesque fere in immensum ab illis collectae*, et, quod dolendum, cum eo religionis detrimento collectae, ut non mirum sit *quod res christiana exinde tam exiguos fructus tulerit*. Quin imo, addit idem author, *ea tam vilis est in his regionibus propter horum religiosorum scandala gravissima, ut merito dubitari possit num multo satius foret Ecclesiae « quod numquam huc permeassent »*¹.

His ut ego respondeam, fatebor ingenue quod res est, ita me religiosos mercatores odisse ut si tot mendaciis ad invidiam nostris apud omnes conflandam libelli autor « veritatis umbram aliquam » non extulisset in immensum, aut tam turpiter non deformasset, ipsi arrissem quod tam scite muscam in elephantem transformasset. At quoniam omnes spectat illa propositio, iisque concepta verbis est quae veritati contraria sint, penitus eidem profecto facerem iniuriam, si intactam abire tam falsam assertionem sinerem.

Accusantur ergo missionarii omnes Orientis in primisque Societatis Jesu (*missionariorum* inquit littera pastoralis, *in hisce orientalibus regnis corruptela, maxime Jesuitarum tanta est*, etc.). Quid ita infamem exercent mercaturam, eoque nomine apud omnes male audiant oportet. Deus bone ! Quantum scelus ! At testem Deum invoco, et te ipsum quisquis es qui nos tanti criminis reos agis, coram Deo, sed candide aperi num propriis num sociorum videris oculis ? num a fide dignis testibus² acceperis nostrae Societatis homines in

(1). C'est nous qui soulignons les citations de la lettre pastorale.

(2). C'était déjà la remarque de Jusserte dans l'attestation qu'il avait fait certifier par le vicaire général de Goa, supra, p. XV, n. 1 : « ... 10°. Le persone che sono in Siam (eccetto alcuni religiosi che ivi resiedono), non sono capaci di esser credute, ne le sue attestazioni, etc... perche per la maggior parte sono gente vagabonda e bandita per misfatti, e si procede nelle loro attestazioni e giuramenti con molta circospezione e cautela. » Voir infra, p. 59, n. 2, à l'appui de cette assertion, le témoignage recueilli par Chevreuil auprès d'un Portugais qui résidait au Cambodge depuis onze années. — Le jugement du vicaire général de Goa sur les Portugais de Siam paraîtra moins sévère si l'on admet avec la Risposta ad una scrittura, déjà citée, p. XII, n. 2, qu'il n'y avait pas plus de 12 ou 13 Portugais, probablement avec leur famille, dans le millier d'étrangers qui habitaient le camp de Siam. Le chiffre n'est pas comparable à celui qui est avancé, supra, p. II, n. 1, mais on

his orientalibus regionibus ubi fidem christianam ethnicis annuntiant populis, mercaturam exercere ; profer aliquos qui sceleris hujus convincant, certoque certius demonstrent nostros in gratiam aut sui aut aliorum sordidam illam exercere mercaturam. Sed placet rem acrius urgere. Degunt aliqui e nostris in Siami et Camboiae regnis, ut Lusitanis aliisque nonnullis advenis praesto esse possint in iis quae ad animarum salutem spectant¹. At cum experientia multorum annorum constet harum regionum indigenas fidei suscipiendae multo minus constanter retinendae inidoneos esse, omnis autem saltem praecipuus labor versatur circa Tunquineses, Cochinchinenses et Sinas. Hoc posito, testem appello D. Deydier², virum probatae fidei notae virtutis, eruditionis et non vulgaris ; dicat ille, sed ex animo et vere dicat, an ex quo versatur in regno Tunquini, dicat, oro, an a tribus annis viderit an ab ullo qui credi possit, acciperit aliquos e Societate nostra in hoc regno mercaturam alias exercuisse ? Dicat, probetque ut illius instructi tabulis adversus reum jure ipso agamus. Duobus equidem ab hinc annis oneraria quae solverat ex urbe Macao in regnum Tunquini appulit, hanc procurator collegii Macaensis rebus omnibus quas undique sua collegerat industria instrui jusserat, non animo mercaturae exercendae, ut placet adversariis, at sola necessitate compulsus, quod videlicet toto triennio neminem reperisset qui tam periculosam navigationem impensis propriis absque ulla spe lucri vellet aggredi³ simulque nostris in Tunquino degentibus victui necessaria comportare, vehebat tres e nostris sacerdotes et adjuvorem unum laicum ; an aliquis inter illos mercium quae navi ferebantur curam suscepisse, etiamsi pars aliqua collegium Macaense spectaret.

D. Chevreul⁴ mansit aliquandiu cum patribus nostris in Cochinchina ; ibidem mutato habitu jam ab aliquot annis versatur D. Hainques⁵ ; interrogetur uterque. Ego certe illos tam rectae tamque pro-

peut admettre que de 1662, date d'arrivée de Lambert de la Motte, à 1680, date à laquelle a été écrite la Risposta, la colonie portugaise de Siam ait à ce point décliné.

(1). Au Siam et au Cambodge où il n'y avait aucun espoir de conversions, la province du Japon n'entretenait que le personnel nécessaire au service des colonies portugaises, composées d'ailleurs de chrétiens de toute nationalité. Dans un catalogue de 1675, on trouve deux religieux à Siam, un seul au Cambodge, aucun au Laos.

(2). François Deydier, né à Toulon, ordonné prêtre par Lambert de la Motte à Marseille en 1660, docteur en théologie. Il était au Tonkin depuis 1666, envoyé par Lambert de la Motte dans le vicariat de Pallu, alors repart en Europe.

(3). Sur le triste état des relations entre les Portugais de Macao et le chua Trinh Tac, voir CHAPPOULIE, *op. cit.*, p. 209 sq. — et sur le retour des jésuites au Tonkin, p. 225 sq. Cf. *L'Etat présent de l'Eglise de la Chine*, p. 135 sq.

(4). Louis Chevreuil, né vers 1627 à Rennes. Il entra en Cochinchine avec des pouvoirs de provicaire de Lambert de la Motte en 1664 et s'y rencontra avec trois religieux de la province du Japon, dont un Français, François-Ignace Baudet, de la province de Lyon. Voir CHAPPOULIE, *op. cit.*, p. 176 sq.

(5). Antoine Hainques, né en 1637 à Beauvais. En 1661, il avait été un des compagnons de Cotelendi, le troisième vicaire apostolique français créé pour

batae fidei viros esse novi, ut non dubitem eos ingenue dicturos constare sibi non experientia solum, sed etiam ex indigenarum relatu de alio nunquam commercio missionarios nostrae Societatis cogitasse quam quo animae Deo lucentur. Id unum illos prae oculis et in animo semper habuisse, etiam inter summas rei familiaris angustias quibus premebantur, tum maxime cum nulla Macaensis oneraria portum teneret, quae vel ferret vel mutuo commodaret annuam 50 nummorum portionem, quae summa unicuique nostrorum in victum annuum et expensas Ecclesiae suae assignata est.

Unum superest vastissimum Sinarum imperium, ad quod tot abhinc annis aspirat illustrissimus Episcopus Beritensis et quoniam pericula terrarum, marium naufragia, ipsaque Tartari saevities illius inspiciendi coram facultatem omnem ademit¹, vellem ego immensum illud imperium quam longe patet auribus atque oculis lustrare posse, daretur illi certe si tantum in religioso viro mercaturam detestatur quantum odisse se litteris ad me saepius datis significat², maximo afficeretur solatio, cum videret audiretve in omnibus hujusce imperii provinciis quam ab illa labe nostri sint immunes et quo in pretio vel hoc uno nomine habeantur a Sinis infidelibus, qui viro principe mercaturam non solum indignam non censent, sed adeo etiam necessariam ipsi putant, ut absque ea vitam suam honeste sustinere illum

l'Extrême-Orient par la Propagande. Lambert de la Motte l'envoya en Cochinchine en 1665 avec des pouvoirs de provicaire, pour remplacer Chevreuil expulsé, puis tombé malade. Hainques s'introduisit en Cochinchine « en héros chrétien, nu pieds, vêtu à la japonaise, et sur les épaules son sac où étaient ses ornements d'église, du vin et du pain à célébrer, sans serviteur », comme Lambert de la Motte l'écrivait à Pallu le 17 octobre 1666, ds LAUNAY, *Histoire de la mission de Cochinchine, 1658-1823, Documents historiques*, t. I, 1658-1728, p. 46. — Pourtant Hainques, qui avait cru trouver à Hué un refuge chez un métis portugais à qui Lambert de la Motte l'avait recommandé, dut retourner à Faifo « pour acheter une chaloupe et un peu de riz afin que sous ce prétexte il fût en état de visiter tous les chrétiens de ce royaume ». (F. PALLU, *Relation abrégée des missions et des voyages des évêques français envoyés aux royaumes de la Chine, Cochinchine, Tonkin et Siam*, Paris, 1668, p. 88). Pallu citera cette conduite de l'un des siens en exemple d'un cas où se trouvent réunies les raisons qui autorisent le commerce des missionnaires, puisqu'il ne s'y rencontrait aucun désir d'enrichissement personnel et que l'entreprise ne pouvait rapporter que des risques (*Brevi et perspicua expositio*, ds LAUNAY, *Docum. historiques*, p. 173 ; cf. supra, p. XIII, n. 1.)

(1). Allusion au désir de voyage en Chine que manifestait Lambert de la Motte au début de sa lettre pastorale, supra, p. 31. — Le Tartare dont il est ici question est la cour de Pékin qui avait décidé de convertir en désert les provinces maritimes pour empêcher de prendre pied en Chine un brigand redoutable qui venait d'arracher Formose aux Hollandais, en 1660. « On envoya des lettres patentes, écrit l'*Etat présent de l'Eglise de la Chine*, p. 5 sq., par lesquelles il était ordonné à tous les habitants des villages, des bourgades, et des villes maritimes de tout l'empire, de quitter leurs anciennes demeures, pour en aller chercher d'autres plus éloignées de la mer au dedans des provinces. On dépêcha en même temps pour cet effet, de la cour de Pékin dans toutes les parties de l'Empire, des mandarins, des intendants et des capitaines, accompagnés de plusieurs troupes de gens de guerre, afin de punir ceux qui résisteraient à l'exécution de cet édit : ce qui fit naître dans tout le royaume des troubles incroyables, et remplit toutes les provinces voisines de la mer de meurtres, de ravages et d'incendies. »

(2). Supra, p. 36, n. 1.

minime posse existiment. Quid si cerneret oculis nos ab Urbe Macao aut Cantone accipere aliud nihil praeter exiguum vitae subsidium, illudque vendendis mercibus neutiquam comparandum, sed modica pecunia quae inde non sine periculo ad nos deportatur, cum tutius esset merces mitti quarum distractione vitam ducerent longe sane tolerabiliorem. Dictorum veritas simul et innocentia nostra illucescet, si retulero quod alias memini me vidisse cum primum Sinas una cum aliquot e nostris ingrederer ; P. procurator Macaensis collegii temporis usus opportunitate supellectilem nostris aptam usibus jam ex longe collectam per nos in Sinas mittere voluit ; constabat illa libris, aliquot ornamentis ad decorationem altaris, erat praeterea vinum celebrando sacro destinatum ; instrumenta conficiendis hostiis apta et alia hujusmodi, quae omnia nostris adjuncta sarcinulis volumen officiebant sane non leve ; cum hiis impedimentis transeundum nobis fuit per portorium quod est ad radices montis illius qui Cantonem ab reliqua Sina disternit. Huc cum pervenimus mandarinorum aliquis tam grandem sarcinam contuitus vereri coepit ne merces his aliquis forent vectigalibus obnoxiae. Verum alter e praecipuis non nescius ¹ qui aequae alieni sint a mercimoniis sibi coacervandis ac nos ipsi incumulandis solemus esse solliciti, sicque ne conspectis quidem ab ullo hominum sarcinis illac transivimus, usque adeo persuasum illis erat nos ab ejuscemodi lucris abhorrrere. Inde forsitan accidit quod a multis creditum, a pluribus ventilatum audio nos philosophicum reperisse lapidem cujus beneficio vitam absque mercatura satis alioqui honestam duceremus. Interim cum Sinae omnes eidem studiose intenti, ipsique etiam reguli fortunam in eo suam omnino positam rati vix suam tolerent, quid si ergo illi tam atroces calumnias ab episcopo impositas scirent, illi inquam apud quos tantopere episcopalem sublimitatem et verbis et scriptis extollimus ? esset sane nobis timendi locus ne tandem aliquando ab ipsis pro parum veracibus haberemur, qui tanti faceremus eos qui tam foede nomen nostrum dilacerant et nos ab ea virtute alienissimos esse pradicent, quae una tamen omnium orientis populorum amorem simul et admirationem nobis conciliat. Sed acuratus investigemus quid causae sit cur adeo impotenter in nos ardens ille zelus, at non secundum scientiam animetur. Religiosi de Societate quotquot in orientalibus regionibus sive occupentur ibi adducendis ad Christum infidelibus, sive in juvandis veteribus novisque Christianis allaborent in tres omnino distinguuntur provincias, Goanam, Malabaricam et Japonicam ² duae primae eaeque numero socio-

(1). *En marge* : deest aliquid.

(2). La province de Goa eut pour premier provincial saint François Xavier : les lettres d'Ignace qui le nommèrent provincial des Indes sont du 10 octobre 1549. En 1601, les résidences du sud de l'Inde en furent détachées pour devenir en 1604 la province du Malabar. — La mission du Japon dont saint François Xavier avait été le premier supérieur en 1549 fut érigée en vice-province par Valignano en 1581 ; elle devint province en 1611, mais son premier provincial devra venir se réfugier à Macao.

rum insigniores trans fretum Malacense sitae sunt, postrema superioribus longe minor eis fretum idem jacet, eique juncta est vice-provincia Sinica¹; jam vero ex quo furenter adversus Christianos persecutione in Japonia nulli operariorum evangelicorum in has insulas patuit aditus, provincia haec numero et splendore suo alias maxime commendanda adeo imminuta est ut stationem aliam numeret nullam praeter collegium Macaense, unde prodeunt ejusque impensis aluntur quicumque Tunquinum, Cochinchinam, Camboiam Siamum caeterasque regiones recens inventas excolunt missionarii Societatis². Macaensis vero sive urbs sive colonia³, utrumque enim dici perinde est, tota constat Lusitanis et sita est ad extremum angulum peninsulae seu insulae quam Sinae dicunt materna lingua Hiam-Cham, adeo vero secreta ab reliquo solo quod incolunt Sinenses ut nemini ad eam ingressus aut egressus ab ea pateat in adjacentes terras, nisi per unicam portam, quae ut collibitum est mandarinis, aut clauditur, aut reseratur⁴. Quin et omnia victui civium necessaria

(1). Dès 1583, Valignano avait détaché de la vice-province du Japon la mission de Chine qui reçut en 1623 son premier vice-provincial. Elle ne fut jamais érigée en province.

(2). Sur l'importance du collège Saint-Paul de Macao comme centre des missions de la Compagnie, voir CHAPPOULIE, *op. cit.*, chap. I. D'après *L'Etat présent de l'Eglise de la Chine*, p. 3, il y avait au collège vers 1667 trente-quatre religieux dont vingt et un prêtres.

(3). Le territoire concédé à l'établissement des Portugais à l'extrémité d'une étroite presqu'île était fort exigü ; sa population n'y avait d'autre ravitaillement que celui apporté par les pêcheurs et les paysans des environs. La ville était construite sur « une pointe pierreuse qui s'avance dans la mer dont elle est entourée de tous côtés... » « Les maisons, continue de Graaf qui vint à Macao en 1684, sont bâties à la portugaise et descendent des deux côtés vers la mer. Les rues vont en serpentant, elles sont inégales, et l'on y marche avec peine. On y compte 14 églises ou cloîtres, dont l'église des jésuites appelée Saint Paul est la principale et la plus belle. La façade en est magnifique, et l'autel qui est aussi fort beau est chargé de quantité de saints et d'images. Cette église est bâtie sur une hauteur ; de sorte qu'il faut monter 75 marches avant que d'arriver au seuil de la porte. Elle a 225 pieds de long et 81 de large. Un peu à côté de cette église est le grand château bien pourvu de canons, et tout auprès, il y en a un second sur une autre hauteur ; celui-ci est appelé *Signor del Gia*. Sur la pointe à l'entrée de la baie, il y a un fort donnant sur la mer, lequel défend toute la baie. » (*Voyages de Nicolas de Graaf*, p. 197 sq.). Aujourd'hui sur ses 14 kilomètres carrés, la possession portugaise de Macao fait tenir 157.000 habitants ; la ville elle-même en possède 70.000. Ce n'est plus qu'« une rade envasée, une ville morte, remplie de couvents comme au temps de Camoëns ». (J. SION, *Asie des Moussons*, 1^{re} part. *Chine-Japon*, Paris, 1928, p. 137, dans P. VIDAL DE LA BLACHE et L. GALLOIS, *Géographie Universelle*, t. IX).

(4). La construction d'une muraille à travers l'isthme qui relie Macao au continent remontait à 1573. Elle était fermée d'une porte gardée par un poste de police. « La porte ne s'ouvrait que tous les cinq jours, plus tard tous les quinze jours pour le marché, et en d'autres temps, elle était scellée de six bandes de papier. Audessus, on lisait l'inscription chinoise : « Craignez notre grandeur et respectez notre vertu ». (H. BERNARD, *Aux portes de la Chine, les missionnaires du xvi^e siècle*, 1514-1588, Tientsin, 1933, p. 88). Le temps ne réussit pas à atténuer cette rigueur, car en 1662, quand les mandarins cantonnais voulurent annoncer à la population de Macao qu'elle devait disparaître, ils se contentèrent « sans mettre personne à terre et sans rien faire déclarer à la ville du dessein qui les amenait ».

etiam communiora quaeque ut sunt olera, frumentum, oriza, aliaque id genus cibaria hac una via deportanda sunt in urbem; haec autem tam arctis circumscribitur terrae finibus ut spatium ad hortos vix uni aut alteri e praecipuis incolis suppetat¹. Cum igitur alia ratione vitam tolerare cives non valeant quam navigatione, hinc est quod nemo sit qui se suaque navi committere non cogatur, ut modico lucro vitam quam aliter ducturus esset miserrimam, possit tolerare. Ad id necessitate adiguntur etiam quolquot sunt in ea urbe sacerdotes religiosique viri, ipsae etiam clarissae sanctimoniales (certum tamen est illas strictissima teneri paupertate ex praescripto suae regulae)². Hac igitur in extrema adeoque manifesta sustinendae vitae difficultate, licet omnibus uti jure naturae solis id jesuitis non licet; et perinde quasi satis non esset jus quod illa tribuit, eius facultatis confirmationem a Summis pontificibus impetrarunt, ut a se turpissimae mercaturae notam omnem longius amolirentur. Et tamen rei aguntur quasi vero necessitate compulsi id non possent, quod iis conceditur, qui idem ac illi vitae genus sub diversa quamvis regula profitentur. Certe patrum nullus est qui posset jugum illud importunum excutere, non vellet a se longius amandatum. Ipse ergo ante decem annos praesens vocatus adfui consultationi decem Societatis patrum hujus provinciae ad hoc congregatorum, qui uno omnes ore decreverunt commercium illud omnino deserendum esse, quin et post aliquot menses id ipsum a patribus vice-provinciae Sinicae statutum est³. Et adeo constanter huc usque observatum, ut licet nonnunquam ad extrema se reductos intuerentur, coactosque saepe mendicato vivere, maluerint tamen paupertatis incommoda tolerare patienter quam a se sibi legem impositam violare, concessoque justis de causis privilegio uti. Verum patres provinciae Japonicae, ut majori numero et in varia dispersi loca in quibus ad victum eleemosynae nullae suppetunt, aut sine mani-

d'envoyer planter sur la porte « une enseigne ou bannière rouge. Ils voulaient marquer par ce signal qu'ils nous excluèrent de toutes leurs terres : le jour suivant, qui était le 4 du mois, ils partirent pour aller à Canton, condamnant cette même porte du parc, sur laquelle ils laissèrent leur enseigne arborée en dehors, et jetèrent par là tous nos habitants dans une peine et une confusion extrême. » (*L'Etat présent de l'Eglise de la Chine*, p. 6 sq.).

(1). « Les premiers résidents veillèrent à cultiver quelques jardins par eux-mêmes ou par leurs esclaves, puis peu à peu, perdant toute prudence, ils ne s'approvisionnèrent plus que de ce qu'apportaient les Chinois d'alentour. Ainsi tenus à la merci de leurs ravitaillements, ils ne pouvaient être dangereux pour les autorités. » (BERNARD, *loc. cit.*).

(2). Comparer infra, p. 63.

(3). Jacques Le Faure jouait un rôle important dans la vice-province de Chine. Il en avait été le vice-provincial de 1661 à 1663, puis de 1664 à 1666. Il sera nommé vice-visiteur de 1673 à 1674. — Jacques Le Faure mourut à Chang-hai le 28 janvier 1676 et fut enterré au cimetière de la Compagnie. « Il avait la réputation d'un religieux fervent, très recueilli, d'une mortification telle que son corps n'avait plus que la peau et les os, fort adonné à l'oraison et exact observateur de ses règles, prudent dans les conseils, constant dans ses projets, d'une grande aménité de paroles. » (PISTER, *Notices biographiques et bibliographiques sur les jésuites de l'ancienne mission de Chine (1552-1773)*, Changhaï, 1932-1934, t. I, p. 293.)

festo religionis detrimento corrogari non possunt, ita quod adeo prudenter statuerant, coacti sunt saltem ad tempus omittere, parati, si spes pacis affluere, sancte suum exequi propositum. Quin et authentica testimonia¹ illis nuper tradidere proepiscopus² Macaensis et cives urbis³ quibus declarant nequaquam posse res Societatis in urbe Macao vitam tolerare, operariisque evangelicis necessaria ministrare absque aliqua negotiatione juxta loci consuetudinem. Quid quod jam a multo tempore unicam quae illis superesse videbatur viam tentarunt quo possent onus illud excutere. Placuit enimvero potissimam fundacionis suae partem ponere coemendis terrae fundis in India Lusitaniaque, e quorum annuis redditibus tolerare vitam absque commercii necessitate quoquo modo possent. Verum adeo infesta fuere maria ob bellum cum Batavis ut quando cumque Macaensis civitas 4 aut 5 annos exegerit integros ne ullo quidem Goanae civitatis viso mio parone; et licet ex quo pax sancita est⁴ ad portum appellat interdum navis, id est saltem

(1). Il s'agit des attestations que le procureur de la province du Japon recueillit après la publication du *Religiosus* et de la lettre pastorale, pour les envoyer à Rome munies de la signature de Sébastien da Costa, le vicaire général de Goa. Supra. p. XV, n. 1

(2). Ce *proepiscopus macaensis* est exactement l'*administrador* du diocèse de la Chine dont le siège est à Macao et qui depuis 1633 n'avait pas reçu d'évêque, du fait des difficultés diplomatiques existant entre Rome et Lisbonne, supra, p. III, n. 2. Le dossier apporté à Rome par Jusserte contenait une « certificatione prima del governatore del vescovato della China », et une « certificatione secunda... ». Les deux manquent aux archives de la Propagande. En 1667 et en 1668, l'*administrador* était Paul da Costa; et en 1669, le dominicain François de Saint Thomas. (D'après *Boletim eclesiastico da Diocese de Macau*, juillet-1938-a.XXXVI, p. 47).

(3). L'attestation signée le 22 septembre 1666 par les juges, sénateurs et procureurs de la Cité du Nom de Dieu en Chine (c'était le titre officiel de Macao), s'exprimait ainsi sur la nécessité du commerce : « Attestiamo essere impossibile che posiano detti religiosi missionarii (in riguardo delle molte spese che fano com e detto di sopra) sostentarsi nelle missioni senza i padri procuratori generali di quelle haver alcun tratto di mercantia in comune, solamente da loro agenciato, secondo le permissioni pontificie ed ordinationi regio che ci furono presentate essendo certo che nissuno di detti padri missionarii per sua persona ne per se ne per il commune di dette missioni attenda ad alcun traffico o mercantia, per le quali ragioni detto tratto in commune gli e stato conceduto; e perciò non habbiamo nessun scandalo ne si puol ragionevolmente havere fra noi che sappiamo di questo tratto e mercantia in commune, im per cio che, oltrediche haversi così sempre praticato da tempi immemorabili aggiutandoci uni ad altri reciprocamente, è certo per sperienza che per poterci sostentare non ha qui altro modo che quello del tratto e mercantia, perche vivendo in queste ultime spiagge della China dove li antiqui situarano la citta, non habbiamo nessun terreno che coltivare ne dache vivere, ed essendo come veramente sono state incredibili le perdite per mare e piu che notabili quelle patite da detti religiosi. E noi consapevoli di cio che per loro veniva da Goa ed insieme di cio che con noi hanno arrischiato per contribuire alle cose ordinarie per sostentamento di missionarii e per li presenti che fanno ali ré gentili ed alli grandi di loro regni ed ancor alli piccioli, tutto un ordine conseguire (?) l'intento di veri missionarii, sarà impossibile che si possano conservare senza il detto tratto commune ne sostentare nelle missioni; ... » (Arch. Prop. Atti CP a. 1673-1674, f. 263v-264).

(4). La paix entre les Pays-Bas et le Portugal, conclue à La Haye le 6 août 1661, ne fut officiellement publiée dans les Indes orientales qu'en 1663. (Buch, *La Compagnie des Indes néerlandaises*, II, p. 159).

semel bienio quoque, nulla secura pax, nullae sunt indutiae faciles expectandae ab infami naufragiis oceano. Quod quam verum non a longe certa videtur probatio repetenda. Anno etenim superiore quae navis ex Indiis solverat, haud procul Malacca undis absorpta duorum annorum censu Patres Macaenses defraudavit. Quare vellem ego dicerent censores nostri quod remedium in tam luctuosis tamque frequentibus casibus videatur ipsis oportunum ? Vellem, dicerent qua ratione extrema haec vitari possent incommoda, quo pacto deberet in tanta calamitate missionum incolumitati prospici ? Quomodo animarum saluti provideri ? dicant ergo qua id ratione fieri queat ? ni ad manum habeatur aliquid unde vita possit tolerari. At certo constat subsidium illud arte non alia reperiri posse in urbe Macao quam aliquo commercio, etenim pecuniam suam locare iis hominibus qui nullo alio pignore fidem suam firment quam mercibus quas tenentur infido Japonorum mari committere. Hoc inquam agere num imprudentis ac inexperti aut volentis lubenti animo exponere se certissimo periculo etiam amittendi id unde extrema necessitati provideri queat, quo circa in extremis calamitatibus haberent unde vitam tolerarent, certe nulli sapientum quantumvis rigido improbanda. Quod intuitus S. P. Gregorius XIII in ea facultate quam eis super ea re concessit, negociationem illam non tam mercaturae quam industriae charitatis opus merito nominaverit¹. Non me latet authorem epistolae aliter de ea re sentire quam senserit summus idemque sapientissimus pontifex; optaret nimirum ille ut animarum salutis cura omnis abjiceretur potius quam si a nostris susciperetur via quam putat Orienti toto funestam extitisse simul et luctuosam. Imo si fidem censori adhibeas, Macaensis procurator scelerum omnium quae hic commissae sunt reus est, nempe quia pecuniae parum contulit in licitum sibi commercium omninoque necessarium alendis missionariis qui in vinea Domini portant pondus diei et aestus, *omnium inquit ille oculis patet quod ex quo jesuttae S. Sedi morem gerere recusarunt, quoad praesens videlicet negotium* (loquitur de mercatura) *tota res christiana misere deperit*. Quin et hoc crimen Jesuitarum, si superis placet, malorum omnium quae Lusitanis contigerunt in his locis unica videtur esse causa, uti contigit *quando e Japonia, Sina, Tonchino, Concincina Macassaria ejecti sunt, omniaque quae penes erant Lusitanos praesidia, ut insula Ceylan, regna Jafanapatani, Negapatani, Macassari, Malaccae, Meliapor, Cochini, Manar, etc... expugnata sunt*².

(1). Infra, p. 62.

(2). Supra, p. 35. La citation de la lettre pastorale n'est point exactement rapportée. Jacques Le Faure ajoute Manar, à l'extrémité du Deccan, en face de Ceylan. Il ne donne pas Cranganor, mais il cite deux fois Macassar ; est-ce pour distinguer l'assaut donné à l'établissement des Portugais dans le port de Macassar en 1660, de la conquête du royaume en 1667-1669 ? — Tissanier a donné un brillant récit de la prise du port de Macassar par les Hollandais : « L'empereur de Macassar ayant dessein de favoriser un riche marchand portugais, traita si mal les Hollan-

Verum si tam culpabiles erga Sedem Apostolicam inobedientiae tam funestae religioni et imperio culpa ideo reus est unus procurator Macaensis, quod utatur privilegio a summis pontificibus sibi concessio, quidni in illum hominem insurgitur ? cur, si lubet, superiores ejus non accusantur qui talia sinunt ab illo fieri ? Quidni etiam haec fulmina jaculentur in civitatem Macaensem, qua probante id agitur, haec omnia flant, si superis placeat. At immerito certe feriuntur procuratores Indiarum et Malabaribus, quos tam foedi commercii nullus unquam insinulavit, habent enim absque illo unde suam satis honeste vitam tolerent. Ad quid igitur insurgere tanto cum ardore in missionarios Orientis, qui nec rei sunt huius sceleris nec quicquam possunt in eos e quibus commissum dicitur. Cur ingenerat scandalum innocentissimis Tunquini et Cocincinae pastoribus simul ac ovibus ? Cur denique tam multa mendacia illarum ecclesiarum neophytis privatim et publice recitantur, nisi forte cum non possint illi facile veritatem tot fucatae umbris detegere, ut prona mens mortalium facilius huicce deformitati sperantur adhaerere, ut inde ex eorum animis praeceptorum veneratio ex voluntate amor, una cum religione radicatus evellantur.

Quid ad haec dicturi sunt D. D. Deydier et de Bourges, quos constat in his regionibus ad telonium sedere, aut, si mavis, cum mercibus stare in officina omnibus patenti, quo facilius securiusque, ut aiunt, animarum saluti possint consulere¹. Num erit illis timendi locus, ne cum tam injuriosis verbis in innoxios sententiam ferant, et tam praecise omnibus omnino missionariis nominatimque Societatis Jesu nego-

dais, qu'il fit jeter par terre le chapeau d'un ambassadeur que le gouverneur de Jaquetra lui avait envoyé. Mais cet affront a coûté bien cher aux Portugais, et à l'empereur même : d'autant que sur le commencement du mois de juin de cette année 1660, les Hollandais allèrent attaquer le Macassar avec plus de trente vaisseaux, et avec tant de chaleur, que dans moins de vingt-quatre heures ils saluèrent leurs ennemis avec sept mille coups de canon. Les soldats de l'empereur voulant secourir les vaisseaux portugais qui étaient sur le port, abandonnèrent la forteresse de leur roi : si bien que les Hollandais qui avaient auparavant partagé leurs forces, emportèrent aisément cette place, et jetèrent tant de frayeur dans tout le royaume, que les Portugais se voyant dans l'impuissance de résister aux armes d'un si puissant ennemi, prirent la fuite, et l'empereur même pour arrêter les armes des vainqueurs, se fit leur tributaire. De sept vaisseaux que les Portugais avaient alors dans ce port, il n'y en eut qu'un seul qui échappa des mains de l'ennemi : tous les autres furent pris ou coulés à fond, ou consumés par les flammes : et l'on dit que les Hollandais n'ont accordé la paix à ce roi maure, qu'avec des conditions extrêmement désavantageuses aux Portugais et au roi même ». (*Relation du voyage du P. Joseph Tissanier depuis la France jusqu'au royaume de Tunquin*, p. 332 sq.). — Tavernier, qui est très dur pour les Hollandais dans son « Histoire de la conduite des Hollandais en Asie, tant envers leurs sujets qu'envers les étrangers, pour soutenir le commerce », ne manque pas de signaler que depuis le pillage « de la riche et curieuse bibliothèque des jésuites de Cochîn... ayant fait souvent voyage dans les vaisseaux hollandais, j'ai toujours vu entre les mains de quelque matelot de ces beaux livres, mais tous déchirés, et qui ne leur servaient qu'à des choses viles. » (*Les six voyages de J.-B. Tavernier*, t. V, p. 393).

(1). Sur le rôle que le commerce jouait au Tonkin dans la vie des missionnaires français, voir CHAPPOULE, *op. cit.*, chap. xv et xxxiii et MAYBON, *Histoire moderne du pays d'Annam*, p. 75 sq.

tiare interdicant, ipsi sese potius confodiant eorumque fama periclitetur potius quam hominum Societas quorum hac in parte ea fuit semper integritas, ut ex quo in his regionibus sedem fixerunt (jam autem a 30 annis atque amplius posuere) ¹ nullus adhuc hominum eos in telonio mutandis appendendisque pecuniis intentos, aut in officina distrahendis ordinandisque mercibus occupatos viderit, quae tamen necessaria sunt, ut quis mercator apud omnes audiat et uti talis habeatur ; id tentare ausi sumus numquam, vel sub quovis praetextu quantumlibet honesto, etiam religionis apud gentes illas facilius dilatandae, iis (mihi credite) non est adeo mentis acies obtusa ut persuadere sibi possint sub sollicito quamvis ficto opum sibi comparandarum labore sinceram unius amplificandae Dei gloriae latere voluntatem ; qui talia agunt interimque nos arguunt mercaturae, vereri profecto debent ne melius illis encyclicae verba accommodentur quam iis in quos intorta sunt ; *homines quippe infideles cum intuentur agendi rationem* (non utamur verbo quo usi sunt) *religiosorum*, aptius cadet in eos illud quo usus est Urbanus VIII, *missionariorum adduci non possunt, ut aliud credant praeter divitias* vel saltem eas fideique propagationem *ab Evangelii praedicatoribus pari studio quaeri*. Quid enim aliud sentiunt infideles cum novos missionarios hic in officinis intuentur. *Inde, inde sane fit ut idolorum antistites ex missionariis triumphum agant, quos humili paupertate rerumque temporalium contemptu longe profecto vincant, rati hominem qui supernorum obsequio se mancipavit debere ab omni mercatura, negotiisque saecularibus prorsus esse alienum ; haec est gentilium sacerdotum de missionariis mercatoribus et ad exteriora omnino effusis opinio ; haec quis non*

(1). Le premier jésuite qui aborda au Tonkin fut un Italien, Julien Baldinotti, en 1626. Il avait pris place « sur le bateau portugais qui assurait chaque année le trafic entre Macao et le Tonkin. A Hanoi, le roi (le chuea Trinh Trang), frappé du respect que le capitaine du vaisseau portugais, richement habillé de soie et d'or, témoignait à ce religieux modestement vêtu, en conçut quelque considération pour Baldinotti. Mais ce dernier, qui ne savait ni parler ni entendre la langue du Tonkin, ne put utiliser cette sympathie naissante. » (CHAPPOULIE, *op. cit.*, p. 32). Après lui, les jésuites se présentèrent toujours ouvertement comme religieux, si bien qu'on appelait couramment le bateau de Macao la « jonque des pères ». (BUCH, *La Compagnie des Indes néerlandaises*, I, p. 153).

Ce ne pouvait être la tactique des Français qui cherchèrent quarante ans plus tard à s'introduire dans le pays. A cette époque, le Tonkin ne voulait plus recevoir aucun étranger, sinon des marchands ; et l'entrée des missionnaires était particulièrement surveillée par les mandarins. Aussi, en 1666, Deydier dut-il se confier à un vaisseau chinois, qui allait de Siam à Hanoi, en se déguisant en pauvre marinier. (Journal de M. Deydier, 1666, ds LAUNAY, *Tonkin*, p. 16). Quand Lambert de la Motte vint lui amener du renfort, en 1669, l'évêque put se présenter en costume ecclésiastique à titre de chapelain du capitaine français Junet ; mais ses deux compagnons étaient en habit de marchand. (Relation du voyage de Lambert de la Motte au Tonkin, ds LAUNAY, *Tonkin*, p. 84). Pourtant Pallu écrivit beaucoup plus tard, en 1681, que Lambert de la Motte s'était donné comme un agent de la Compagnie française des Indes orientales (*Brevis et perspicua expositio*, ds LAUNAY, *Docum. historiques*, p. 173 sq.). Il y a tout lieu de croire que c'est une défaillance de sa mémoire, v. CHAPPOULIE, *op. cit.*, p. 229, n. 1, entraînée par le caractère d'apologie qu'il donne à son écrit, supra, p. XIII, n. 1.

videat cadere potius in novos missionarios quam in patres Societatis ? Quis enimvero talia possit illis objicere in Tunquino, ubi soli animarum lucro sic occupantur ut de mercium praetio, de adventantibus navibus, nequidem cogitent ni forte recipiendae pecuniolae causa quae solet illis identidem Macao afferri, quo vitam ab omnibus vacuum sollicitudinibus et neophytis minime onerosam ducant, ut moris erat gentium apostolo¹. Nemo tamen existimet haec ideo penitus a nobis improbari quod id ipsum agere nec placeat nec liceat ; imo rationibus undique conquisitis conamur ea quae in adversariis cernuntur vel omnino tegere aud adductis emergentibus inde commodis excusare. Utinam adversarii eadem se ratione nobiscum gererent ; utinam eodem nos beneficio dignarentur, iisdem prosequerentur charitatis officiis ; pateret illis forte nos dira neutiquam agi libidine, nos inexplebili divitiarum cupiditate mentem animumque nostrum torqueri, nec Macaensis procuratoris industriam ac vires omnes in id unum collimare ut in *immensum opes* colligat. Utinam ille ad manum haberet non immensas illas opes quas sibi fingunt aristarchi, sed modicas quibus aliqua ratione praesentibus subvenire posset incommodis ; non eo redacti essemus augustiarum quo nunc sumus, non minuenda fuisset (ut ante annos decem aut duodecim factum est), modica illa pensio missionariorum de qua egimus superius ; nihil de victu detrahendum fuisset patribus collegii Macaensis, quam non excederet quantitatem illius qui sociis in Europa degentibus conceditur, nec coacti fuissemus uno pane eoque modico in singulas mensas famem tolerare, ut oriza quae huic addi solebat cederet in commodum miserae multitudinis, quae fame confecta oculos tristi pascebat spectaculo, animum miseratione commovebat, cum tamen non liceret illi in tanta calamitate succurrere, quamvis ad hoc calices oppignorassemus, aliamque omnem distraxissemus argenteam suppellectilem, insigne monumentum pietatis Lusitanicae, omnia cultui divino necessaria, cum per facultates licet affatim suppeditantis. Testis est insignis illa collegii nostri Macaensis basilica¹, quam suis olim impensis, dum ad votum cuncta fluerent,

(1). Les jésuites s'étaient donné comme principe de ne rien réclamer à leurs néophytes. Ils suivaient en cela la pratique de saint Paul, telle que l'apôtre s'en fait gloire devant l'Eglise de Milet, ou les Corinthiens, ou encore devant les Thésaloniciens : « Ipsi enim scitis quemadmodum oporteat imitari nos, quoniam non inquieti fuimus inter vos neque gratis panem manducavimus ab aliquo sed in labore et in fatigatione nocte et die operantes, ne quem vestrum gravaremus. » (II, *Thess.*, III, 7). C'était aussi une règle de leur institut, supra, p. 12 ; cf. infra p. 61, n. 1. Sur l'exemple de saint Paul et les conclusions qu'en ont tiré les canonistes, voir supra, p. XX, n. 2, ad. 3, et les instructions de La Propagande aux vicaires apostoliques, voir CHAPPOULIE, *Aux origines d'une Eglise*, p. 402. — Au contraire, les missionnaires français avaient adopté comme conduite de faire bourse commune avec leurs collaborateurs, prêtres et catéchistes indigènes, voir CHAPPOULIE, *op. cit.*, p. 219 et 235. Cet arrangement, si louable qu'en fût l'intention, devait avoir des inconvénients, d'après un document sans nom d'auteur, vraisemblablement le mémoire présenté en 1679 aux cardinaux par le procureur de la province du Japon. Il y est dit que les missionnaires français font bourse commune « per la necessita della

dum vigeret floreretque commercium cum Sinis et Japonibus¹ ; testis inquam haec basilica, quam ea munificentia construxere, constructam studiose decoravere, ut inter Europae nobiliora templa locum habere merito possit. Verum quis modo sensus, quis angit animum dolor ? cum eam ipsam intuemur sensim collabentem metusque sit ne intra breve tota penitus concidat, cum desint aliquot nummi quibus illa refici et contra horrendos maris illius typhones a quibus sensim debilitatur tutari possit, et hoc unum est Japonicae provinciae aedificium quod oculos invidiamque adversariorum provocare possit. Reliquae enim collegii aedes nihil habent prae caeteris urbis domibus singulare. Iam examinetur, si lubet, habitatio Siamensis, constat illa exiguo sacello, e cocto latere extracto et domuncula nudis asseribus maleque dolatis compacta. Nam quod spectat Camboiam, Tunquinum, Cocincinam, nihil hic ubique videre est praeter mapalia e ramalibus juncisque partim solo infixis, partim inter se contextis surgentia et siccis arborum tecta foliis, aedificiorum genus quod feris etiam asimantibus ad propulsandas caeli solique injurias visa est communis, omnium parens natura commenstrare. Haecine igitur *aedes illae magnificae*, superba

Chiesa e sostentamento dei preti nazionali ». Mais comme les chrétiens ne leur viennent pas en aide autant qu'ils en ont besoin, les prêtres annamites leur imposent en confession des pénitences pécuniaires. D'où une grande agitation. Désertant le confessionnal des prêtres indigènes, les fidèles s'adressent aux pères pour savoir à quoi peuvent les obliger de semblables pénitences « e da questo inferiscono i missionarii francesi che quelli della Compagnia dicono a Christiani che non si confessino con i preti tonchinesi ». (Arch. Prop. SRCP Ind. Or., a. 1677, vol. B, f. 230v et 231). Voir aussi sur la question des pénitences pécuniaires, l'attestation contresignée par le vicaire général de Goa en 1668, déjà citée, p. XIV, n. 1, au folio 260v). D'autre part, les réclamations des chrétiens devant cette sorte d'imposition risquent d'arriver aux oreilles des mandarins et de provoquer un redoublement de persécution. C'est ce que reconnaît la *Relation des missions et des voyages des évêques, vicaires apostoliques, et de leurs ecclésiastiques es années 1676 et 1677*, Paris, 1680, p. 107 sq., en rapportant les reproches très durs adressés par le mandarin des étangers à Deydier et à Bourges. Il « leur dit d'un ton sévère : il faut que vous sortiez de ce royaume, car on sait que vous allez tantôt d'un côté tantôt de l'autre pour y bâtir de nouvelles églises aux dépens des chrétiens du pays, à qui vous ordonnez d'y contribuer par une espèce d'imposition que vous faites de votre propre autorité... ». Les Français répondirent qu'on « leur ferait plaisir d'informer s'il était vrai qu'ils fissent des levées d'argent pour la construction de quelque temple, et que l'on connaîtrait assurément leur innocence en découvrant la calomnie de ceux qui leur avaient imposé ce prétendu crime. »

(1). L'église du collège Saint-Paul faisait l'admiration de tous les voyageurs par ses proportions et sa richesse (supra, p. 44, n. 3). Rhodes avait écrit dans ses *Divers voyages et missions du P. Alexandre de Rhodes en la Chine et autres royaume de l'Orient, avec son retour en Europe par la Perse et l'Arménie*, Paris, 1653, p. 59, que c'était « une des plus magnifiques que j'ai vues, même dans toute l'Italie, à la réserve de Saint-Pierre de Rome ». Tissanier est moins expansif ; il trouve que c'est « une assez belle église dont les richesses font encore voir la piété avec laquelle les Portugais ont autrefois procuré la gloire de Dieu parmi les infidèles ». (*Relation du voyage du P. Joseph Tissanier*, p. 67). Achievée en 1602, elle avait été édifée pendant les années de la plus grande prospérité du commerce de Macao, avant l'apparition des Hollandais et avant la cessation du commerce avec le Japon. Il n'en reste aujourd'hui que la façade, le reste de l'édifice ayant été dévoré par un incendie.

palatia et opes in immensum collectae. Verum si objiciant nos habere in regno Sinarum templa quae nobilioribus aequari possint Europae aedificiis, id sane non tam oritur ex aedificiorum mole quam nitiditate quae spectantium oculos nativa pulchritudine non parum allicit. Quae omnia templa si quis in cumulas nostra industria pecunias refunderet, facile dedecori posset lectis inscriptionibus illis marmoreis ab fundatoribus in atriis aedium appositis, ex his enim abunde constaret illi solius Sinensium pietatis esse certissima monumenta. Quam quid ad inscriptiones illas provoco, quas furor insanus adversariorum coegit spectantium oculis subducere, ne suis damnum crearent autoribus ? Fecit enim vero victrix impietas ut quod sincerae pietatis erga coelites signum erat manifestissimum, esset laesae majestatis humanae capitalissimum scelus, quasi peccaret in homines, qui nimio cultu coeli Dominum veneraretur.

Haec habui quae dicerem R. V. de Littera illa pastorali ; unum solum in praesentiarum oro, ut videlicet tam molesto interpellatori veniam indulgeat ; velim etiam intelligat opus illud a me non admodum libenter esse susceptum ; videbam enimvero aliter sentiendum esse de regionibus istis quam sentiat is cui omnem omnino venerationem debere me et profiteor et sum etiam, ut feci hactenus, im posterum redditurus. Verum noster in Societatem parentem optimam amor, mea in Patres carissimos pietas, ipsius denique veritatis tuendae studium omnem abstulere formidinem. Videbam praeterea neminem fore vel in his vel in longe dissitis regionibus, ad quas ventura esset epistola, qui gravem nomini nostro maculam inustam vellet eluere, ni ab oculato teste argumenta promerentur, unde posset facile Societatis innocentia demonstrari. Caeterum, si tam propensae in bonum voluntatis par accessisset in illustrissimo episcopo Beritensi rerum nostrarum intelligentia¹, fortasse nunquam futilis adeo de nobis insedisset

(1). Faut-il s'étonner que Jacques Le Faure ne tienne pas compte de l'état d'esprit dans lequel Lambert de la Motte vit enfermé, comme nous essayons de le montrer supra, p. III, n. 3, réfractaire à toute accommodation aux enseignements de l'expérience ? Etat d'esprit qui doit, à notre sens, expliquer ce qui peut paraître duplicité dans sa conduite envers le jésuite parisien, comme celui-ci s'en plaint au début de sa réponse, supra p. 39 n. 1. — Quoiqu'il en soit, la sincérité du dévouement de l'évêque pour les religieux de Macao s'exprimera par une preuve que Jacques Le Faure, mort avant lui, n'aura pas pu connaître. Dans son testament écrit en 1675, Lambert de la Motte légua à l'église des jésuites de Macao pour témoignage de l'amitié qu'il leur portait, le crucifix que son jeune frère lui avait laissé avant de mourir sur le chemin qui l'amenait près de lui à Siam (Arch. M.Etr., vol. 8, p. 151).

Lambert de la Motte n'était pas homme à imaginer qu'il ait pu se trouver un fondement de raison dans la fidélité d'un religieux aux traditions, privilèges et exemptions de son institut, du jour précis où un ordre nouveau s'établit dans les missions d'Extrême-Orient du fait de la création des vicaires apostoliques. Rien n'est moins compliqué que sa manière de poser et de résoudre le problème de la subordination des religieux aux vicaires apostoliques : « Pour l'intelligence de cette question, il faut supposer deux vérités, la première que les souverains pontifes ayant reçu un pouvoir non pas temporel, si ce n'est indirectement, mais spirituel sur tous les états du monde, ils ont envoyé partout annoncer l'Évangile, et qu'ils

suspicio, cujus arripiendae non negem aliquam ipsi forte datam occasionem, verum haec omnia referenda potius videbantur in duram illam necessitatem qua nos premit imperii Sinici jugum asperum¹, quam in male affectam erga tantum praesulem Jesuitarum voluntatem. Haec si cogitasset attentius vir prudens, non eo devenissemus. Quid aliud igitur nobis optandum modo, nisi quod Deus, Deus ille pacis et concordiae eam sic cordibus nostris infundat, ut una mens sit omnium nostrum, eadem animorum conspiratio, perfectaue voluntatum necessitudo ut conjunctis omnibus viribus divinae tantum augendae gloriae foeliciter allaboremus. Ad extremum pro sua prudentia responsione hac mea uti poterit R. V., cui ideo missam volui, ut si hisce de rebus aliorum relata audiat quidpiam, possit admoto praesente phar-maco certam tectam conservare Societatis innocentiam. Et quoniam non jam a multo tempore accepit R. V. quis esset rerum nostrarum status, pluribus illam non morabor. R. V. omniumque nostrorum P. P. impense me commendo illorum omnium in primisque R. V. humillimus in Christo servus Jacobus Le Faure.

Cantone in Sinis, 22 novembris 1670.

ont donné cette commission dans les cinq ou six premiers siècles à des évêques et à des prêtres que l'on appelle en ces quartiers de l'ordre de Saint-Pierre. Depuis ce temps-là, le nombre des fidèles s'étant augmenté, et s'étant établis plusieurs ordres religieux comme sont ceux de saint Augustin, de saint Dominique, de saint François et de saint Ignace, et plusieurs autres, les papes ont permis aux supérieurs de ces religieux d'envoyer avec les pouvoirs nécessaires pour cela, si bien que tous ces religieux envoyés par leurs supérieurs ont également droit d'aller prêcher la foi dans les terres des infidèles. La deuxième, que depuis que les papes ont envoyé des évêques dans les lieux où sont les religieux, et qu'il y a des curés établis, les religieux ne peuvent prêcher, administrer les sacrements ou faire aucun acte de juridiction sans l'approbation et la permission des mêmes évêques, et le consentement desdits curés. La raison de cela est que les religieux sont pour aider l'Eglise et non pour la gouverner ; cela est conforme à l'institut des Pères Jésuites qui font vœu de ne posséder aucune charge, dignité ou bénéfice directement ou indirectement... Cela supposé, il est aisé de régler les prétentions du Père Fuciti touchant le pouvoir qu'il a de sa compagnie, et ceux qu'il dit que le père Marini a apportés de Rome lui accordant qu'il peut travailler en ce royaume, mais que cela se doit toujours faire avec la dépendance, subordination, et la direction des évêques et le consentement des curés. » (Conférence des missionnaires français avec les Pères de Rocha et Fieschi, Arch. M.Etr., vol. 677, p. 197).

(1). Au moment où il écrivait, Jacques Le Faure était depuis 1665 relégué à Canton, avec les autres missionnaires de Chine, dans une demi-captivité dont alors il ne pouvait prévoir la fin (infra, p. 64, n. 1). Passant pour leur chef, il eut à subir personnellement bien des avanies. Au début de leur séjour, le fils du vice-roi, qui aurait voulu le faire parler contre un mandarin d'un grade plus élevé encore que celui de son père, s'était heurté de sa part à un refus obstiné ; il lui avait fait lier les mains derrière le dos, donner des soufflets et arracher la moitié de la barbe. (PFISTER, *Notices*, t. I, p. 291).

THOMAS VALGUARNERA
A LA PROPAGANDE

Macao, 10 octobre 1673

[Archives de la Propagande, SRCP Ind. Or., a. 1679, f. 274-277.]

EMINENTISSIMI CARDINALES,

Hactenus siluisse non fuit in causa rerum scribendarum penuria, vel defectus confidentiae erga Reverendissimam istam Congregationem, Eminentissimi Cardinales, sed quia putavi pluribus viis harum missionum, sive secundos, sive adversos eventus ad Eminentias Vestras pervenisse, praesertim post adventum episcoporum cum suis presbiteris e Gallia in has Orientis regiones, qui videntur in conscribendis litteris quam diligentissimi¹. Verum quia cum eam diligentiam admodum celerem prehenderim², quippe non ulla minus digesta ingerunt et veluti ab animo non satis in Societatem nostram in his regionibus in missionibus laborantem prono dictata, cogor nostrae Societatis bono nomini et harum missionum a nostris Patribus institutarum sanae doctrinae consulere. Ten[er]or autem duplici titulo : primo visitatoris provinciae hujus Japoniae et vice-provinciae Sinensi³ a quo nimirum de omnibus reddenda est ratio Deo, et hominibus de sibi commissio grege ; secundo operarii jam antiqui in Sionensi regno et illius nostrae residentiae superioris⁴.

Quoad Sionenses Res fateor ingenue omnia quae mihi cum domino episcopo Berytensi acciderunt. Cum primum ille Sionem appulit è

(1). Peut-être allusion à la lettre que Valguarnera avait dû recevoir de Pallu, qui lui avait écrit de Bantam le 16 juin 1672 pour lui notifier, en tant que supérieur des jésuites à Siam, toutes les décisions qu'il rapportait de Rome à l'avantage des vicaires apostoliques (A. LAUNAY, *Lettres de Pallu*, t. II, p. 64).

(2). Valguarnera pouvait ignorer les instructions que les cardinaux avaient données aux vicaires apostoliques français en 1659. Elles leur prescrivaient formellement de rester en contact avec la congrégation en ne cessant pas de lui écrire même si rien d'important ne paraissait exiger une lettre (CHAPPOULIE, *op. cit.*, p. 397). Les jésuites, au contraire, restaient fidèles au principe de ne rendre compte, chaque année, qu'à leur général, infra, p. 66.

(3). Il n'y avait qu'un visiteur commun à la province du Japon et à la vice-province de Chine, toutes deux ayant leur siège à Macao, supra, p. II, n. 3. Valguarnera fut visiteur de 1670 à 1674. (F. RODRIGUES, *A Companhia de Jesus em Portugal e nas Missoes*, 2^e édit., Porto, 1935, p. 45).

(4). Valguarnera avait été envoyé à Siam en 1655 sur la demande des chrétiens établis là, des Japonais pour la plupart car leur colonie y était plus nombreuse que dans aucun port de l'Annam. Valguarnera réussit dans l'étude du siamois et composa un dictionnaire ou vocabulaire. — Avant lui, les jésuites avaient abandonné leur maison de Siam depuis une trentaine d'années, en raison des difficultés survenues entre le souverain d'alors et les Portugais. (MARINI, *Missioni*, p. 410). D'après une autre source, c'était « parce que les pères de la province du Japon se trouvaient alors trop occupés à d'autres missions plus importantes. » (*L'Etat présent de l'Eglise de la Chine*, p. 119).

vestigio, e nostra domo, ad illum me contuli, et enixe rogavi ut ad templum quod jam tunc e fundamentis excitaveram¹, domiciliumque nostrum se conferret, quod post multas preces vix tandem obtinui, et qua potui liberalis animi laeta significatione excepi². Vix hospitio usus, ad cuiusdam civis domum e nostra divertit, et ex insperato nescioquam³ prae se tulit *erga res nostras animi alienationem*⁴ eoque majore quo longius domicilium fixit a nostris aedibus in pago⁵ quorundam Coccincinensium quos ego christianis sacris instructos Baptismo jam expiaveram⁶. Eo tandem devenit ea Illustrissimi Bery-

(1). Valguarnera fut un grand bâtisseur ; les documents le montrent toujours occupé à quelques constructions « totus in reaedificandis moenibus occupatus » (20 octobre 1675, Langlois à la Propagande, dans LAUNAY, *Siam*, p. 61). En 1657, il avait édifié une église qui brûla l'année suivante, bien qu'elle fût construite en partie avec de la pierre amenée de Macao. Le roi lui ayant donné un meilleur emplacement, le missionnaire se remit à construire, cette fois entièrement en pierre. Lambert de la Motte dût être reçu par le jésuite portugais dans cette église encore inachevée. « L'an 1665, raconte Tavernier, il y avait dans la ville de Siam un jésuite napolitain qui s'appelait le Père Thomas. Il faisait fortifier la ville et le palais du roi qui est sur le bord de la rivière, et il avait déjà fait faire de côté et d'autre de bons bastions. Ce fut en cette considération que le roi lui permit de demeurer dans la ville, où il y a une petite église avec une maison, où Monsieur Lambert l'évêque de Béryste, fut loger en arrivant à Siam. Mais ils ne furent pas longtemps bien d'accord ensemble et Monsieur l'évêque trouva à propos d'avoir sa chapelle à part. » (*Les six voyages de Jean-Baptiste Tavernier*, t. iv, p. 205).

(2). Dans la seconde partie de sa *Réponse*, Jacques Le Faure avait lui aussi insisté sur l'empressement et la sincérité de l'accueil que ses confrères avaient fait partout aux missionnaires français : « ... patres nostri qui in regno Siam degunt, nihil omiserant quo suam tanto praesuli reverentiam testarentur ; suam illi domum ad habitandum obtulerunt et nihil licet haberet juris in illo regno, suam tamen eidem obstrinxerant fidem, omnia se illos reddituros officia quae deferri solent episcopis in propria sua dioecesi commorantibus. » De leur côté, les Français notaient dans le journal de la mission : « On ne fut pas plutôt arrivé dans la ville royale de Siam, que le bruit s'en répandit partout dans le quartier des Portugais, ce qui obligea les missionnaires d'aller rendre civilité au capitaine de cette nation, qui les reçut fort bien, prit le soin de leur trouver un logis proche du sien, et ayant fait donner avis à tous les ecclésiastiques et religieux qui sont en cette ville de leur venue, la plupart d'eux vinrent faire leurs compliments suivant la coutume du pays. » (LAUNAY, *Siam*, p. 5).

(3). On peut en lire deux raisons dans le journal de la mission des Français. La première fut que n'ayant pas eu besoin de « grand temps pour reconnaître le pauvre état spirituel de ce pays », ils prirent aussitôt résolution « après avoir rendu les visites, de demeurer en leur particulier. » (Journal de la mission, 22 août 1662 — 1^{er} mars 1663, ds LAUNAY, *Siam*, p. 6). La seconde, qu'ils ne se sentirent plus « en sûreté », lorsqu'ils s'aperçurent de l'agitation créée dans le camp, un peu avant la fête de Noël 1662, par le commandement reçu de Goa « d'arrêter les évêques français et d'empêcher leur passage à quelque prix que ce soit. » (Journal de la mission, 1663, ds LAUNAY, *Siam*, p. 30).

(4). Ici l'italique correspond aux passages soulignés dans le manuscrit.

(5). Le camp des Cochinchinois était « situé à une lieue plus haut en remontant la rivière », d'après Vachet, qui dit encore que le capitaine du comptoir hollandais « offrit sa maison comme une retraite assurée. Mais M. de Béryste et ses deux compagnons ne jugèrent pas à propos d'accepter cette offre, parce que, en se retirant chez des hérétiques, ils auraient donné aux Portugais de nouveaux sujets de plainte et d'indignation. » (Mémoires de Bénigne Vachet, ds LAUNAY, *Siam*, p. 53).

(6). En 1657, Valguarnera avait baptisé une trentaine de Cochinchinois ramenés à Siam comme prisonniers de guerre. (MARINI, *Missioni*, p. 411). C'est sans doute sur ces néophytes que les Français, à leur arrivée, portent « ce témoignage

tensis villis de rebus et de ministeriis Societatis in his regionibus extimatio, ut inprobatam publice nostram vivendi rationem, docendi et predicandi Evangelium Christi methodum, cogente¹ Illustrissimo et Reverendissimo Heliopolitano facta retractione *veniaque de omnibus a me petita, iterum probare in nostro templo, post datum pueris sacrum chrisma, debuerit. Verum post discessum Heliopolitani Siam, ad pristinam naturam et zelum rediit*, multa de nobis inquirens, quo animo, Deus testis est et iudex, omnia promiscue sive malevolis sive amicis, imprudentibus sive prudentibus, deferentibus, pro veris, et exploratis habens (Ut nobis Deum testor aperte constat ipsum factitare). Inter caetera non modica est ea calumnia, seu crimen, quod nobis ex falsa aliorum delatione affingit, videlicet patres in Sionensi residentia *mercaturam exercere*, quod omnino falsum deprehendit post diligentissimam inquisitionem) P. Emmanuel Rodriguez², pro

que d'environ 40 Cochinchinois chrétiens qui ont été baptisés par les pères jésuites, à peine s'en trouvait-il un qui sût les choses nécessaires au salut. » (Journal de la mission, dans LAUNAY, *Siam*, p. 6). Sur les reproches faits à la pratique des jésuites aux Indes orientales dans l'administration du baptême, voir CHAPPOULIE, *op. cit.*, p. 143.

(1). A son retour de Siam en France, Pallu avait écrit à Gazil au sujet de Lambert de la Motte : « Je l'ai éprouvé comme un enfant, et je lui ai fait changer toute sa conduite ». (Livourne, 30 mars 1667, ds LAUNAY, *Lettres de Pallu*, t. I, p. 63). Pallu savait parler avec autorité. Ainsi dans le conflit qui opposa les procureurs de Paris à Lambert de la Motte, il écrira aux premiers une lettre très dure qui atteindra son but en ramenant l'union entre Paris et Siam. Après avoir énuméré leurs torts envers Lambert de la Motte, « je vous laisse, Messieurs, concluait-il, à examiner toutes ces choses en particulier et à les qualifier des notes qu'elles méritent ; il me suffit que vous demeuriez convaincus et persuadés que le diable, comme j'ai dit, abusant de vos vœux et de vos intentions, s'est servi de votre ministère pour tâcher de ruiner de fond en comble nos travaux et toute notre mission. » (Siam, 3 octobre 1673, Arch. M.Etr., vol. 27, p. 322).

(2). Emmanuel Rodriguez fut provincial de 1664 à 1667, et mourut avant d'avoir achevé son triennat. (RODRIGUES, *A Companhia de Jesus*, p. 35). C'est de lui que Chevreuil écrit que, venu de Macao à Siam en 1665, il était intéressé dans la cargaison du bateau qui l'avait amené « d'une quatrième partie en soie de Chine, fil d'or et autres pièces de soie dont il fit fort bon débit et avec un notable gain, et des deniers de cette vente il en acheta plusieurs autres marchandises pour Macao. Il fit équiper un beau vaisseau sur lequel il les chargea, y ajoutant une autre quantité très notable de marchandises qui leur étaient venues de Goa du revenu de trois années de rentes que le collège de Macao a à Goa et à Baisin. » (Chevreuil aux directeurs du Séminaire de Paris, Bantam, 12 juin 1672, Arch. M.Etr., vol. 876, p. 743-749). Sur Chevreuil, voir CHAPPOULIE, *op. cit.*, p. 176 sq., qui note, p. 284, que les directeurs se tenaient en garde contre ses dires, lui trouvant l'esprit fatigué par les tribulations qu'il avait subies. — On trouve aux archives de la Propagande la traduction latine d'une attestation en faveur de Chevreuil écrite par un Portugais résidant au Cambodge depuis onze années. Extrêmement violente contre les pères qu'elle accuse de n'avoir pas prononcé un seul mot en cambodgien et d'être uniquement occupés à trafiquer, même pendant la semaine sainte, gardant sur eux les clefs de la cambuse de leur navire et n'ayant aucune confiance dans leurs domestiques, l'attestation se terminait par le serment qu'il ne serait pas possible en trois jours d'écrire toutes les méchancetés que les pères avaient commises à l'endroit de Chevreuil innocent. (Extrait d'une lettre de Manuel de Oliveira Aragua, Cambodge, 31 mars 1671, Arch. Prop. Atti CP a.1673-1674, f. 286).

vincialis Japponiae, vir gravissimus et aequè pius, sed cum falsa plerumque quandam cum vero similitudinem preferant in hac calumnia ea fuit. *E vivis obiit quidam mercator qui testamento domum seu residentiam Sionensem nostrae Societatis ex asse heredem instituit, ut in collegium erigeretur*¹. Hereditas autem tota mercibus constabat, e diversis, dissetisque portubus hujus Orientis exigendis. Harum mercium exactionem, seu collectionem, et venditionem (neque enim collegium fundatur mercibus, sed pecunia ex illis profecta) mercaturam vocat Illustrissimus Berytensis, quae si est mercatura, mercatura quoque erit suppellectilem, domestica bona mobilia et immobilia quae quis testamento relinquit collegio alicui, vel monasterio, nec usui religiosorum aliquando esse possunt, vendere et in pecuniam redigere qua pro commodo uti possunt, quod falsissimum est ; passim enim et sine scandalo in Europa et ubique terrarum factitatur. Addo quod cum mihi omnibusque prudentibus et jurisprudentiae vel leviter peritis omnino notum sit foundationem cujuslibet collegii seu monasterii vel Ecclesiae jacturae periculo, vel cum spe lucri exponi minime posse, quid igitur fieri potest ut in hanc Collegii Sionensis negotiationi traderem spem alicujus lucri et augmenti, cum negotiatio omnis et praesertim haec Orientis innumeris sit subjecta periculis, et exitus incertissimi ? Sed ut ab hac falsa Sionensi ad veram mercaturam totius provinciae gradum faciam, et eam quoque ab omni calumnia vindicem dico.

Nullus particularis nostrae Societatis religiosus sive in collegiis, sive in missionibus, nullus superior, visitator, provincialis aut rector mercaturam exercet ullam nisi animarum ut illas Christo lucri faciant, severissimis poenis indictis in eos qui contrafecerint. Solus et unus provinciae procurator ex antiquissima necessitate, et licentia et approbatione Summi Pontificis et Regis Hispaniarum, Lusitaniam tunc obtinentis qui certam quamdam summam taxaverant necessariam precise ad operariorum in hac Domini vinea sustentationem, ea facultate ut dixi unus procurator utebatur, non superiores residentiarum et collegiorum sed ab eo annuas expensas recipere solent pro sua quique necessitate². Quapropter religiosi omnes nostri in hac

(1). Ce *quidam mercator* est vraisemblablement le riche portugais dont l'*Etat présent de l'Eglise de la Chine*, p. 119, attribue la conversion à l'apostolat de Valguarnera à Siam : « Le changement que sa présence y apporta fut si sensible par l'amendement des chrétiens, et par la conversion des idolâtres étrangers qui trafiquent dans ce royaume, qu'un riche Portugais, nommé Sébastien André, en fut touché jusqu'à quitter le monde, et à se faire jésuite. Il donna aux Pères une partie de son bien pour fonder une résidence à Siam, où il fit son noviciat, et passa le reste de ses jours avec beaucoup de tranquillité et de dévotion. »

(2). Comparer avec l'attestation signée le 16 janvier 1668 par Sébastien da Costa, vicaire général de Goa *sede vacante* : « E certo per la speranza da molti anni che nessuno religioso della Compagnia in particolare si sia intromesso in negotii di mercadanzia ; e solamente in comune la Provincia del Giappone e la vice-provincia della China tengono nel collegio di Macao un procuratore, per il quale manda

provincia non minus paupertate observant quam caeteri in Europa. nisi forte ut convenit asperiores illius effectus patiantur. Caeterum a proprietate et mercatura omnes alieni omnino sunt.

De Patre Procuratore tamen queri posset utrum illius mercatura sive negotiatio sit vere ea mercatura et negotiatio quae a sacris canonicis prohibetur, et indigna viro ecclesiastico et religioso. Respondeo: non esse. Primo quia non est ad augendas opes nec ad lucra ulla facienda, ut melius nos habeamus, cum magna quotidie, ut caeteri, rerum inopia laboremus. Secundo quia urgente necessitate nullus alius modus inveniri potuit substantiandi operarios in his missionibus ut accidebat cum Ecclesia Japonica florebat, quod Romae a gravissimis theologis disputatum discussumque fuit, et declaratum ut licitum. Operabantur enim in illa Domini vinea centum tincti religiosi nostri in centum viginti residentiis et centum quinquaginta ecclesiis, eo qui toti Orbi notus est felici animarum successu. Accedebant plures alumni nobiles Japones in seminariis: hi omnes sustentandi erant Societati expensis non ex Japonia collectis, sed aliunde eo transmittendis¹. Quo animadverso magistratus urbis Maccaensis pro innato fidei propagandae zelo perpendens non nisi per mercaturam eam expensarum summam colligi posse, facultatem concessit patribus provinciae nostrae vendendi in Japonia quinquaginta pondera

alcune robbe in varie parti affine di proveder con meno spese le missioni che l'appartengono; per la qual ragione si permette sono piu di sessant' anni al detto procuratore negoziare nella parti meridionali. Io vidi una copia de una patente del re Don Filippo III passata nel 2° di Luglio del 1611, registrata nel libro 2°, fol. 138, nella quale fassi mentione della concessione pontificia per questo traffico, il quale é molto minore di quelle che si concede. » (Arch. Prop. Atti CP a. 1673-1674, f. 258 et 258 v.).

(1). « Les ressources matérielles nécessaires à la mission (du Japon) furent toujours un poignant souci de ses supérieurs. Il s'agissait de faire vivre non seulement les jésuites, mais aussi leurs catéchistes et les séminaristes également entretenus par les pères. Il faut compter encore d'autres auxiliaires appelés *cambos*, laïques respectables qui, dans les chrétientés où ne résidaient pas habituellement des missionnaires, avaient la garde et le soin de la propreté des églises; avertissaient lorsqu'il y avait des malades ou qu'autre chose quelconque réclamait la présence du missionnaire; assistaient les mourants et enterraient les morts; faisaient répéter le catéchisme aux enfants et lisaient des livres pieux au peuple, quand les pères ou les dogiques ne pouvaient venir prêcher, les dimanches et jours de fêtes, etc. Tous ces serviteurs de la mission, avec les domestiques indispensables, formaient un nombre de personnes à sa charge, que le vice-provincial, en 1582, évalue à plus de 500, et que Mgr Cerqueira, en 1603, estime s'élever jusqu'à 900. A cette cause de dépenses déjà considérables, s'en ajoutaient plusieurs autres: ainsi c'est encore la mission qui faisait presque tous les frais de la construction des églises et de leur reconstruction; car, dans les persécutions de 1587 à 1600 seulement, presque toutes furent détruites trois fois. Les fidèles ne prenaient qu'une très faible part de ces charges; plusieurs avaient eux-mêmes besoin d'être secourus par les missionnaires; les autres n'étaient pas assez riches pour donner beaucoup du leur, et en dehors des cas d'extrême besoin, on s'interdisait même l'appel à la générosité des fortunés, afin d'éviter toute ressemblance avec les bonzes, après à exploiter leurs dévots. Finalement, c'est grâce à la charité d'Europe que subsistaient les missionnaires du Japon et leurs œuvres. » (J. BRUCKER, *La Compagnie de Jésus, Esquisse de son institut et de son histoire* (1521-1773), 2^e édit., Paris, 1919, p. 325 sq.).

serici sinici, quae vulgo *piccos* vocant¹, singula centum quadraginta librarum romanarum. Insuper in favorem missionariorum illius ecclesiae decrevit, ut si quid ex cumulo mercium superesset, quod vendi non potuerit, nostrum tamen sericum pro vendito haberetur ne missionariis anni illius alimenta deessent. Et hic obiter notandum has merces non vendi, nec permutari in his portubus per aliquem e Societate, sed per mercatores laicos. Huic facultati civitatis Maccaensis accessit etiam Excellentissimi Pro-Regis Indiae Domini Francisci Mascaregnez et haec omnia servantur in publico hujus urbis archivio.

Se quod potissimum ad rem nostram conducit, ipse summus Pontifex Gregorius XIII hanc negotiationis rationem a quacunque calumnia purgavit. Cum enim P. Alexander Valignanus², visitator harum provinciarum, de his omnibus rationem redderet R. P. Claudio Aquavive³ Societatis Praeposito Generali, et P. Aquaviva Sancititati Suae omnes ejus negotiationis leges e rerum circumstantias explicavit, in haec verba respondit : *Hujusmodi negotiatio non debet appellari mercatura, cum fiat ex mera sustentationis necessitate. Quorum constat ex epistola ejusdem P. Aquavive ad P. Visitatorem harum provinciarum, data Romae die X^a januarii 1582.*

Quod adeo verum est ut in hac urbe Maccaensi quam unicam in hac extrema Asia Lusitani possident, et in ea nihil praeter muros domorum, arcium⁴ et urbis, non agros, non rura, non praedia, sed omnia pretio e remotis partibus comparant, nemo nisi ex mercatura vivere possit. Eleemosina vix sex e B. Francisci familia⁵ paupertatem suam levant, plures nequaquam possunt. Haec non modo colorata,

(1). Le *picul*, équivalent à 60 kg 1 (selon BUCH, *La Compagnie des Indes néerlandaise*, I, p. 117, n. 2). Le *picul* compté pour ce poids, la livre romaine usitée alors à Macao valait environ 430 gr.

(2). Alexandre Valignano, Napolitain, né en 1539, n'avait que 35 ans lorsqu'il fut choisi par le général Everard Mercurian pour aller visiter avec les plus larges pouvoirs les missions de la Compagnie en Extrême-Orient. Arrivé à Goa en 1574, il consacra trois années à la visite des missions de l'Inde, puis, de 1578 à 1582, visita les missions du Japon. Aquaviva, qui avait succédé à Mercurian à la tête de la Compagnie, le nomma provincial des missions qu'il venait de visiter ; puis de nouveau visiteur pour le Japon et la Chine seulement. Valignano mourut en 1606, à Macao, après être retourné deux fois au Japon. Il avait érigé les missions du Japon en une vice-province, à laquelle Macao était attribuée en quelque sorte comme base afin d'assurer la subsistance des missionnaires du Japon et de leurs œuvres grâce à la charité d'Europe. « C'est en partie à cette intention qu'il institua la rédaction et la publication régulière des Relations annuelles... » (BRUCKER, *loc. cit.*).

(3). Claude Aquaviva, né en 1542, élu général de la Compagnie de Jésus en 1581, mort en 1615. Pendant son gouvernement de 34 ans, la Compagnie vit doubler le nombre de ses membres et augmenter en proportion ses provinces, ses noviciats, ses collèges.

(4). Supra, p. 44, n. 3.

(5). Des capucins espagnols étaient venus de Manille à Macao dès 1579, l'année même où les jésuites s'étaient installés dans la ville. (Sur cette date, voir *Memoria* bre 1938, a. xxxvi, p. 346, n. 28). Comparer supra, p. 45, où Le Faure affirme que les clarisses elles-mêmes ne peuvent subsister sans faire quelque commerce.

sed ipsissima necessitas est quam in dies augent frequentia naufragia et mercium omnium jactura.

Haec cum ita sint, videre possunt et secum reputare Eminentiae Vestrae an aliter fieri possit. Hoc unum remedium superesset, scilicet ut tanta ex Europa pecuniae vis huc transmitteretur per tot vias quanta computatis naufragiorum jacturis bellorumque periculis satis foret sustentandae provinciae. Verum nec ad id satis cum saepe ut hoc alteroque anno accidit, nullae omnino naves, vel naufragio austae vel bellis impeditae alioque negotio huc appellant. Qui ergo vivemus ? Unde alimenta suppeditabuntur ? Quod si eveniret ut tota illa ingentis pecuniae vis in portum hunc toto orbe a'b Europe dissitum secura perveniret, ut accidit Illustrissimo Berytensi in Sionensi Europae viciniore et commodiore, id quidem semel iterumque fieri posset, veluti fortunae miraculo et longo temporis decursu, ut Societas hic experitur centum et pluribus ab hinc elapsis annis, plura numerantur naufragia quam navigationes, plures jacturae quam proventus, atque ita uno identidemque naufragio plurium annorum alimenta merguntur in fluctibus¹.

Quo circa si Illustrissimus Berytensis divinae gloriae et regularis disciplinae zelo promotus, praeter meram mercaturam in nobis ex necessitate, ut dictum est, excercitam immoderationem aliquam aut excessum bene notavit, admonere superiores debuerat (ut se fecisse in sua epistola pastorali ad Tunkinenses² et affirmat sed immerito ac falso, numquam enim P. Visitatorem aut P. Provincialem admonuit)³ ut charitas bene ordinata suadet. Hanc immoderationem et excessum non negamus in procuratore Provinciae tunc fratre coadjutore, non modo ab Illustrissimo Beritensi sed prius a nobis notatam et improbatam, et P. Visitatorem predecessorem meum Aloysium de Gamaa⁴ primum, mox R. P. Generalem per litteras certiore factum, ut mos est Societatis. Quapropter eo fratre coadjutore ab officio remoto cessavit omnis illa immoderatio et suffectus est in ejus locum pater, gravitate, doctrina et exemplo insignis qui procuratorium agit summa cum moderatione nullius offensione, immo omnium approbatione.

Faxit Deus ut nostra Societas S. Evangelii ministris diu praestare hujusmodi alimenta possit ut religiosae paupertatis decus et austeritas in singulis conservari queat cum e contrario satis clare experientia cognoscamus et nimia paupertate in nimiam querendae pecuniae solitudinem quosdam e religiosis familiis abire. Si enim religio

(1). Comparer supra, p. 46 sq.

(2). La lettre pastorale du 15 octobre 1667 n'était pas adressée particulièrement à l'Eglise du Tonkin, supra, p. 31, n. 1.

(3). Supra, p. 36, n. 1.

(4). Louis de Gama, né à Montemor-o-Novo, district d'Evora, Portugal, partit pour les Indes en 1630, à l'âge de 21 ans. Il avait exercé de nombreux ministères, au Thibet, dans les Indes, au Mozambique, avant d'être visiteur de la province du Japon de 1667 à 1670. Louis de Gama était mort à Macao en 1671.

alumnis suis necessaria ad vitam praestat, et victum, et vestitum eos obligare potest et decet ad paupertatem juxta regulam et institutum colandam servandamque, quemadmodum in hiis regionibus ut in caeteris praestat et praestare conatur suis filiis Societas nostra. Interim non me parum angit gravior altera inopia et penuria, scilicet operariorum praesertim in vasto hoc Sinarum imperio ubi post datam ab imperatore patribus ad suas redeundi ecclesias facultatem¹, regiones jam albescunt ad messem accedentibus ad Christi fidem ubique promiscue et popularibus aliquot etiam e regio sanguine ; et quod caput est ipse imperator nostris rebus impense favet, et sex e nostris patribus Mattheos professoribus quam multum oblectatur, suis sumptibus in aula Pekinensi apud se magno in honore et auctoritate subsistere jussit² ingenti fidei bono et proventu animarum quas Deo et Ecclesiae Romanae quotidie subjiciunt³.

Quin immo Patrem quemdam Lusitanum de quo plura audierat circa Mattheos quaedam opera ingeniose et affabre facta per duos

(1). C'est le 8 septembre 1671 que les pères quittèrent Canton pour retourner à leurs postes. (Tous les missionnaires de la Chine, à l'exception des quatre jésuites Adam Schall, Ferdinand Verbiest, Louis Buglio et Gabriel de Magalhaens gardés en prison à Pékin, avaient été rassemblés à Canton le 25 mars 1666 sur l'ordre des régents qui gouvernaient l'empire depuis la mort du premier empereur de la dynastie mandchoue, Choun-ché, 6 février 1661). « Le vice-roi du Koang-tong avait préparé cinq barques mandarinales pour reconduire les exilés dans leurs églises respectives. La première et la plus belle était destinée aux PP. Grimaldi et Herdrich, appelés à la Cour comme mathématiciens. Le P. Emmanuel de Sequeira les accompagnait. Elle portait une bannière avec les quatre caractères : « Appelés par l'empereur et sous sa protection, ils vont à la capitale ». Les quatre autres barques portaient l'inscription : « Par ordre impérial, ils retournent à leurs églises ». En outre, le vice-roi avait donné à chaque missionnaire deux diplômes, le premier recommandant à tous les mandarins sur le parcours de les aider et de leur fournir ce qui était nécessaire, le second ordonnant de les remettre immédiatement en possession de leurs églises. » (PFISTER, *Notices*, t. I, p. 372 sq.).

(2). Kang-hi, en 1671, avait demandé à Ferdinand Verbiest de lui choisir pour sa cour quelques religieux mathématiciens. Verbiest en profita pour conserver auprès de lui Gabriel de Magalhaens, un Portugais qui était à Pékin depuis 1640, et Louis Buglio, un Sicilien remarquablement doué pour les lettres chinoises et le dessin qui avait joué un grand rôle dans la défense de Schall et de Verbiest contre leurs accusateurs devant les régents. Il leur adjoignit Christian Herdrich, un Autrichien, et Philippe-Marie Grimaldi, un Piémontais. Le sixième se trouva être un jeune religieux chinois natif de Macao, le premier de ses compatriotes à être admis au sacerdoce dans la Compagnie, qui rentrait justement de Rome où il avait fait toutes ses études au Collège romain, Emmanuel de Sequeira. Gabriel de Magalhaens ne put jamais « admettre que la charge de président du tribunal d'Astronomie, dont Verbiest était revêtu, n'était pas contraire aux prescriptions de l'institut, et il ne cessa de le poursuivre comme coupable d'*ambitus* devant les supérieurs, qui durent, pour mettre un terme à ses attaques, soustraire Verbiest sur ce point à son autorité, lorsqu'il était supérieur de la maison à Pékin. » (PFISTER, *Notices*, t. I, p. 254).

(3). Quoique le décret de mars 1671 qui avait autorisé le retour des missionnaires dans leurs églises « n'accordât pas encore une liberté entière d'embrasser l'Evangile, cependant, cette même année, plus de 20.000 fidèles reçurent le baptême ; et l'année suivante, 1672, un oncle maternel de l'empereur, et un des huit généraux perpétuels qui commandent la milice tartare, embrassèrent la foi. » (PFISTER, *Notices*, t. I, p. 344).

e Matteseos tribunali Dynastas Pekino Macaum usque, itinere quingentarum prope leucarum hispanicarum, per brevissimam viam expeditos accersiit et Pekinensem aulam adire pro imperio coegit, quod factum est elapso anno 1672, tota hac urbe Macaensi, imo toto Sinensi imperio spectante, et tam inusitatum et insolens beneficium externo homini et ignoto inter Sinas impertitum admirante ¹. Ex quo nimirum quantum Christiano nomini amoris et fructus accesserit. Nunc Pekini in ipsa aula numerant Christianorum octo millia, plures in dies numero speramus.

In Tunkinensi et Coccincinensi regno, regum illorum persecutione res christiana agitur sed patrum labore et opera suos in hac hieme profert fructus satis uberes. In Tunkino quatuor e nostris patribus operantur cum uno coadjutore Tunkinensi ², e quibus unus pater Johannes Philippus Marinus ³ episcopus electus a rege Lusita-

(1). Ce n'est pas comme mathématicien, mais comme musicien que Verbiest avait signalé à Kang-hi le jeune Pereira (né à S. Martinho do Valle, Portugal, en 1645, entré au noviciat de Coimbre en 1663, parti pour les Indes en 1666 où il termina ses études et fut reçu maître ès arts, à Goa ou à Macao). « Kang-hi lui expédia deux mandarins pour le chercher et l'amener à la cour. Les mandarins furent reçus avec tous les honneurs dus au prince qu'ils représentaient ; ils s'acquittèrent de leur commission, et le père visiteur Valguarnera ordonna au P. Thomas Pereira de les suivre. Ils arrivèrent à Pékin en janvier 1673, ayant été comblés de marques de respect par tous les préfets des villes qui se trouvaient sur leur passage. Dès les premières entrevues, le jeune religieux fut si agréé du prince que, pendant 36 ans, il ne perdit jamais ses bonnes grâces. » (PFISTER, *Notices*, t. I, p. 382).

(2). Dominique Fuciti, un Italien, Emmanuel Ferreira et François Pimentel, les deux Portugais, et le frère coadjuteur Ignace Martino, Tonkinois. Tous les quatre étaient habillés en marchands. (Joseph TISSANIER, *Relation de l'état où se trouvent les missions de la Compagnie de Jésus à la Chine, au Japon, à la Cochinchine et autres Etats voisins*, l'année 1677, supra, p. XX, n. 2.)

(3). Jean Philippe de Marini, Génois, célèbre par le succès de son ouvrage *Delle missioni de' padri della compagnia di Giesu nella provincia del Giappone, e particolarmente di quella di Tunkino*, Supra, p. II, n. 3, provincial du Japon de 1670 à 1673. Sa nomination par le régent de Portugal à l'évêché de la Chine (titre que portait l'évêque résidant à Macao) ne fut jamais confirmée par le Saint-Siège. Il mourut à Macao, le 17 juillet 1682. Marini s'était présenté en 1671 à l'entrée du fleuve Rouge, « à la faveur d'une ambassade que le vice-roi des Indes envoyait au roi du Tonkin pour y soutenir les intérêts de la religion, mais le vent et la mer conspirèrent contre cette ambassade et le vaisseau s'alla briser à la côte où la plupart des marchandises se perdirent. Presque tout le monde échappa du naufrage. La réception que l'on fit au père Marini après cette disgrâce fut une prison. Le mandarin qui gouvernait cette province maritime trouva mauvais que le père parût en habit de religieux dans un royaume où l'exercice de la religion chrétienne était défendu. » (TISSANIER, *Relation de l'état où se trouvent les missions*, cit. plus haut). Quand Marini, sorti de prison, se présentera en 1673 à l'audience accordée par le chao aux étrangers, il sera vêtu à la tonkinoise ; ce qui l'empêcha pas que sa demande de « bâtir une maison au Tonkin sous prétexte d'y faire un magasin de marchandises » ne fut pas agréée, car « on se douta que leur véritable dessein était de ménager en secret les intérêts de notre sainte religion, et c'est ce qu'on ne voulait pas absolument permettre. » Marini, qui connaissait le Tonkin, ne se tint pas pour battu et obtint du gouverneur de la province la permission de « bâtir une maison à Hien (où étaient établis les comptoirs des commerçants étrangers) et d'y laisser ses deux confrères déguisés en

niae totius sinici imperii, in Coccincina tres¹ simulata persona.

Ne molestior sim hic finem impono epistolae. Omnia namque fusius in litteris annuis ad nostrum R. Patrem Generalem mitto², ubi per ocium de omnibus fieri certiores passunt, enixe rogans per viscera Jesu Christi ut socios minimae nostrae Societatis qui adeo strenue laborant in propaganda fide suo patrocínio Eminéntiae Vestrae foveant protegantque, et vires et animos addant ad praeliandum praelia Domini et spolia ex communi hoste quam plurima referenda ; obsequio enim Sacrae Vestrae Congregationis me caeterosque omnes devinctos et addictos habent. Maccaï die X^a octobris anni 1673.

Eminentiarum Vestrarum totiusque Sacrae Congregationis de Propaganda Fide

Humilimus in Christo servus,
Thomas VALGUARNERA³.

habits de marchands. » Mais le chua se méfiait, et l'ayant su ordonna de le faire embarquer sans retard. (*Relation des missions et des voyages des évêques vicaires apostoliques et de leurs ecclésiastiques ès années 1672, 1673, 1674 et 1675*, Paris, 1680, p. 165 sq.).

(1). Barthélemy Acosta, un métis japonais, Joseph Candone, un Italien, François Baudet, un Français de la province de Lyon. Les jésuites avaient donc dû renoncer à leur principe de ne pas abandonner l'habit ecclésiastique ; eux aussi ils avaient adopté l'habit de marchand en Cochinchine comme au Tonkin, ce que Jacques Le Faure avait tant reproché aux Français, supra, p. 48 sq.

(2). Supra, p. 57, n. 2. Les jésuites missionnaires du Tonkin s'estimaient confirmés dans la pratique de n'écrire qu'à leur général par un bref que Philippe Marini avait obtenu d'Alexandre VII en 1666, où le pape déclarait aux fidèles du Tonkin en parlant des jésuites : « Illi quidem, et a nobis auctoritatem animarum vestrarum saluti et directioni necessariam habent, et si quid amplius forte temporum rationes exposcent, indicari jussimus annuis huc ad Patrem generalem suum litteris, quibus de statu, et rebus vestri omnibus jugiter admoneri volumus. » (Bref *Cum ex aliis pluries*, 31 mars 1665, cf. CHAPPOULIE, *op. cit.*, p. 248 sq.).

(3). La plus grande hésitation règne autour de l'orthographe du nom de Valguarnera, appelé Valgrenier par les Français. A l'endroit où R. STREIT, *Bibliotheca missionum*, t. V, *Asiatische Missionsliteratur* (1600-1699), Aix-la-Chapelle, 1929, donne sa notice, il l'écrit Valguarnero, né à Palerme en 1608 ; mais il écrit encore Valgarneira, Valgarneiro, Valgarnero, Valguarneira. PFISTER, *Notices*, t. I, n° 143, qui donne Valgarneira, ajoute à la table de son tome II la seconde orthographe (Valguarneira).

Vu le 24 Mai 1943.
Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,
J. VENDRYES.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Université de Paris,
Gilbert GIDEL.

Bibliographie

SOURCES MANUSCRITES

Archives de la Propagande à Rome.

- SRCP IO a.1665-1669 (Scritture referite congregazioni particolari
Indie orientali, années 1665-1669).
SRCP Ind. Or. a.1677 vol. B.
SRCP IO a.1679
Atti CP a.1673-1674

Archives de la Société des Missions Etrangères à Paris.

- Vol. 8, Séminaire, 1680-1682.
277, Rome (Négoce).
677, Tonkin, 1664-1675, correspondance.
856, Siam 1662-1677, correspondance.
857, Siam 1662-1677, lettres de Lambert, Pallu, Tissanier, Chevrenil, Le Faure, Langlois, Laneau, Vachet, Sevin.
858, Siam 1662-1683, lettres de Lambert, Deydier, Pallu, de Bourges, Laneau.
876, Siam 1663-1674, correspondance.

Bibliothèque Victor-Emmanuel à Rome.

- Fondo gesuitico, 1253-20, Discorso apologetico fatto dal P. Generale Oliva nella congregazione deputata de Propaganda.
1496, Risposta ad una scrittura del P. Generale S. J. (Oliva) che comprende due discorsi che fece contro i Vicari Apostolici della China in due congressi dei Cardinali di Propaganda.

Bibliothèque de la ville de Lyon.

- Manuscrit 813 (Fonds général). Relation de l'état où se trouvent les missions de la Compagnie de Jésus à la Chine, au Tonkin, à la Cochinchine et autres Etats voisins, l'année 1677 (par Joseph Tissanier).

OUVRAGES ET TRAVAUX CONSULTÉS

- ABELLY (Louis). — *Medulla theologica ex sacris scripturis conciliorumque pontificumque decretis ac sanctorum patrum et doctorum placitis expressa...*, 2^e édit., Paris, 1653, 2 vol. in-12.
- ACOSTA (Joseph de). — *De promulgando Evangelio apud Barbaros sive de procuranda Indorum salute libri sex*, Lyon, 1670, in-8.
- ARNAULD (Antoine). — *Œuvres de messire Antoine Arnauld, docteur de la maison et société de Sorbonne* (publiées par Gabriel Du Parc Bellegarde et Jean Hauteffage, avec la vie de messire Antoine Arnauld, par Noël de Larrière). Paris, Lausanne, 1775-1783, 43 t. en 38 vol. in-4^o.
- ALMEIDA (Fortuné de). — *Historia de Igreja em Portugal*, t. III, 2^e partie, Coïmbre, 1917, in-8^o.
- AZPILCUETA (Martin de). — *Opera*, t. III (*Enchiridion sive manuale confessoriorum et poenitentium*), Lyon, 1589, 3 t. en 2 vol. in-fol.
- BAUDIMENT (Louis). — *François Pallu, principal fondateur de la Société des Missions Etrangères 1626-1684*, Paris, 1934, in-8^o.
- BERNARD (Henri). — *Aux portes de la Chine, les missionnaires du XVI^e siècle (1514-1588)*, Tientsin, 1933, in-8^o.
- BOURGES (Jacques de). — *Relation du voyage de Monseigneur l'évêque de Béryste, vicaire apostolique du royaume de Cochinchine, par la Turquie, la Perse, les Indes, etc., jusqu'au royaume de Siam et autres lieux*, Paris, 1666, in-8^o.
- BRUCKER (Joseph). — *La Compagnie de Jésus. Esquisse de son institut et de son histoire (1521-1773)*, 2^e édit., Paris, 1919, in-16^o.
- BRUNS (Hermann-Théodore). — *Canones apostolorum et conciliorum veterum selecti*, Berlin, 1839, 2 parties en un vol. in-8^o.
- EUCH (W. J. M.). — *La Compagnie des Indes néerlandaises et l'Indochine*, ds *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, 1936 et 1937.
- (Par abréviation BUCH, La Compagnie des Indes néerlandaises, I ou II.
- Bullarium patronatus Portugalliae regum in ecclesiis Africae, Asiae atque Oceaniae, bullas, brevia, epistolas, decreta actaque sanctae Sedis ab Alexandro III ad hoc usque tempus amplectans*, t. I (1171-1600), Lisbonne, 1868-1879, 5 vol. in-4^o.

(Bull. Patr. I.

- BUSEMBAUM (Hermann). — *Medulla theologiae moralis facili ac perspicua methodo resolvens casus conscientiae ex variis probatisque authoribus concinnata*, Paris, 1657, in-12.
- CHAPPOULIE (Henri). — *Aux origines d'une Eglise, Rome et les missions d'Indochine au XVII^e siècle*, t. I, Paris, 1943, in-8°.
- Codicis juris canonici fontes cura Emi Petri Card. Gasparri editi*, Rome, 1926-1938, 8 vol. parus in-8°.
- Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, publié sous la direction de Mgr A. BAUDRILLART, de MM. A. VOGT et U. ROUZIES, Paris, 1912, en cours de publication, in-8°.
- Dictionnaire de Théologie catholique contenant l'exposé des doctrines de la théologie catholique, leurs preuves et leur histoire*, commencé sous la direction de A. VACANT, continué sous celle de E. MANGENOT, Paris, 1909, en cours de publication, in-8°.
- ESCOBAR Y MENDOZA (Antoine). — *Liber theologiae moralis viginti et quatuor Societatis Jesu doctoribus reseratus*, Lyon, 1656, in-8°.
- L'Etat présent de l'Eglise de la Chine et des autres royaumes voisins*, Paris, 1670, in-12°.
- FILLIUCCI (Vincent). — *Quaestionum moralium de christianis officiis in casibus conscientiae... tomi duo*, Lyon, 1633-1634, 3 t. en 2 vol. in-fol.
- FRIEDBERG (Emile). — *Corpus juris canonici, editio Lipsiensis secunda*, Leipzig, 1879-1881, 2 vol. in-4°.
- GERVAISE (Nicolas). — *Histoire naturelle et politique du royaume de Siam*, Paris, 1688, in-4°.
- GOYAU (Georges). — *Les prêtres des Missions Etrangères*, Paris, 1932, in-8°.
- GRAAF (Nicolas de). — *Voyages de Nicolas de Graaf aux Indes orientales et en d'autres lieux d'Asie depuis 1639 jusqu'en 1687*, Amsterdam, 1719, in-8°.
- HEFELE (Charles-Joseph). — *Histoire des conciles*, traduite et annotée par Dom H. LECLERCQ et continuée par divers collaborateurs, Paris, 1903, 19 volumes parus, in-8°.
- JORDAO (Lévy-Maria). — Voir *Bullarium patronatus Portugalliae regum*.

Juris Pontificii de Propaganda Fide pars prima, complectens bullas brevia, acta S. Sedis, par Raphaël de Martinis, Rome, 1888-1897. 8 tomes en 7 vol. in-4°.

(Jur. Pont. Prop. Fide I.

LAPIDE (Corneille A). — Voir Van den Steen.

LAUNAY (Adrien). — *Documents historiques relatifs à la Société des Missions Etrangères*, t. I, in-4°.

(LAUNAY, Docum. historiques.

LAUNAY (Adrien). — *Histoire de la mission de Cochinchine (1658-1823)*, *Documents historiques*, t. I, Paris, 1920, in-8°.

(LAUNAY, Cochinchine.

LAUNAY (Adrien) — *Histoire de la mission de Siam (1662-1811)*, *Documents historiques*, t. I, Paris, 1920, in-8°.

(LAUNAY, Siam.

LAUNAY (Adrien). — *Lettres de Monseigneur Pallu*, annotées par A. LAUNAY, tomes I et II, 2 vol. in-8°.

(LAUNAY, *Lettres de Pallu*.

LAYMANN (Paul). — *Théologiae moralis in quinque libros partitae... tomus primus*, Lyon, 1643, 2 t. en 1 vol. in-fol.

LE GAUDIER (Antoine). — *Introductio ad solidam perfectionem per manuductionem ad sancti P. N. Ignatii exercitia spiritualia integro mense obeunda*, Paris, 1643, in-8°.

Lettres inédites de François Deydier, évêque d'Ascalon, vicaire apostolique du Tonkin (1634-1693) ds *Revue d'Histoire des Missions*, t. III, 1926.

LOYOLA (Ignace de). — *Regulae Societatis Jesu auctoritate septimae congregationis generalis auctae*, Anvers, 1635, in-8°.

LOYOLA (Ignace de). — *Constitutiones Societatis Jesu cum earum declarationibus*, Avignon, 1827, in-8°.

MADROLLE (GUIDE). — *Chine du Sud, Java, Japon*, Paris, in-8°.

MANSI (Jean-Dominique). — *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio...*, édition de Paris, 1903-1927, 50 t. en 55 vol. in-fol.

MARINI (Jean, Philippe de). — *Delle missioni de' padri della compagnia di Giesu nella provincia del Giappone, e particolarmente di quella di Tumkino*, Rome, 1663, in-4°.

- MARTINIS (Raphaël de). — Voir *Juris Pontificii de Propaganda Fide pars prima*.
- MAYBON (Charles-B.). — *Histoire moderne du pays d'Annam (1592-1820), étude sur les premiers rapports des Européens et des Annamites et sur l'établissement de la dynastie annamite des Nguyễn*, Paris, 1920, in-8°.
- Memoria sobre a Diocese de Macau, ds Boletim Ecclesiastico da diocese de Macau*, décembre 1938, a. XXXVI.
- MIGNE (abbé Jacques-Paul). — *Patrologiae cursus complectus...*, Paris, 1844-1864, 221 vol. in-8°.
- PALLEGOIX (Mgr Jean-Baptiste). — *Description du royaume Thaï ou Siam*, Paris, 1854, in-12.
- PALLU (François). — *Relation abrégée des missions et des voyages des évêques français envoyés aux royaumes de Siam, de la Chine, Cochinchine, Tonkin et Siam*, Paris, 1668, in-8°.
- PFISTER (Louis). — *Notices biographiques et bibliographiques sur les jésuites de l'ancienne mission de Chine (1552-1773)*, Changhaï, 1932-1934, 2 vol. in-8°.
- POSSEVINO (Antoine). — *Bibliotheca selecta de ratione studiorum ad disciplinas et ad salutem omnium gentium procurandam*, Venise, 1603, 2 t. en 1 vol. in-fol.
- Relation des missions des évêques français aux royaumes de Siam, de la Cochinchine, de Camboye, et du Tonkin, etc., divisée en quatre parties*, Paris, 1674, in-8°.
- Relation des missions et des voyages des évêques vicaires apostoliques et de leurs ecclésiastiques es années 1672, 1673, 1674 et 1675*, Paris, 1680, in-8°.
- Relation des missions et des voyages des évêques vicaires apostoliques et de leurs ecclésiastiques es années 1676 et 1677*, Paris, 1680, in-12°.
- RHODES (Alexandre de). — *Divers voyages et missions du P. Alexandre de Rhodes en la Chine, et autres royaumes de l'Orient, avec son retour en Europe par la Perse et l'Arménie*, Paris, 1653, in-4°.
- ROCHEMONTEIX (Camille de). — *Les Jésuites et la Nouvelle France au XVII^e siècle d'après beaucoup de documents inédits*, Paris, 1895, 3 vol. in-8°.
- RODRIGUES (François). — *A Companhia de Jesus em Portugal e nas Missoes*, 2^e édit., Porto, 1935, in-8°.

- SION (Jules). — *Asie des Moussons*, 1^{re} part. *Chine-Japon*, Paris, 1928, ds VIDAL DE LA BLACHE et L. GALLOIS, *Géographie universelle*, t. IX, in-4°.
- SOMMERVOGEL (Charles). — *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus, Bibliographie*, Bruxelles-Paris, 1890-1900, 9 vol. in-4°.
- STREIT (Robert). — *Bibliotheca missionum*, t. V, *Asiatische Missions-literatur (1600-1699)*, Aix-la-Chapelle, 1929, in-8°.
- SUAREZ (François). — *De virtute et statu religionis tomus IV et ultimus*, Mayence, 1926, in-fol.
- TAVERNIER (Jean-Baptiste). — *Les six voyages de Jean-Baptiste Tavernier, écuyer, baron d'Aubonne, en Turquie, en Perse et aux Indes pendant l'espace de quarante ans et par toutes les routes que l'on peut tenir ; accompagnés d'observations particulières sur la qualité, la religion, le gouvernement, les coutumes et le commerce de chaque pays, avec les figures, les poids et la valeur des monnaies qui y ont cours*, édition d'Amsterdam, 1738, 5 vol. in-12°.
- THOMAS D'AQUIN (Saint). — *Summa theologica... in tres partes ab auctore suo distributa*, Paris, 1662, in-fol.
- THOMAS A JESU. — *De procuranda salute omnium gentium schismaticorum haeticorum judaeorum Sarracenorum exterorumque infidelium libri XII*, Anvers, 1613, in-4°.
- TISSANIER (Joseph). — *Relation du voyage du P. Joseph Tissanier de la Compagnie de Jésus, depuis la France, jusqu'au royaume de Tunquin. Avec ce qui s'est passé de plus mémorable dans cette mission, depuis les années 1658, 1659 et 1660*, Paris, 1663, in-8°.
- TORSELLINI (Horace). — *Sancti Francisci Xaverii epistolarum libri quatuor nova quorundam accessione opus omnibus operariis Evangelicis perutile... in latinum conversi ex hispanico*, Lyon, 1682, in-12°.
- VAUMAS (Guillaume de). — *L'Eveil Missionnaire de la France (d'Henri IV à la fondation du séminaire des Missions Etrangères)*, Lyon, 1942, in-8°.
- VAN DEN STEEN (Cornelle). — *Commentaria in Jeremiam prophetam, Threnos, Baruch...*, Anvers, 1621, in-fol.
- VROMANT (G.). — *Jus missionariorum*, t. II de Personis, Louvain, 1929, in-8°.
- WESSELS (C.). — *Histoire de la mission d'Amboine depuis sa fondation par saint François Xavier jusqu'à sa destruction par la Compagnie néerlandaise des Indes orientales (1546-1605)*, Louvain, 1934, in-8°.
- WESSELS (Gabriel). — *Bibliotheca Carmelitana*, t. I, Rome, 1927, in-fol.

INDEX

- ABELLY (Louis) X n.1, 17, 23
 ACOSTA (Barthelemy) 66 n.1
 ACOSTA (Joseph d') X n.1, 13
 AGEN VI
 ALBIER (Pierre) V, VI, VI n.2, VII,
 VII n.2, XVI n.1
 ALBUQUERQUE II n.2
 ALCANTARA XI n.1
 ALEXANDRE VII I, IV n.2, 66 n.2
 ALEXANDRETTE I n.1
 AMBROISE (saint) 6
 ANDRÈS (Sébastien) 60 n.1
 ANNAM II, VI n.2, VIII, 36 n.1,
 39 n.1
 APOTRES (Canons des) X n.1, 5
 AQUAVIVA XVI, 62 n.2 et 3
 ARABES 35 n.1
 ARNAULD (Antoine) XVI n.1, XIX
 ASSEMBLÉE DU CLERGÉ IV
 AUGUSTIN (saint) X n.1, 6, 18, 27
 AZPILCUETA 24
- BAGOT (Jean) V, V n.1-2 et 3
 BAISIN 59 n.2
 BALDINOTTI (Julien) 49 n.1
 BANTAM 57 n.1
 BARZÉE (Gaspard) 12
 BATAVIA VI, VII n.2, VIII n.4
 BAUDET (François-Ignace) 41 n.4,
 66 n.1
 BERNARD (saint) 27
- BÉRYTE (Beyrouth) I, I n.1, IV,
 VII n.3
 BÉSARD III n.3
 BONS AMIS III n.3, V, V n.1, XIV
 BORDEAUX VI
 BORGÈS (Onuphre) VI
 BOURGES (Jacques de) IV, IV n.3,
 XV n.2, XVII, 50 n.1
 BRAGANCES XI
 BRISACIER (Laurent de) I n.1, III
 n.3
 BUGLIO (Louis) 64 n.1 et 2
 BUSEMBAUM (Hermann) X n.1, 8,
 10
- CAMBODGE XIII, 40 n.2, 41 n.1,
 59 n.2
 CAMOENS 44 n.3
 CANDONE (Joseph) 66 n.1
 CANTON XVI n.1, 32 n.1, 44 n.4,
 53 n.1, 63 n.4
 CARDOSO (Jean) V, V n.2 et 3
 CARTHAGE 5
 CÉPHALONIE I n.4
 CERQUEIRA (Mgr) 61 n.1
 CEYLAN 35 n.1, 47 n.2
 CHALCÉDOINE (canon du concile de)
 X n.1, 5
 CHANG-HAI 45 n.3
 CHEVREUIL (Louis) 40 n.2, 41 n.4 et
 5, 59 n.2

- CHINE II n.3, IV n.4, VII n.3, VIII, XVI, XX n.1, 31 n.1, 34 n.2, 35 n.2, 39 n.1, 42 n.1, 44 n.1, 46 n.2, 53 n.1, 62 n.2, 64 n.1 évêché 65 n.3 vice-province II n.3, XVI n.1, XXI n.2, 32 n.1, 36 n.1, 44 n.1, 45 n.3, 57 n.3, 60 n.2
- CHOUN-CHÉ 64 n.1
- CHRYSOLOGUE (saint) 15
- CHRYSOSTOME (saint) 13
- CITÉ DU NOM DE DIEU 46 n.3 v. Macao
- CLÉMENT IX XIII n.1, XVIII, XIX, XX
- COCHIN 35 n.1, 47 n.2
- COCHINCHINE I, V n.2, VI, VI n.2, VII n.3, XIV, 31 n.1, 35 n.1, 41 n.4 et 5, 66 n.1 camp des Cochinchinois 58 n.4 et 5
- COÏMBRE 65 n.1
- COLOMBO 35 n.1
- COMPAGNIE anglaise des Indes I n.4
- COMPAGNIE française des Indes orientales XIII, 49 n.1
- COMPAGNIE hollandaise des Indes orientales VIII n.4
- CORÉE 31 n.1
- CORNELIUS A LAPIDE 9
- COROMANDEL 35 n.1
- COSTA (Paul da) 46 n.2
- COSTA (Sébastien da) 46 n.1, 60 n.2
- COTOLENDI (Ignace) 31 n.1, 41 n.5
- CRANGANOR 35 n.1, 47 n.2
- Creditae nobis coelitus* XVII n.1
- Cum haec Sancta Sedes* XIII n.1
- DECCAN 47 n.2
- DEYDIER XII n.1, XV n.2, XVII, XXI n.1, 41 n.2, 49 n.1, 50 n.1
- ESCOBAR (Antoine) X n.1, 6, 8, 17, 22 23, 24
- ESPAGNE III n.2, XI Espagnols IV n.4, XI n.1
- EUROPE IV, IV n.4, V n.3, VIII
- EUTYCHES 15
- Ex debito pastoralis* IV n.1, XI, XII, XV, XIX, 14, 36
- EXTRÊME-ORIENT VIII, XIV, XV, XVII, 39 n.1, 42 n.5, 52 n.1, 62 n.2
- FAÏFO 41 n.5
- F'ERMANEL III n.3
- F'ERREIRA (Emmanuel) 65 n.2
- F'ILLIUCCI (Vincent) 6, 7, 18
- FOKIEN IV n.4, 31 n.1
- FORMOSE 42 n.1
- FRAGOSO XIII, XIV
- FRANCE III, IV, VIII n.4, XIV Français I, II, VI, VII, X n.1, XIII n.1, 48 n.1, 49 n.1, 50 n.1, 58 n.2-3 et 5, 66 n.1
- FRANÇOIS DE SAINT-THOMAS 46 n.2
- FRANÇOIS-XAVIER (saint) X, 12, 22, 35 n.1, 43 n.2
- FUCITI (Dominique) 52 n.1, 65 n.2
- GALLE 35 n.1
- GAMA (Louis de) XVIII, 63 n.4
- GAZIL III n.3, 59 n.1
- GÉLASE X n.1, 4
- GOA XII, 10, 43 n.2, 58 n.3, 59 n.2, 62 n.2, 65 n.1 vicaire général (S. da Costa) II, XV n.1, 40 n.2, 50 n.1 v. COSTA (Sébastien da)
- GOLCONDE 35 n.1
- GOMERON I n.1
- GRAAF (Nicolas de) XXI n.2, 44 n.3
- GRATIEN IX, X n.1 et 2
- GRÉGOIRE XIII XVI, XVIII
- GRESLON (Adrien) 32 n.1
- GRIMALDI (Philippe-Marie) 64 n.1 et 2
- HAÏNAN 31 n.1
- HAINQUES (Antoine) VII n.2, 41 n.5
- HANOÏ 49 n.1
- HELIOPOLIS IV n.4, VII n.2 et 3
- HERDTRICH (Christian) 64 n.1 et 2
- HÏEN 65 n.3

- HOLLANDAIS II, VII n.3, VIII n.3, XV, 35 n.1, 42 n.1, 47 n.2, 51 n.1
 Camp des Hollandais II n.1, 58 n.4
 HUÉ 41 n.5
 IGNACE (saint) XII, 8, 9, 12, 17, 43 n.2
 INDE V n.3, 62 n.2
 INDES ORIENTALES II, VIII n.3 et 4, XI, XII, XIV, XV, XV n.2, XIX, 46 n.4, 49 n.1, 58 n.5, 63 n.4, 65 n.1
 vice-roi II congrégation II
 INDOCHINE I n.3, II n.3, 31 n.1, 32 n.1
 INGOLI 32 n.2
 INQUISITION II, XIII
 JAFFNA 35 n.1
 JAPON II n.3, 32 n.2, 35 n.1, 51 n.1, 57 n.3, 61 n.1, 62 n.2 province du Japon II, II n.3, IV, VII, XI, XV n.2, XVII, XVIII, XXI n.2, 36 n.1, 39 n.1, 41 n.1, 43 n.2, 44 n.1, 50 n.1, 60 n.2, 62 n.2, 63 n.4, 65 n.3.
 JAQUETRA 47 n.2 v. Batavia
 JEAN IV DE BRAGANCE III n.2
 JÉRÔME (saint) X n.1, 6, 8, 16
 JÉSUS (Compagnie de) II n.3, III, III n.2, V, VII, XI, XII, XIV, XV, XV n.2, XVII, XVIII, XIX, 50 n.1, 52 n.1, 57 n.2, 58 n.5, 62 n.3.
 JUNET 49 n.1
 JUSSERTE XV n.1, 40 n.2, 46 n.1 et 2
 KANG-HI 64 n.2, 65 n.1
 KIANGSI 31 n.1
 KOANG-TON 64 n.1
 KOUANGTOUNG 31 n.1
 LA HAYE 46 n.4
 LAMBERT DE LA MOTTE (Pierre) I, I n.1 et 3, II, III, III n.3, IV, IV n.3, V, VII, XII, XII n.1 et 2, XIII, XIV, XV, XV n.1 et 2, XVI, XVI n.1, XVII, XVII n.1, 32 n.1, et 2, 32 n.1, 34 n.2, 35 n.1, 36 n.1, 39 n.1, 40 n.2, 41 n.2, 42 n.1, 49 n.1, 52 n.1, 58 n.1, 59 n.1.
 LAYMANN (Paul) 4, 7, 17, 18, 24.
 LE FAURE (Jacques) XV n.1, XVI, XVI n.1, XVII, XVIII, XIX, 31 n.1 33 n.2, 34 n.2, 36 n.1, 39 n.1, 45 n.3, 47 n.2, 52 n.1, 53 n.1, 58 n.2, 66 n.1
 LE GAUDIER (Antoine) 11, 13
 LERIA (Jean-Marie) 10
 LESSIUS (Léonard) 8
 LISBONNE II, III, III n.2, VI, XVI n.1, 46 n.2 chancellerie XI, XIX
 LISIEUX I n.1
 LOUIS XIII I n.1
 LOUIS XIV I n.3, V n.1
 LUGO (Jean de) 8
 LYON 41 n.4
 MACAO ou Cité du Nom de Dieu II, II n.3, V n.2, VI, VIII, IX, XII, XV, XV n.2, XVI, XVI n.1, XVII, XXI n.2, 10, 35 n.1, 36 n.1, 41 n.3 et 4, 43 n.2, 44 n.3 et 4, 46 n.2 et 3, 49 n.1, 51 n.1, 52 n.1, 57 n.3, 58 n.1, 59 n.2, 62 n.2 et 5, 63 n.4, 64 n.2, 65 n.1 et 3 évêché III, XV n.1, collègue Saint-Paul II n.3, XV n.2. 44 n.2, 51 n.1, 59 n.2, 60 n.2 Sé-nat XV n.1, XVIII
 MACASSAR II n.2, 47 n.2
 MACHAULT (Jacques de) XVI, XVI n.1, XVII n.1, 32 n.1
 MAGALHAENS (Gabriel de) 64 n.1 et 2
 MALABAR 35 n.1, 43 n.2
 MALACCA II, II n.2, XIII, 35 n.1 évêché III
 MALAISIE II n.3
 MANAR 47 n.2
 MANILLE 62 n.5
 MARINI (Philippe de) 52 n.1, 65 n.3, 66 n.2
 MARSEILLE I n.1, IV n.3 et 4
 MARTIN (Jacques) 19, 20
 MARTINI (Martin) 34 n.2
 MARTINO (Ignace) 65 n.2
 MASCATE 35 n.1

- MASULIPATAM I n.1
 MAYA (Mathias de) 10
 MELCHIADE X n.2
 MÉLIAPOUR 35 n.1
 MELO (Louis de) II n.2
 MÉNAM VII
 MERCURIAN (Everard) 62 n.2
 MERGUI I n.1
 MEXIQUE IV n.4
 MISSIONS ÉTRANGÈRES (société des)
 I n.1 procureurs IV v. Sémi-
 naire
 MORALES (J.-Baptiste) 34 n.2
- NANKIN XVI n.1
 NÉGAPATAM 35 n.1
 NÉPOTIEN X n.1
 NICKEL (Goswin) XV n.1
- OLIVA XII n.2, 33 n.2
 OLIVEIRA ARAGUA (Manuel) 59 n.2
- PALLU (François) III, n.3, IV, IV
 n.4, V, V n.2 et 3, VII, XII, XII
 n.1, XIII, XIII n.1, XV n.1, XIX,
 XX, XXI n.1, 31 n.1, 33 n.2, 41
 n.5, 49 n.1, 57 n.1, 59 n.1
 PARAVERS 35 n.1
 PARIS IV n.3, V n.1, VI, XIV, XVI
 n.1, XVII n.1
 PAUL (saint) 14, 50 n.1
 PAYS-BAS 46 n.4
 PÊCHERIE (Côte de la) 35 n.1
 PÉKIN 42 n.1, 64 n.1 et 2, 65 n.1
 PÉREIRA (Thomas) 64 n.1
 PHAULCON (Constance) I, I n.4
 PHILIPPE II VIII n.3
 PHILIPPE III 60 n.2
 PHRANARAÏ I, I n.3, V
 PIE IV 23
 PIMENTEL (François) 65 n.2
 PORTUGAL II, III n.2, XI, XI n.1,
 XV n.2, 46 n.4, 57 n.4, 65 n.3,
 Portugais I, II, II n.1 et 2, V, V
 n.3, VII n.3, VIII, IX, XI n.1,
 XIII, 35 n.1, 40 n.2, 44 n.3 camp
 des Portugais II n.1, XIV, 31 n.2,
 40 n.2, 47 n.2, 58 n.3 patronat
 portugais II n.4, XV n.1, XVIII
 POSSEVINO (Antoine) 13
 PROPAGANDE II, IV, VII n.2, VIII
 n.1, XVII, XVII n.1, XIX, XXI,
 31 n.2, 32 n.2, 41 n.5 instructions
 31 n.2, 50 n.1, 57 n.2
- QUINTANADVENAS XI n.1, XIII, 7,
 23
Religiosus negotiator VII, VIII,
 IX, X, XI, XII, XII n.2, XX,
 XXI, 36 n.1, 46 n.1
 RENNES V n.1
 RHODES (Alexandre de) VI, VII,
 XVI n.1, 51 n.1
 RODRIGUEZ (Emmanuel) 59 n.2
 ROME III n.2 et 3, IV, V n.1, XI,
 XII, XIX, XXI, 46 n.2, 57 n.1,
 64 n.2
 ROUEN I n.1
 ROUGE (fleuve) VI
- SAINT-JOSEPH (collège) II n.3
 SAINT-OFFICE XIV, 34 n.2
 SAINT-PAUL (collège) II n.3, XV
 n.2, 44 n.2, 51 n.1, 59 n.2, 60 n.2
 SAINT-SIÈGE II, III, III n.2, XII, 34
 n.2, 65 n.3
 SCHALL (Adam) XVI n.1, 32 n.1,
 64 n.1 et 2
 SÉMINAIRE (de la rue du Bac) I
 n.1, 59 n.1
 SEQUEIRA (Emmanuel de) 64 n.1 et
 2
 SÉVILLE XI n.1
 SIAM (Ayouthia) I, I n.1, 2, 3 et 4,
 II, II n.1 et 3, III n.3, IV, IV n.3
 et 4, V, VI, VI n.2, VII n.2 et 3,
 X n.1, XII, XII n.1 et 2, XIII,
 XIII n.1, XIV, XVI, XVII, XVIII,
 32 n.1, 35 n.1, 36 n.1, 41 n.1, 49 n.1,
 57 n.1 et 4, 58 n.1, 59 n.1, 60 n.1
 v. camp des Cochinchinois, camp
 des Portugais
Sollicitudo XIII n.1, XVIII, XIX,
 XX, XXI n.1

- Speculatores* XIII n.1
 SUAREZ (François) X, 7
Super cathedram 31 n.1
 SURATE I n.1

 TARTARIE 31 n.1
 TAVERNIER (J.-Baptiste) VIII n.4,
 47 n.2, 58 n.1
 TCHÉKIANG 31 n.1
 TENASSSERIM V, V n.3
 THOMAS A JESU 14
 THOMAS D'AQUIN (saint) X n.1, 19,
 20, 21
 TISSANIER (Joseph) V, VI, VI n.2,
 VII, VII n.2, IX, X, X n.1, XI, XI
 n.1, XII, XII n.2, XIII n.1, XV
 n.1, XVI n.1, XX, XXI, XXI n.2,
 3, 36 n.1, 39 n.1, 47 n.2, 51 n.1
 TONKIN IV, IV n.3 et 4, V, VI, VII
 n.2 et 3, XI, XV n.2, XVII, 25, 31
 n.1, 41 n.2 et 3, 48 n.1, 49 n.1, 63
 n.2, 65 n.3, 66 n.1 et 2
 TOURS IV n.4
 TRENTÉ (concile de) X n.1, 5, 23
 TRINH TAC VI, 41 n.3
 TRINH TRANG 49 n.1

 URBAIN VIII IV, XI, XII, XV, 14,
 16, 22

 VALGUARNERA (Thomas) XII n.2,
 XIII n.1, XV n.1, XVII, XVIII, 36
 n.1, 57 n.1, 2, 3, 4, 58 n.1, 60 n.1,
 65 n.1, 66 n.3
 VALIGNANO . (Alexandre), XVI,
 XVIII, 43 n.2, 44 n.1, 62 n.2
 VERBIEST (Ferdinand) 64 n.1 et 2,
 65 n.1

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION	I
RELIGIOSUS NEGOTIATOR	1
LETTRE PASTORALE DE LAMBERT DE LA MOTTE ...	29
REPOSE DE JACQUES LE FAURE	37
LETTRE DE VALGUARNERA A LA PROPAGANDE	55
BIBLIOGRAPHIE	67
INDEX	73

